

## Drame de la TWA : l'hypothèse de l'accident relancée

ALORS QU'UN MOIS d'investigation et d'analyses les plus poussées n'a toujours pas permis de détecter la moindre trace d'explosifs sur les éléments sortis de l'eau du Boeing 747 du vol TWA 800 détruit le 17 juillet au large de New York, le *Washington Post* relançait, mercredi 21 août, la thèse de l'accident. Citant des sources proches de l'enquête, le quotidien avance que le « son bref » par lequel se termine l'enregistrement d'une des boîtes noires ressemble plus à une explosion de carburant qu'à la déflagration d'une bombe. Une analyse comparative portant sur de récentes catastrophes aériennes conduirait plutôt à rapprocher ce fameux « son bref » de celui émis par l'explosion du carburant central qui avait détruit un Boeing 737 philippin en 1990.

Lire page 20

## Le maître des « Voleurs »



ANDRÉ TÉCHINÉ

ADMIRABLEMENT servi par Catherine Deneuve, Daniel Auteuil, Laurence Côte et Benoît Magimel, André Téchiné atteint avec *Les Voleurs* un nouveau sommet dans sa recherche obstinée d'une mise en scène originale, réunissant les avancées du cinéma moderne et le goût de raconter des histoires.

Lire page 16

## Les secrets du prion

ALORS QUE se tiennent en Sicile une discrète réunion de scientifiques spécialistes de l'épidémie de la « vache folle », la connaissance de la structure spatiale de la protéine-prion semble progresser. Lors de sa déformation, celle-ci se transforme en agent infectieux qui est à l'origine d'une maladie neurodégénérative jusqu'ici mortelle. Mises en évidence par l'équipe du professeur Kurt Wüthrich (Institut de biologie moléculaire de Zurich), ces caractéristiques structurelles inédites pourraient permettre de comprendre le processus qui rend la protéine-prion dangereuse. A terme, cette découverte faciliterait la mise au point d'un traitement des maladies neurodégénératives que sont l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ).

Lire page 13

Allemagne, 3 DM ; Argentine-Guyane, 9 F ; Australie, 25 A\$ ; Belgique, 45 FB ; Canada, 25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 14 EKD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Islande, 140 F ; Italie, 200 L ; Luxembourg, 45 F ; Malaisie, 10 RM ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 ESC ; République tchèque, 100 Kč ; Suède, 10 SEK ; Suisse, 2 CHF ; Taiwan, 100 NT ; USA, 100 \$ ; 2 \$ USA isolément, 2,5 \$.

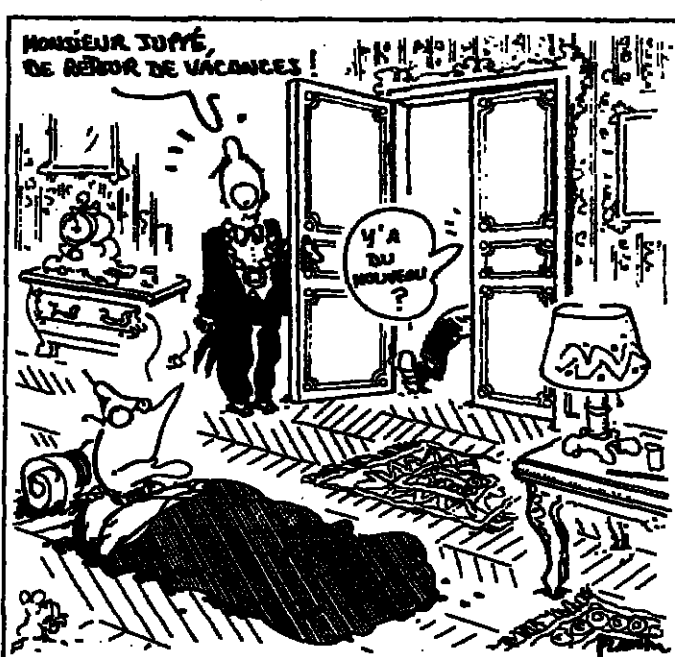
M 0147-822-700 F



## Le gouvernement a saisi le Conseil d'Etat sur le dossier des Africains sans papiers

M. Juppé multiplie les consultations pour sortir de ce conflit

LE PRÉSIDENT de la République a demandé à M. Juppé de saisir le Conseil d'Etat pour le charger d'effectuer très rapidement une étude sur les conditions d'application des lois Pasqua. Le ministre de l'Intérieur a fait officiellement cette démarche, mardi soir. L'Assemblée générale du conseil se réunira jeudi matin. Le gouvernement tente donc de trouver une porte de sortie dans le conflit qui l'oppose, depuis cinq mois, aux Africains sans papiers réfugiés à l'église Saint-Bernard, à Paris. Le premier ministre est rentré, mardi 20 août, de vacances pour entamer aussitôt une série de consultations. Mercredi en fin de matinée, il devait recevoir Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. La veille, il avait reçu le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré et le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, Gilles de Robien. La fermeté gouvernementale reste néanmoins affichée. Alors que l'UDF est divisée sur l'initiative de



M. de Robien, les parlementaires du RPR ont multiplié les déclarations de soutien à M. Debré, l'encourageant à ne pas céder. Toutefois, en privé, plusieurs responsables du mouvement négoutiste s'inquiètent et s'étonnent que le gouvernement n'ait pu régler ce conflit depuis cinq mois.

Mardi soir, l'un des dix grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard a dû être hospitalisé par le SAMU de Paris. Au quarante-huitième jour de jeûne, un médecin du SAMU estime « que l'on rentre dans une période critique ». A la suite des appels lancés les 19 et 20 août par les partis de gauche, la CGT, la CFDT, la FEN et la FSU, la CFIC et Force ouvrière ont à leur tour demandé au gouvernement de rouvrir les négociations. Le collectif des sans-papiers organise une manifestation mercredi à 18 heures de la place de la République à l'église Saint-Bernard.

Lire page 5

## Ababacar Diop, le porte-parole qui cite « La France pour tous »

IL CITE volontiers Descartes, Victor Hugo ou *La France pour tous* de Jacques Chirac. Joue en permanence d'un téléphone portable qui ne le quitte plus. Répète que les sans-papiers veulent une réouverture des négociations précédée d'un moratoire des expulsions. Court du local de la rue Pajol à l'église Saint-Bernard où il distille des informations aux familles, grévistes de la faim et journalistes. En cinq mois de conflit, Ababacar Diop, porte-parole des sans-papiers, a su se rendre indispensable.

Rien ne prédestinait ce jeune Sénégalais à devenir l'un des hommes publics du moment. Si ce n'est une farouche volonté d'obtenir gain de cause et l'intuition d'un politique pour gérer une situation enlisée. Du haut de ses vingt-sept ans à peine, il affirme ne pas posséder « le goût du pouvoir ». Il lui aura fallu pourtant beaucoup de ténacité pour s'imposer comme l'un des interlocuteurs potentiels du gouvernement.

En 1988, muni d'un visa touristique, Ababacar pose le pied en France, « un peu par hasard ». Dans son Sénégal natal, il soutenait la cause casamançaise. « A l'époque, je me trouvais en désaccord avec le gouvernement, comme aujourd'hui avec les autorités françaises », sourit-il. Le jeune homme, footballeur dans son

pays, essaie de se « vendre » aux clubs français, sans succès. Il change alors de voie et se lance dans des études d'informatique, pour travailler ensuite comme analyste-programmeur, « avec des fiches de paie », précise-t-il. Parallèlement, il fait une demande d'asile politique. « J'ai d'abord été débouté, puis le Conseil d'Etat m'a donné gain de cause. Mais la commission des recours m'a à nouveau débouté. J'avoue avoir alors un peu baissé les bras ».

Mais Ababacar, déjà soutien de famille « pour ceux du pays », se marie et devient père d'une petite Patou, il y a deux ans. Il estime ne plus pouvoir vivre sans papiers et songe à une régularisation pour lui et sa famille. Le matin du 18 mars, premier jour d'occupation de l'église Saint-Ambroise, Ababacar se rend à la préfecture de Bobigny. On lui répond qu'il ferait mieux de retourner dans la clandestinité. « Échoué », sa décision est prise : l'après-midi même, il rejoint le mouvement des sans-papiers pour ne plus le quitter.

En tant qu'informaticien, on lui confie la tâche de recenser les dossiers des sans-papiers. Considéré comme l'intellectuel du groupe, il est coopté porte-parole des sans-papiers. « Je ne voulais pas être délégué, mais il fallait un non-Molien parmi les porte-parole ».

Malgré les différences d'éthnie et de langue, je gère tant bien que mal la situation. » Fin tacticien, il met régulièrement son mandat en jeu pour régler les différends qui peuvent parfois l'opposer aux familles. Se décrivant d'un « naturel réservé », il a le goût de l'ambiguïté qu'il cultive jusque dans son prénom, dont de multiples orthographes circulent dans la presse : « Je fais comme le gouvernement dans sa politique de régularisation : le flou total », s'amuse-t-il.

La grève de la faim aura permis au mouvement de trouver un nouveau souffle. Ababacar s'en réjouit, même si, au fond, il n'adhère pas à cette forme de protestation : « Les grévistes sont volontaires. Personnellement, j'estime que la vie est plus importante que tous les papiers du monde. Même si ceux-là ont le désir plus que tout. » Se voulant optimiste pour l'avenir du mouvement, Ababacar affirme ne pas réellement songer à l'après-Saint-Bernard. Il confie cependant son désir de monter sa propre entreprise d'informatique, ici ou ailleurs : « Je n'ai pas l'intention de rester toute ma vie en France, si cela peut rassurer M. Debré », souligne-t-il malicieusement.

Cécile Prieur

## Confusion au Kremlin et nouvelles négociations en Tchétchénie

LE GÉNÉRAL Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité russe, devait se rendre, mercredi après-midi 21 août, en Tchétchénie pour de nouvelles négociations avec les indépendantistes. Les habitants de Grozny furent en masse leur capitale à la veille de l'expiration de l'ultimatum lancé par les forces fédérales aux rebelles qui contrôlent la ville. A Moscou, le Kremlin multiplie les démentis concernant l'hospitalisation de Boris Eltsine. Son ancien porte-parole, Pavel Vochtchanov, a néanmoins expliqué, mercredi, dans le quotidien *Komsomolskaja Pravda* que l'état de santé du président nécessitait une opération du cœur. Il a indiqué que le chef de l'Etat était en « congé » pour une durée « imprévisible ».

Lire page 2

## Le scandale de l'excision

Deux millions de fillettes sont excisées chaque année dans vingt-huit pays d'Afrique.

p. 4

## Bruxelles contre Volkswagen

La Commission européenne s'insurge contre les aides illégales versées par le land de Saxe au constructeur automobile.

p. 3

et notre éditorial p. 8

## Tensions israélo-syriennes

Les deux pays s'accusent mutuellement de renforcer leurs préparatifs militaires.

p. 20

## Les familles d'accueil

réclament un statut Les familles accueillant à leur domicile des personnes âgées ou des adultes handicapés réclament un vrai statut et davantage de droits.

p. 6

## Le piéton des Balkans

Le périple de François Maspéro au cœur de l'Europe le conduit aujourd'hui à Priep (Macédoine).

p. 8

## Chiffres d'affaires en baisse

Les chiffres d'affaires semestriels, publiés par les grandes entreprises françaises depuis quelques semaines, se révèlent décevants.

p. 10

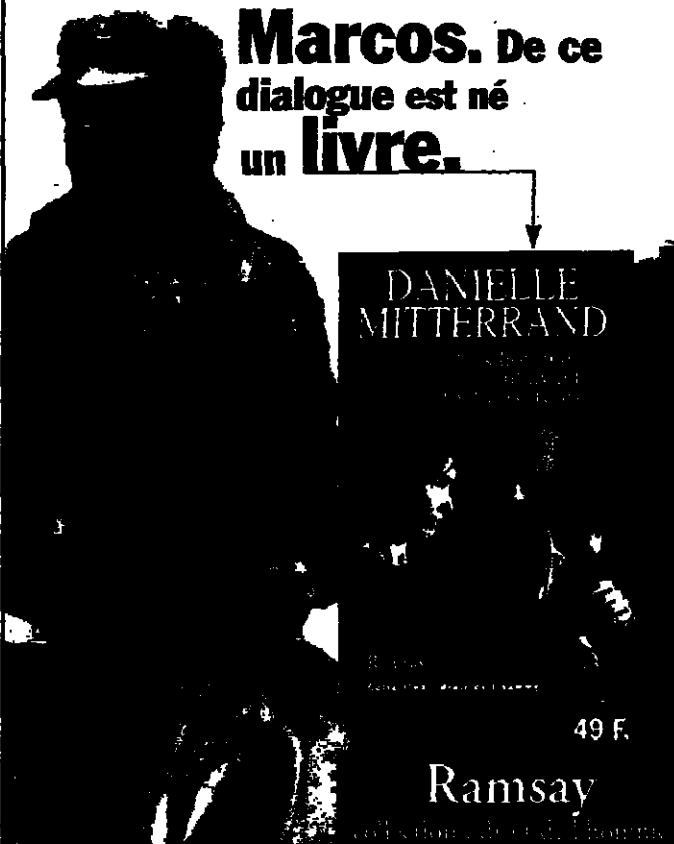
## Le progrès en débat

Un point de vue de Daniel Bensaid, philosophe.

p. 9

International	2	Aujourd'hui	13
France	5	Agenda	15
Société	6	Abonnements	15
Carnet	7	Météorologie	15
Horaires	8	Mots croisés	15
Entreprises	10	Culture	16
Pages jaunes	11	Radio-Télévision	19

## Chiapas, Mexique. La nuit du 18 avril 96, Danielle Mitterrand rencontre le sous-commandant Marcos. De ce dialogue est né un livre.



Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel, est sénateur (PS) des Hauts-de-Seine.

Lire la suite et le point de vue d'un groupe de comédiens page 9

POINT DE VUE

## Nécessaire médiation

par Robert Badinter

Il est fâcheux dans une démocratie de voir méconnaître la loi régulièrement votée par le Parlement. Mais il est dommageable pour la République que la loi engendre des situations injustes ou humainement déplorables. Tel est pourtant le cas aujourd'hui s'agissant du sort des sans-papiers réfugiés dans l'église Saint-Bernard.

Sans doute, il appartient à ce gouvernement - comme à tout autre - de veiller à l'application de la loi. Il y est d'ailleurs d'autant plus tenu vis-à-vis de sa majorité que c'est elle qui l'a votée. Mais face à ces grévistes de la faim et à ceux qui en sont étroitement solidaires, le gouvernement ne peut lancer une action violente sans risque de susciter l'irréparable. Si l'Etat de droit ne saurait être l'état de faiblesse, il ne doit recourir à la force que lorsqu'elle est nécessaire pour protéger les personnes et les biens. Or aucun des occupants de l'église Saint-Bernard n'attende à la propriété et aux droits de quiconque. Et les seules personnes dont l'intégrité physique est menacée, ce sont les grévistes de la faim eux-mêmes.

Dès lors, la situation ainsi créée paraît ne pouvoir déboucher que sur une issue dommageable. Car soit le gouvernement use de la force, avec tous les périls qu'une telle intervention implique. Et la probabilité est grande d'une extension et d'une aggravation du conflit à des situations identiques qui naîtront d'une réaction de solidarité de la part d'autres sans-papiers ou de ceux qui soutiennent leur cause. Ce ne sera plus alors un, mais plusieurs foyers d'incendie que le gouvernement, pompier devenu pyromane, devra éteindre. Soit le gouvernement cédera et régularisera la condition de tous ceux qui lui ont résisté. Il apparaîtra alors comme ayant capitulé - et non pas comme ayant voulu régler les conséquences injustes d'une législation mal venue. Et l'on mesure la portée d'un tel précédent.

**RUSSIE** Le général Alexandre Lebed, secrétaire du Conseil de sécurité, devait de nouveau se rendre, mercredi 21 août, en Tchétchénie pour y rencontrer notamment les di-

rigents indépendantistes. Il a mis en doute l'authenticité des décisions prises par le président russe ces derniers jours. ● **LE PORTE-PAROLE** de Boris Eltsine a démenti formelle-

ment les informations selon lesquelles le chef du Kremlin aurait été hospitalisé dans un centre de cardiologie à la périphérie de Moscou et a assuré qu'il était parti « pour qua-

rante-huit heures » dans la région de Novgorod. Toutes ces incertitudes ne sont pas sans rappeler l'époque brejnévienne. ● **EN TCHÉTCHÉNIE**, où les bombardements se pour-

suivent, des dizaines de milliers de personnes redoutant une offensive massive des forces fédérales russes, jeudi, ont pris la route de l'exode et fuient la capitale, Grozny.

## Le général Lebed doute de l'authenticité des décisions attribuées à M. Eltsine

Le secrétaire du Conseil de sécurité russe se rend en Tchétchénie pour de nouvelles négociations avec les indépendantistes. Il a, pour la première fois, laissé entendre que l'injonction présidentielle de rétablir l'ordre par la force à Grozny était peut-être un « faux »

**MOSCOU**  
de notre envoyé spécial  
Où réside Boris Eltsine ? Comment se porte-t-il ? La confusion régnait toujours à Moscou, mercredi 21 août, sur ces deux points, en dépit du dispositif mis en place pour contrôler les rumeurs, notamment la publication d'un entretien avec le chef de l'Etat, le même jour, dans le quotidien *Moskovskii Komsomolts*. Toujours est-il que, pour la première fois, des « sources informées » avaient confié à la radio Echos de Moscou que le président était hospitalisé depuis le 15 août dans un centre de cardiologie des environs de la capitale, où un concile de médecins devait décider de l'opportunité d'une opération. Ces affirmations ont aussitôt été vigoureusement démenties par le porte-parole présidentiel, Sergueï Iastrjembski.

Boris Eltsine, a-t-il expliqué, s'est rendu « pour quarante-huit heures » en hélicoptère à Valdai, une résidence du gouvernement située dans la région de Novgorod, à 450 kilomètres de la capitale, afin de « voir s'il lui était possible d'y passer des vacances ». Le fait que le président ait passé « deux heures et vingt minutes

en vol » est, de l'aveu de M. Iastrjembski, « le meilleur démenti à toutes les insinuations sur son état de santé ». Cette résidence étant parfaitement connue de Boris Eltsine - il y a séjourné lorsqu'il était premier vice-ministre de la construction dans le gouvernement soviétique de 1988 à 1989 -, on a du mal à imaginer le chef de l'Etat russe partant seul, en éclaircie, pour se choisir un lieu de repos.

**GUERRE DE COMMUNIQUÉS**  
Plus inquiétant encore : le service de presse du conseil de sécurité - l'organe consultatif suprême dirigé par Alexandre Lebed - a diffusé mardi un communiqué affirmant « douter sérieusement » que Boris Eltsine ait personnellement visé l'injonction qui avait été faite au conseil, lundi, de ramener l'ordre à Grozny. Il s'agirait en réalité d'un simple fac-similé de la signature présidentielle. « Personne ne doit être autorisé à manipuler le nom du président », dit le communiqué, en précisant qu'Alexandre Lebed n'a pas pris part à l'élaboration du texte, lequel lui est parvenu « vingt minutes seulement avant d'être annoncé » publique-



ment. « Le président demande que l'on s'abstienne de tout commentaire dans les médias tant que ce sujet n'aura pas été abordé avec lui », a aussitôt répondu le service de presse du Kremlin.

Après cette guerre de communi-

qués, le « général sans armée », comme le surnomme la presse locale, devait, mercredi après-midi, quitter Moscou pour Grozny pour y rencontrer la direction indépendantiste, une mission qui s'apparente de plus en plus à un « plongeon dans

une piscine sans eau », comme ironisaient les *Izvestia*, mercredi matin. Car l'ultimatum lancé mardi aux indépendantistes par le commandant des forces russes en Tchétchénie, Konstantin Poulikovskii, est toujours d'actualité.

### ULTIMATUM MAINTENU

La Tchétchénie était au centre, mardi, d'une réunion des « représentants des ministères de force » dirigée par le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, en présence d'Alexandre Lebed et de son ennemi, le ministre de l'Intérieur, Anatoli Koulikov. Après deux heures de discussion, les participants se sont mis d'accord sur les mesures à prendre, tant « politiques » que « militaires », selon l'agence Interfax. Un plan prévoyant « le triple encerclement » et le minage des abords de Grozny aurait également été adopté. Enfin, le rappel du général Tikhomirov au poste de commandant en chef des troupes russes en Tchétchénie à la place de Konstantin Poulikovskii, présenté par certains comme un pas en direction d'Alexandre Lebed, n'aurait rien de bon. Si les deux hommes se connaissent bien - Viatcheslav Tik-

homirov était le chef d'état-major d'Alexandre Lebed dans la 14<sup>e</sup> armée en Transnistrie -, le nouveau commandant a d'emblée annoncé qu'il prendrait « les mesures les plus décisives » contre les indépendantistes et que l'ultimatum était maintenu.

Des dizaines de milliers de civils - des retraités russes en majorité - seraient encore bloqués à Grozny. Nombre d'entre eux sont dans l'impossibilité de partir par manque d'argent, maladie ou tout simplement parce qu'ils croient, comme cette mère de famille russe, interrogée, mercredi matin, par l'envoyé spécial de Radio-Svoboda sur place, que « notre armée ne fera pas ça ». L'exode se poursuit, mais un seul corridor a été mis en place par les Russes : celui de Staria Souja, au nord-est de la ville (lire ci-dessous). La vérification des papiers se fait très lentement et est assortie du paiement d'un « droit de passage » exigé par les soldats russes, selon un membre du gouvernement tchétchène lié à Moscou, cité par ITAR-TASS.

Marie Jégo

## Yousoup fuit Grozny pour la cinquième fois depuis le début du conflit

**GROZNY**  
de notre envoyé spécial

Un silence de mort, brisé par de violentes explosions d'obus et de rafales sèches d'armes automatiques, plane sur la capitale tchétchène. Dans les rues presque désertes de Grozny, des gens sont assis dans l'herbe, devant les maisons, à côté de leurs bagages. L'exode a commencé. On attend un camion, un bus, une voiture, n'importe quel véhicule pour fuir la ville. Des combattants indépendantistes sillonnent les rues déjà à moitié en ruine, à toute allure, dans des voitures dégingolées, kalachnikovs et bazookas sortant par les fenêtres. Des corps de soldats russes traînent dans une rue.

Chacun a entendu ici, à la radio, sur les téléviseurs branchés sur des batteries de voitures, l'ultimatum du chef des forces russes sur place. Le général Konstantin Poulikovskii a donné quarante-huit heures aux habitants pour quitter Grozny. Après quoi, il a promis d'utiliser l'aviation, l'artillerie lourde, les lance-roquettes multiples, pour reprendre la ville aux indépendantistes qui, depuis près de deux

semaines, assègent les soldats russes dans leurs bases. Avant-gout, peut-être, du maillage de la ville que chacun attend ici, des avions russes ont bombardé toute la nuit les deux quartiers ouest de Grozny. Ce mardi 20 août, Yousoup Issaïev, sa femme et ses deux enfants, sont sortis à pied par le nord-est de la capitale, empruntant le seul corridor autorisé par le commandant russe. Ils attendent à un carrefour, avec leur paquetage. « Nous ne savons pas où aller. Nous irons là où une voiture nous emmènera », dit-il. « On avait confiance dans le général Lebed mais, à Moscou, ils l'ont réduit au silence », dit Yousoup. Agé de quarante ans, il fuit Grozny pour la cinquième fois depuis le début du conflit, il y a vingt mois. « Nous savions que, pendant les pourparlers de paix, les Russes préparaient cette attaque », assure-t-il. Selon de nombreux témoignages, plusieurs colonnes de blindés et de logistique russes se sont approchées, ces derniers jours, de la capitale.

Il faut donc fuir. Par tous les moyens. On s'entasse avec de maigres affaires à l'arrière d'un camion, on se presse dans un bus. Ceux qui ont une voiture ont tourné le

coffre de bagages, chargé la galerie sur le toit. D'autres partent en vélo, avec une voiture sans moteur tirée par un voisin, une charrette, un tracteur aux pneus crevés. Ou à pied, en poussant un landau plein de vêtements, en tirant un chariot chargé de valises, avec des sacs en plastique à la main. Il faut zigzaguer entre les vaches qui errent, abandonnées, les carcasses de blindés russes calcinés, détruits dans les premiers assauts manqués, entre les bus de réfugiés brûlés, touchés par les roquettes d'hélicoptères.

### PAS UN CRIL, PAS DE LARMES...

Dérisoire protection contre l'aviation russe, les réfugiés ont tous accroché des morceaux de tissu blanc ou une tôle d'oreiller aux antennes des voitures, aux fenêtres, à un manche à balai. Deux jeunes garçons sont assis dans des fauteuils empilés sur le haut d'un camion et fument une cigarette pour tromper l'attente. Dans la benne, des femmes s'abritent du soleil sous un parapluie. Deux blindés russes remontent le convoi ; un hélicoptère de combat le survole. Les Tchétchènes jurent

tout bas dans la longue queue qui avance pas à pas, de plus en plus lentement. Il n'y a pas un cri, pas de larmes, seulement les pleurs des enfants à l'arrière des voitures dans les bras de leurs mères. Les anciens, ceux qui ont déjà vécu les déportations et les exodes, ne disent rien, mais on dirait qu'ils se souviennent.

On emmène ce qu'on peut. Les femmes ont pris les poussettes pour les enfants, de la lessive, parfois un lustre de la maison. Les hommes ont roulé les tapis. Ceux qui restent ont installé, devant les maisons, des seaux avec de l'eau pour les réfugiés qui commencent à étouffer dans la chaleur et la poussière. A la mi-journée, ce mardi, la longue file des milliers de personnes et des centaines de véhicules qui tombent en panne, avançant mètre par mètre, est presque immobilisée sur l'étroit chemin de terre du corridor russe.

Les Russes ont installé un point de contrôle, ils vérifient les papiers des conducteurs de voiture, jettent un œil dans les coffres à l'arrière des camions. Un contrôle insignifiant et inefficace, « pour vérifier que les combattants ne quittent pas

la ville », dit un soldat russe qui ralentit l'exode. « A ce rythme, il va falloir plus de dix jours et non pas deux pour évacuer tout le monde », s'empare d'un homme. « C'est la réhabilitation de l'ordre constitutionnel russe », dit-il. Dans Grozny, certains ont renoncé à partir par cette longue route bloquée.

Dans un quartier central de la ville, Alexandre Maknachov, un retraité russe de soixante ans, reste assis devant sa maison. « Je suis né ici, je ne vais pas partir. Pour aller où ? Je suis né ici, je n'ai pas peur d'y mourir, je ne partirai pas : c'est Eltsine qui doit partir ! », lance-t-il. Malgré l'assaut qui, dit-on, se prépare, beaucoup ont choisi de rester : les vieux, qui ne peuvent pas bouger, ceux qui sont pris dans les combats qui se poursuivent, ceux qui en ont assez de fuir. « Mieux vaut mourir les armes à la main », dit un Tchétchène, « que sous les bombes russes en fuyant ». Assis sur un blindé qui se dirige vers Grozny, un soldat russe affirme, une boîte de bière à la main, : « Nous allons piller la ville ! »

Jean-Baptiste Naudet

## Une guerre, un président malade, des jeux de pouvoir : comme sous Brejnev...

**LE MENSONGE D'ÉTAT** sur la santé des présidents n'est pas une exclusivité soviétique. Avec Pompidou puis Mitterrand, les Français en savent quelque chose. Le flou entretenu officiellement autour de la maladie de Boris Eltsine ne serait donc pas étonnant si les mises en scène mon-

tes pour laisser croire que le chef du Kremlin est en pleine possession de ses moyens ne rappelaient la dernière décennie de l'ère soviétique. Le tabou était respecté, y compris par les hôtes étrangers, mais il ne pouvait empêcher le public de se rendre compte des dysfonctionnements du pouvoir. Jusqu'en 1985, une sorte de malédiction semblait vouer l'URSS à être gouvernée par des dirigeants cacochymes, ce qui ne les empêchait pas de guerroyer en Afghanistan. Le régime s'étant suffisamment policé pour exclure les purges, les secrétaires généraux devaient mourir au pouvoir ; le déclin de Leonid Brejnev dura plusieurs années, offrant le spectacle d'un chef d'Etat maintenu artificiellement dans ses fonctions pendant que ses héritiers présumés se distribuaient les dépouilles. Emporté par la maladie avant d'avoir pu entamer la remise en ordre, son successeur, Iouri Andropov, céda la

place à l'ancien porte-serviette de Brejnev, Constantin Tchernenko, déjà gâteux avant sa désignation par le comité central. Cette triste lignée s'interrompit avec Mikhaïl Gorbatchev, dont la jeunesse et le dynamisme furent pris, à eux seuls, pour une preuve d'ouverture.

L'histoire semble se répéter. La cérémonie d'inauguration du second mandat de Boris Eltsine était une caricature du brejnévisme décadent. La différence n'est pas mince - tient au fait que le président de la Russie a été choisi démocratiquement par ses concitoyens. Malgré la discrétion de la presse russe, ceux-ci savaient qu'il avait disparu du Kremlin dès le lendemain du premier tour, et la majorité ont estimé que, même malade, il constituait le meilleur rempart contre le communisme.

Pour la stabilité de la Russie, l'interruption du processus électoral aurait été pire que la réélection d'un président physiquement diminué. Certes, le bon déroulement de l'élection présidentielle n'a tenu qu'à un fil. Il ne manquait pas de bons esprits au Kremlin pour conseiller le report du scrutin et, après le premier tour, l'annulation du second. Boris Eltsine aurait été sans doute plus sensible à ces sirènes si ses chances de victoire avaient été moindres. Mais il a tenu bon, et quelle qu'ait été la mobilisation des moyens officiels

en sa faveur, il a pris un risque. Un risque qui a consolidé les prémisses de la démocratie russe.

Il reste aux nouvelles institutions à surmonter une épreuve que la maladie du président pourrait rendre d'actualité : la transmission démocratique du pouvoir. La Constitution prévoit qu'en cas d'incapacité du chef de l'Etat à exercer ses fonctions le premier ministre assure l'intérim jusqu'à l'organisation, dans les trois mois, d'une élection présidentielle. Les prétendants, grands dans la culture des luttes d'appareil, sauront-ils respecter les règles ?

**La distinction entre « libéraux » et « durs » n'a plus de sens. Les uns et les autres peuvent s'allier avec des forces différentes, voire opposées, selon les besoins du moment**

Loin de freiner les ambitions, la réélection de Boris Eltsine a aiguisé les appétits. De son bureau du Kremlin ou de sa chambre d'une maison de repos, le président entretient les rivalités. Si les clans ont changé de nature et de chefs de file par rapport au mandat précédent, le jeu est toujours le même. Les « libéraux » ne font plus face aux « durs », représentant les « ministères de force » (intérieur, défense, services secrets), qui ont été déstabilisés par l'arrivée du général Lebed. Trois

centres de pouvoir sont maintenant visibles, autour de leur champion respectif : le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, le secrétaire général du Conseil de sécurité Alexandre Lebed et le chef de l'administration présidentielle Anatoli Tchoubais. En admettant qu'elle en ait eu un jour, la distinction entre « libéraux » et « durs » n'a plus de sens. Les uns et les autres peuvent s'allier avec des forces différentes, voire opposées, selon les besoins du moment. Ainsi, Anatoli Tchoubais semble avoir fait cause commune avec Viktor Tchernomyrdine pour tenter de priver Alexandre Lebed des pleins pouvoirs

avait réclamé pour lui la création d'une vice-présidence quand il négociait entre les deux tours le report de ses voix. Toutefois, dans un système où le respect de la légalité reste une idée neuve, ce n'est pas l'atout principal du chef du gouvernement. Son poids vient du soutien dont il bénéficie dans les milieux de l'énergie et de l'industrie, cocktails d'anciens directeurs d'usine dans le système soviétique et de nouveaux riches de l'import-export. Viktor Tchernomyrdine ne les a pas oubliés, ni dans la composition de son équipe ni dans sa politique économique (les dégrèvements fiscaux consentis à Gazprom - l'entreprise qu'il dirigea jusqu'en 1992 - représentent 2 % du PNB russe). Pour l'opinion, il porte la responsabilité de la situation chaotique générale, et ses tentatives de créer un parti politique se sont soldées par un échec cuisant aux élections législatives de décembre 1995, malgré l'emploi massif des derniers pouvoirs.

Alexandre Lebed a eu 11 millions de voix à l'élection présidentielle, mais lui non plus n'a pas de parti organisé. C'est un fonceur qui ne fait pas mystère de ses intentions. Il vise la présidence - « en 2000 ou même avant », a-t-il dit à plusieurs reprises - mais préfère les coups de gueule aux intrigues de palais. Parle-t-il sans trop réfléchir, en espérant que son audace paiera, quand il exige - et obtient - la tête du ministre de la défense Pavel Gratchev et son remplacement par un des ses amis, Igor Rodionov ? Ou est-il un fin tacticien

quand il demande - sachant que le président ne lui a accordé pas - la démission du ministre de l'Intérieur, le général Koulikov, simplement pour désigner un responsable à la débâcle tchétchène ?

Boris Eltsine l'utilise et s'en méfie. Il lui confie assez de responsabilités pour qu'il mette à profit ses qualités - et accessoirement pour le « mouler » dans des opérations délicates, mais il se garde de lui donner les pouvoirs qui lui permettraient de s'imposer sans conteste. A ce jeu, le président reste un maître. Ce qui tendrait à prouver que ses ennemis physiques n'ont pas diminué sa lucidité politique. A moins que, comme aux derniers temps du brejnévisme, le chef du Kremlin ne soit que le porte-plume de ceux qui ont accédé directement à lui : Viktor Tchernomyrdine encore, ou Anatoli Tchoubais, l'ancien ministre des privatisations, tombé en disgrâce mais repêché au début de la campagne électorale, qu'il a magistralement financée grâce aux nombreuses autistes gagnées justement par la distribution des bons de privatisation. Boris Eltsine a édité un oukase lui quant que... tous ses oukases devraient être contresignés par Anatoli Tchoubais.

Pour « gérer » le président malade, un trio est en place. Son sort dépend de l'état réel de Boris Eltsine et des intrigues que d'autres jouent aujourd'hui moins en vue de développer dans leur ombre.

Daniel Vernet

هكذا من الأصل

Les Tchèques s'incriminent dans les enlèvements

La thèse du réseau

Le procureur de Neuchâtel centralise l'enquête sur les enlèvements de Marcel et Fanny Lamontagne

PRAGUE

Après avoir été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques, les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques.

En Belgique

BRUXELLES

La Belgique a été accusée d'être l'auteur de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques.

Le gouvernement allemand et la Commission de l'Union européenne

DANS LE CONFLIT

La Commission de l'Union européenne a été accusée d'être l'auteur de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques.

• CALMER LE JEU •

Il faut absolument que le président ne soit pas accusé d'être l'auteur de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques.

Les Serbes de Bosnie

SARAJEVO

Les séparatistes serbes ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques. Les deux tchèques ont été accusés d'être les auteurs de l'enlèvement de deux tchèques.



## Les Tchèques s'indignent de leur mise en cause dans les enlèvements de jeunes filles à Ostende

La thèse du réseau de prostitution est maintenant démentie par le procureur de Neufchâteau

Le procureur de Neufchâteau, en Belgique, qui centralise l'enquête sur les enlèvements d'An Marchal et Esfje Lambreks, les deux jeunes filles

disparues à Ostende il y a un an, a démenti qu'elles aient été livrées à un réseau de prostitution. « Ce sont des rumeurs non vérifiées », a-t-il

déclaré. Le responsable d'Interpol à Prague a estimé que la justice belge « avait avancé sans preuves » l'hypothèse de la piste tchèque.

### PRAGUE

de notre correspondant  
An Marchal et Esfje Lambreks, les deux jeunes Flamandes âgées respectivement de dix-sept et dix-neuf ans au moment des faits, que le Belge Marc Dutroux a avoué avoir enlevées le 22 août 1995 à Ostende, se trouvent-elles en République tchèque, contraintes de se livrer à la prostitution? Cette hypothèse, avancée par la télévision et la presse belges, a choqué Prague. Après de premières réactions plutôt évasives, les autorités ont haussé le ton pour demander des explications sur ce qui est resté comme une attaque contre la réputation du pays.

« Un certain juge de Belgique a, sur la base d'indices non confirmés et sans preuves concrètes, jugé que les deux jeunes femmes enlevées se trouvaient en République tchèque dans un réseau de prostitution et a livré ses suppositions aux journaux », a déclaré, mardi 20 août, le

représentant d'Interpol à Prague, Frantisek Zelenicky. Visiblement outré par la « légèreté » du juge tchèque, M. Zelenicky a par ailleurs critiqué à mots couverts la police belge dans un entretien télévisé.

### RECHERCHES DE ROUTINE

Reconnaissant que ses services avaient reçu, le 16 janvier, une demande officielle de Bruxelles pour l'aider à retrouver les deux jeunes filles, il a souligné que la circulaire ne contenait « aucune précision sur le fait qu'elles pourraient être les victimes d'un réseau de prostitution ». « Aucune demande complémentaire ne nous a été fournie par les organes belges compétents au cours des huit mois écoulés », a ajouté M. Zelenicky. La police tchèque ne disposait donc pas d'indices pour orienter ses recherches, qui ont été menées de manière routinière.

Alors que l'enquête semblait être tombée dans l'oubli - à tel

point que la police pragoise déclarait, mardi matin, ne rien savoir sur la demande de recherche des deux Flamandes -, M. Zelenicky a demandé à ses collègues bruxellois de lui envoyer une synthèse des éléments à la disposition des enquêteurs belges, afin de relancer les recherches en République tchèque si l'hypothèse se confirmait.

Des dizaines de milliers de femmes se livrent à la prostitution à Prague et aux frontières avec l'Allemagne et l'Autriche. La police tchèque, qui ne pratique quasiment pas de contrôles et encore moins de rafles de prostituées, est mal équipée pour ce travail. Elle ne reçoit des pouvoirs publics aucune incitation à faire preuve de davantage de fermeté dans sa lutte contre un phénomène en pleine explosion depuis la chute du communisme.

Le tableau que chaque touriste emmène dans ses souvenirs de Ré-

publique tchèque, à savoir ces centaines de filles qui roulent des hanches et les dizaines de salons érotiques aux noms évocateurs sur le bord des routes menant à Prague, inquiète peu les dirigeants politiques.

Hésitant depuis plusieurs années entre la légalisation de la prostitution et le *« strict quon »* - c'est-à-dire les partisans de la répression -, la classe politique en est conduite à demander l'avis des citoyens. Ainsi la mairie de Prague organisera-t-elle, le 19 septembre, un débat public sur un projet de « délocalisation » de la prostitution pragoise hors du centre historique et touristique. De l'avis général, cette réunion ne devrait pas aboutir, puisque les riverains des nouvelles zones proposées seront opposés à ce projet et que la police n'aura pas les moyens de contrôler la réglementation.

Martin Plichta

## En Belgique, un grand élan d'émotion collective

### BRUXELLES

de notre correspondant  
La Belgique est un pays étonnant. Individualistes, après au gain et souvent divisés par leurs querelles linguistiques, ses habitants sont capables de grands mouvements de générosité et semblent rechercher inconsciemment toute occasion de se rassembler dans une émotion collective. Toutes proportions gardées, les réactions suscitées par les rapt et les assassinats d'enfants rappellent les grands moments de deuil à la mort de Baudouin I<sup>er</sup>, en 1993.

Des milliers de personnes sont attendues à Liège, jeudi 22 août, pour l'office religieux à la mémoire de Julie Lejeune et de Mélissa Rusan en la basilique Saint-Martin. Des entreprises fermeront. Des taxis offriront gratuitement leurs services. Mardi, à Grâce-Hollogne, la localité proche de Liège où vivaient les victimes, des milliers d'anonymes chargés de fleurs ont fait la queue devant le funérarium pour voir se recueillir brièvement devant les deux cercueils blancs de Julie et Mélissa, réunies, à la volonté des familles, pour cet hommage.

L'émotion dépasse largement la province. Comme à Liège, les pompiers de Bruxelles, de Mons et autres villes, ont défilé mardi en actionnant les sirènes de leurs véhicules. Ils arboraient parfois des pancartes dénonçant « une justice qui tue ceux que nous sauvons » parce qu'elle relâche des criminels récidivistes. Mais ils voulaient surtout exprimer leur sympathie au père de Julie, qui a longtemps gagné sa vie en travaillant à l'atelier des sapeurs de Liège.

### CONDOLÉANCES ROYALES

Des registres de deuil sont ouverts dans certaines mairies. Quelques marches silencieuses sont annoncées. Le roi et la reine y sont bien sûr allés de leurs condoléances. Le ministre de la Justice, Stefan De Clerck, a personnellement rendu visite aux parents de Julie et Mélissa, mais aussi, en Flandre, à la famille d'An Marchal, partagée entre la crainte et l'espoir depuis que Marc Dutroux a avoué le rapt de leur fille. Sans donner d'indications convaincantes sur leur sort.

Malgré ses protestations d'innocence, Jean-Michel Nihoul a vu confirmer son mandat d'arrêt. Cet affairiste passe pour le « cerveau » d'un éventuel trafic à l'échelle internationale dont Dutroux et ses acolytes n'auraient été que des maillons, hypothèse non confirmée officiellement. Ce qui est sûr, c'est que Nihoul et Dutroux se connaissent. Bruxelles, Nihoul a eu de multiples activités, allant d'un conseil immobilier, sans agrément de la chambre professionnelle, aux relations publiques de quelques hommes politiques, si l'on en croit les médias belges. Un autre suspect, le Néerlandais Casper Flier, a été relâché faute de preuves.

Les détenus des prisons de Mons et de Namur ont un moment refusé de regagner leur cellule mardi, parce qu'ils craignent un durcissement des conditions des libérations anticipées. Ils protestent aussi contre le « traitement de faveur » dont profitent selon eux les boureaux d'enfants, qui sont isolés pour être protégés des autres détenus.

Jean de la Guérivière

## Le gouvernement allemand tente d'amortir le conflit entre la Saxe et la Commission de Bruxelles à propos d'aides versées à Volkswagen

DANS LE CONFLIT qui l'oppose à la Commission de Bruxelles, la Saxe, accusée de verser des aides illégales à l'entreprise automobile Volkswagen, a fait savoir qu'elle porterait plainte à la fin de la semaine prochaine auprès de la Cour européenne de justice si une solution satisfaisante n'était pas trouvée d'ici là. C'est notamment pour éviter d'en arriver à de telles extrémités que Karel Van Miert, le commissaire chargé des questions de concurrence, rencontrera, vendredi 23 août à Bruxelles, Günter Rexrodt, ministre allemand de l'Économie.

### « CALMER LE JEU »

« Il faut absolument calmer le jeu dans cette affaire », a estimé le porte-parole de la Commission européenne, en faisant allusion à des

déclarations récentes d'officiels allemands hostiles aux autorités de Bruxelles. « La Commission a parfaitement le droit de s'occuper d'aides publiques versées au constructeur automobile allemand. Un non-respect de sa décision aurait des conséquences considérables sur le fonctionnement du marché intérieur européen. Les aides versées sont illégales. Il faut y mettre fin. La balle est dans le camp allemand », a ajouté le porte-parole de la Commission.

« Toutefois, l'Allemagne peut, si elle le désire, porter le dossier devant le conseil des ministres européens de l'Industrie, qui peut à l'unanimité désavouer la Commission européenne. »

Le ministre allemand Günter Rexrodt a confirmé, dans une lettre envoyée début août à la Commission européenne, que la Saxe avait

versé à Volkswagen 141,9 millions de marks (483 millions de francs) pour l'année 1996 au titre d'aides publiques, et que sur cette somme 90 millions de marks étaient de trop.

### REMONTER LE SEUL

Si M. Rexrodt critique les méthodes employées par la Saxe pour verser ses aides à Volkswagen, il menace même ce Land d'une action en justice auprès de la Cour européenne, le gouvernement allemand cherche surtout à éviter que ne dégénère un conflit qui met gravement en jeu le fonctionnement des règles européennes, même si une partie des ministres estime que sur le fond la Saxe a raison.

« On nous tire dessus à boulets rouges », déclare Karel Van Miert, dans une interview publiée par Le

Figaro du 20 août, à propos des critiques adressées à la Commission. « Le schéma est toujours le même : si les aides concernent un pays, tous ses voisins estiment que la Commission n'est pas assez dure. Mais dès qu'ils ont eux-mêmes un problème analogue, ils sont les premiers à clamer que la Commission est trop intrinsèque. » Karel Van Miert ajoute « qu'en dépit de son image l'Allemagne reste championne en matière [de subventions] ». Le commissaire précise qu'en 1995 un certain seuil d'aides d'État Bruxelles n'exige pas de notification. Ce seuil vient de passer de 50 000 à 100 000 écus (1 écu vaut 6,43 francs). « Un nouveau relèvement serait sans doute souhaitable », conclut M. Van Miert.

Lire aussi notre éditorial page 9.

## Les Serbes de Bosnie protestent contre la destruction d'un stock d'armes illégal

### SARAJEVO

de notre correspondant  
Les séparatistes serbes de Bosnie ont violemment réagi, mardi 20 août, à la poursuite par la Force multinationale de l'OTAN (IFOR) de l'opération « Volcan », consistant à détruire près de 400 tonnes d'armes serbes. Découvert dans une école en Bosnie orientale, cet important stock avait été dissimulé par l'armée serbe, en violation de l'accord de Dayton.

Biljana Plavsic, la présidente par intérim de la République serbe (RS), a jugé que cette opération « inadmissible » pouvait avoir « des conséquences très graves », tandis que le gouvernement de la RS annonçait « des manifestations massives ». Les autorités serbes ont affirmé que l'opération « Volcan » perturbait l'approvisionnement en eau de la ville de Sokolac

et que les murs d'une église orthodoxe se sont fissurés. La veille, le maire de Sokolac avait déclaré que les explosions allaient « provoquer des mouvements tectoniques qui détruiraient les sources de la rivière Bosna », et un « expert militaire serbe » ajoutait qu'elles allaient dégager « une importante quantité de poussière radioactive ».

La première série d'explosions n'a apparemment pas provoqué le séisme annoncé, puisque trois mètres du cratère, n'ont même pas été soufflés. Seul un immense nuage de fumée et de poussière s'élevait dans le ciel après chaque mise à feu.

L'IFOR a considérablement renforcé la sécurité et placé ses hommes en état d'alerte. Près de deux mille hommes ont été déployés dans la région de Sokolac,

au nord-est de Sarajevo. L'IFOR n'avait encore jamais découvert de stock aussi important. L'école de Margetic recelait notamment 5 700 mines, 20 tonnes d'explosif, 40 tonnes de munitions, des roquettes et même des missiles, un arsenal estimé à environ 2,5 millions de dollars.

### « MISE À NIVEAU »

L'armée serbe, bien qu'elle bénéficie encore de nombreux stocks d'armes de l'époque yougoslave, considère comme un affront majeur la destruction du dépôt de Margetic. « Il est inadmissible que l'on détruise des armes de la RS alors que les États-Unis ont lancé un programme de réarmement de la Fédération croato-musulmane », a martelé Biljana Plavsic. L'objectif de Washington est effectivement d'équilibrer les forces militaires en

ex-Yougoslavie, par une « mise à niveau » du camp croato-bosniaque et un désarmement du camp serbe. Toutefois, l'opération « Volcan » n'entre absolument pas dans ce cadre. Si le dépôt de Margetic avait été déclaré à l'IFOR en mars, il serait toujours intact, simplement soumis à un contrôle international.

L'opération devrait durer jusqu'à vendredi ou samedi, au rythme d'environ cinquante tonnes d'armes détruites chaque jour. Selon un officier de l'IFOR, il est impératif, « au-delà du bonheur de détruire des mines qui ne tuent plus aucun enfant dans ce pays », d'envoyer « un signal politique fort aux Serbes de Bosnie, qui ont tendance parfois à oublier les règles du jeu de Dayton ».

Rémy Ourdan

## Etats-Unis : l'ancienne associée de Bill Clinton condamnée

LITTLE ROCK. L'ancienne associée du président Bill Clinton, Susan McDougal, a été condamnée à deux ans de prison ferme pour fraude, mardi 20 août, dans le cadre du procès Whitewater. Susan McDougal avait été jugée coupable, en mai, de quatre chefs d'inculpation liés à un prêt de 300 000 dollars (1,5 million de francs) - qu'elle est condamnée à rembourser - obtenu frauduleusement en 1986. D'après l'accusation, Bill Clinton, alors gouverneur de l'Arkansas, auquel Susan McDougal et son ex-époux, James McDougal, étaient associés dans le projet immobilier Whitewater, aurait fait pression sur un banquier de la région pour qu'il accorde le prêt. Le président américain a démenti sous serment avoir joué un rôle quelconque dans l'affaire. La veille de cette condamnation, l'ancien gouverneur de l'Arkansas, Jim Guy Tucker, avait été condamné à quatre ans de probation pour son implication dans la même affaire. (AFP Reuter.)

## Pétition pour la libération d'un député tunisien

TUNIS. Selon le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie, plus de 140 personnes, parmi lesquelles cinq députés et de nombreux intellectuels, ont signé une pétition pour réclamer la libération du député de l'opposition Khemais Chamari, condamné, le 17 juillet, à cinq ans de prison. Les signataires considèrent sa détention comme un signe de la « détérioration de l'état des libertés ». La Cour de cassation devrait statuer, le 29 août, sur le pourvoi déposé par ses avocats. On indique, de même source, que plusieurs arrestations d'opposants politiques - notamment celles de Lotfi Hammami et de Mohamed Tahar Barhoumi - ont eu lieu, depuis le début d'août, principalement dans les milieux étudiants.

### AMÉRIQUES

■ HAITI : le pasteur Antoine Leroy et Jacques Florval, deux responsables du parti « Mobilisation pour le développement » (MDN), opposé au président René Préval, ont été tués par balles, mardi 20 août, à Port-au-Prince. Le président haïtien a appelé la population à « garder son calme », mettant directement en cause le MDN et les anciens militaires qui en font partie dans les violences des dernières semaines. Ce même jour, le Pentagone a annoncé l'envoi en Haïti d'une cinquantaine de Marines supplémentaires. (AFP)

■ ÉTATS-UNIS : le président Bill Clinton a signé, mardi 20 août, une loi relevant de 90 cents (4,5 francs) le salaire horaire minimum garanti. D'ici septembre 1997, ce dernier, qui augmente pour la première fois depuis cinq ans, devrait atteindre 5,15 dollars (environ 26 francs). Pour « digérer » cette augmentation, les entreprises du petit commerce se verront accorder 22 milliards de dollars de déductions fiscales supplémentaires, lesquelles seront financées par une taxe de 10 % prélevée sur les billets d'avion. (Reuter)

■ Un homme de 29 ans a été condamné, mardi 20 août, à la réclusion criminelle à perpétuité pour le vol, le 22 mars à Tampa (Floride), à une fillette de huit ans et sous la menace d'une arme, d'une boîte de gâteaux secs et de moins de 100 dollars. (Reuter)

### ASIE

■ BIRMANIE : sept ans de prison ont été récemment infligés à un proche collaborateur de Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition à la junte de Rangoun et Prix Nobel de la paix 1991, a-t-on appris, mardi 20 août, de sources proches de la LND (Ligue nationale pour la démocratie). Onze autres membres de la Ligue, qui avaient été arrêtés en mai, ont été condamnés à la même peine. (AFP)

### MAGHREB

■ ALGÉRIE : deux fils d'Abassi Madani, président du Front islamique du salut (FIS) devaient comparaître devant un tribunal de Dusekendorf sous l'accusation de trafic d'armes et d'explosifs à destination de l'Algérie. Réfugiés en Allemagne depuis 1992, Salim Abassi, 29 ans, et Abou El Kacem Ibbal Abassi, 24 ans, répondent aussi d'appartenance à une organisation criminelle et de falsification de documents administratifs. Ils encourrent des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison. Leur procès doit durer plusieurs mois. (AFP)

■ MAROC : Hassan II a annoncé qu'un référendum serait organisé le 13 septembre afin d'introduire le bicaméralisme dans la Constitution. La deuxième chambre du Parlement serait composée de représentants des collectivités locales, de la « classe salariale » et des chambres professionnelles. Comme l'actuel Parlement, cette chambre haute pourrait censurer le gouvernement. (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : quelque 70 000 Israéliens doivent s'installer d'ici quatre à cinq ans en face des villes palestiniennes de Tulkarem et Qalqilya, en Cisjordanie, de part et d'autre de la « ligne verte » séparant Israël des territoires occupés en 1967, a annoncé, mardi 20 août, le vice-ministre de l'habitat, Meir Porouch. (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ÉTATS-UNIS : la balance commerciale a été déficitaire de 8,1 milliards de dollars en juin contre 10,5 milliards en mai. Cette amélioration s'explique par la diminution de 3,3 % des importations. Sur les six premiers mois de l'année le déficit se chiffre à 52,6 milliards de dollars soit une contraction de 14,1 % par rapport à la même période de 1995. Le déficit avec la Chine a atteint 3,3 milliards de dollars en juin, dépassant pour la première fois sur un mois le déficit bilatéral avec le Japon. (AFP)

■ JAPON : la balance commerciale a été excédentaire de 4,7 milliards de dollars en juillet contre 7,5 milliards il y a un an. Cet excédent est le plus faible jamais enregistré en juillet depuis 1982. Ce recul confirme une tendance amorcée depuis trois ans : les importations ont progressé de 35,6 % en un an alors que les ventes augmentaient deux fois moins vite. (AFP)

■ MEXIQUE : le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 7,2 % au second trimestre par rapport au premier. Cette forte croissance provoquée par les exportations survient après cinq trimestres consécutifs de recul. Le PIB a baissé de 6,9 % en 1995.

## Le président togolais a nommé un nouveau premier ministre

LOMÉ. Le président togolais, le général Gnassingbé Eyadéma, a nommé à la tête du gouvernement, mardi 20 août, Kwassi Klutse, ancien ministre du plan et de l'aménagement du territoire en remplacement d'Edem Kodjo, qui avait démissionné la veille. M. Klutse, 51 ans, qui a la réputation d'un technocrate, s'est empressé d'indiquer qu'il allait former un gouvernement de « large ouverture ». Il est issu de la « mouvance présidentielle », mais n'appartient pas au parti du président, le Rassemblement du peuple togolais. Son prédécesseur, membre de l'opposition, était en conflit larvé avec le général Eyadéma depuis de longs mois. Préférant éviter une « guérilla juridique » avec le président, il s'est retiré après l'annonce des résultats de trois élections législatives partielles qui, au Parlement, devraient donner une majorité de seulement deux ou trois voix au général Eyadéma.

# Le major Buyoya a limogé le chef d'état-major de l'armée burundaise

Le premier ministre évoque des « risques graves de famine »

Le chef d'état-major de l'armée et celui de la gendarmerie ont été limogés, mardi 20 août. Leurs noms avaient été cités dans des enquêtes

internationales, pour leur responsabilité présumée dans la tentative de coup d'état d'octobre 1993. Le premier ministre a, d'autre part, alerté

les Nations unies sur les « risques graves de famine », liés à l'imposition de l'embargo par les pays voisins.

## NAIROBI

de notre correspondant en Afrique de l'Est

Près d'un mois après sa prise de pouvoir, le nouveau chef d'état-major de l'armée burundaise, le major Pierre Buyoya, a limogé, mardi 20 août, trois officiers supérieurs, dont deux responsables présumés de la tentative de coup d'état d'octobre 1993, à savoir le chef d'état-major de l'armée et celui de la gendarmerie, le colonel Jean Biko-magu et Pascal Simbanduku.

Les deux hommes sont mentionnés dans deux rapports d'enquête internationale, dont celui commandé par l'ONU, pour leur responsabilité présumée dans les événements d'octobre 1993, marqués par l'assassinat du président Melchior Ndayize, premier chef d'Etat hutu du Burundi, élu quatre mois plus tôt, et de quatre hauts responsables du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), au pouvoir à l'époque.

Le troisième militaire limogé, le colonel Gédéon Fyiroko, fut aussi nommé tous les officiers de l'armée, occupait les fonctions de chef de cabinet militaire du président déchu, Sylvestre Ntibantunganya. Il est

remplacé par le lieutenant-colonel Nkurunziza, alors que les nouveaux chefs d'état-major de l'armée et de la gendarmerie sont respectivement le lieutenant-colonel Vincent Niyungenge et le colonel Georges Mukoko. Après l'échec du putsch d'octobre 1993, huit officiers directement impliqués avaient fui en Ouganda, où ils avaient été incarcérés puis relâchés au bout de quelques mois, la justice n'ayant jamais demandé leur extradition. En revanche, près de 5 000 Hutus, dont certains ont déjà été condamnés à mort, sont actuellement détenus dans les geôles burundaises, soupçonnés d'avoir participé aux massacres de civils tutsis qui ont suivi la tentative de coup d'Etat.

## SANS RAISON PARTICULIÈRE

« C'est un changement parmi d'autres, il n'y a pas de raison particulière », a déclaré le porte-parole de M. Buyoya, ajoutant toutefois que le chef de la junte au pouvoir voulait « une discipline plus rigoureuse » au sein de l'armée. A Nairobi, un responsable du Frodebu a estimé qu'il « fallait que Buyoya se

débarrasse de ces deux hommes, déjà connus à Bujumbura comme des putschistes notoires et maintenant mentionnés dans ces rapports d'enquête, pour avoir un minimum de crédibilité auprès de la communauté internationale ». Pierre-Claver Nahimana affirme, en revanche, que le colonel Fyiroko a été limogé pour « rassurer l'armée qui le jugeait trop proche du Frodebu ». Il aurait notamment défendu l'idée d'une intervention militaire extérieure, lors d'un sommet régional réuni, en juin, à Arusha, en Tanzanie.

Aux yeux du porte-parole du mouvement rebelle hutu, le Conseil national pour la défense de la démocratie (CNDD), il s'agit là de « changements cosmétiques, puisque l'armée burundaise reste mono-ethnique, avec Buyoya à sa tête, qui est impliqué dans la tentative de coup d'Etat de 1993 ». Joint par téléphone à Bruxelles, Jérôme Ndiho admet toutefois que « si les deux colonels limogés sont arrêtés et condamnés, cela pourrait signifier un premier pas vers la fin de l'impunité ».

Des sources humanitaires ont indiqué que cinq civils hutus avaient

été tués, mardi par des militaires, à une dizaine de kilomètres de Bujumbura, ce qu'a démenti le porte-parole de M. Buyoya.

De son côté, MSF-Belgique a annoncé, mardi, à Bruxelles, que plusieurs centres de santé ont été pillés, ces derniers jours, dans la province de Ngozi, et qu'au moins six personnes ont trouvé la mort au cours de ces attaques. L'organisation humanitaire s'est inquiétée de la dégradation de la situation médicale dans le pays à cause de l'embargo imposé par les voisins du Burundi. « Tout le système de santé risque de s'écrouler très vite si aucun soutien ne peut lui être apporté, a-t-elle averti. Il y a de plus en plus de mouvements de populations, et les épidémies menacent ».

Le premier ministre a, quant à lui, alerté le directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur « les risques graves de famine et de catastrophe humanitaire que les sanctions vont engendrer » si les cultures ne reçoivent pas d'engrais pour les prochaines récoltes.

Jean Hélène

# Coupes budgétaires tous azimuts en Australie

Le programme de « réconciliation » avec les aborigènes est le plus touché par ces restrictions

DEPUIS leur accession au pouvoir en mars, les libéraux ont martelé leur mot d'ordre de réduire les dépenses, afin que l'Australie « quitte la pente vers les dettes et le déficit chronique où elle se trouve », et « se remette sur la voie de la prospérité », selon les termes du ministre « trésorier » Peter Costello. De fait, dans le budget présenté, mardi 20 août, à Canberra – pour la première fois depuis quatorze ans par des libéraux – aucun secteur n'a été épargné.

Le gouvernement a réussi à tenir ses principales promesses : diminuer le déficit tout en allégeant de 1 milliard de dollars australiens (4 milliards de francs) l'impôt sur les familles à revenus faibles et moyens, maintenir le système de sécurité sociale pour tous (Medicare), et aider les petites et moyennes entreprises. Pour atteindre ces objectifs, il mise sur une croissance de 3,5 % pour l'exercice fiscal 1996-97 qui commence en juillet, au lieu de 4,1 % en moyenne l'an dernier, une inflation ramenée vers 2 %, et un taux de chômage inférieur à 8 %.

Les coupes s'élèvent à 7,2 milliards de dollars, avec l'objectif d'atteindre l'équilibre en deux ans. L'emploi n'est donc pas une priorité : « Il faut résorber le déficit avant », a expliqué M. Costello. Près de 30 % des allocations chômage vont disparaître, ainsi que 30 000 postes de fonctionnaires. En matière d'éducation, les universités, dont le prix d'accès va augmenter dès la rentrée, voient leur budget diminuer de 800 millions de dollars en quatre ans. Les bourses ou prêts étudiants ont aussi été nettement réduits. Le budget de la chaîne de télévision ABC a été amputé de 55 millions de dollars. Les nouveaux immigrants – désormais majoritairement asiatiques – payeront plus pour les cours d'anglais, dont le niveau a été réévalué, et pour les visas.

Le secteur le plus symboliquement touché par ce budget est celui de la Réconciliation avec les aborigènes. La Commission des aborigènes et des insulaires du détroit de Torres (Atsiic), qui gère l'essentiel des programmes de développement des communautés aborigènes, à l'exception de la santé, va en effet voir son budget diminuer d'environ 11 % jusqu'en l'an 2000. Pour éviter que l'attention ne se focalise sur ce sujet lors de la présentation du budget, le gouvernement avait pris soin d'annoncer cette mesure il y a une semaine.

Mais, le même jour, le gouvernement rassura les fermiers et les industriels miniers sur le fait que leur diesel allait continuer d'être subventionné. C'était là une in-

sulte pour les aborigènes, échaudés à plusieurs reprises par le nouveau gouvernement, qui, s'il est conscient de l'urgence des mesures à prendre, semble encore incertain sur la stratégie à adopter. Le président du Conseil pour la réconciliation, Pat Dodson, a démissionné en apprenant ces coupes. Depuis, le ton de certains discours s'est durci. Peu avant l'annonce du budget, un responsable aborigène a suggéré de « demander à l'Afrique du Sud et autres pays dirigés par leur population indigène de boycotter les J.O. de l'an 2000 ». Un autre dirigeant a estimé que les coupes dans le budget de l'Atsiic équivalaient à un « génocide économique et social ».

## MANIFESTATIONS

Les réactions des milieux d'affaires seront probablement mitigées sur ce budget qui n'a pas manqué de taxer davantage les hauts revenus. A l'inverse, un éditeur de l'Australian Financial Review a estimé, mercredi, que « le gouvernement du premier ministre John Howard a renforcé la mentalité d'assistés qui est si dominante dans la société australienne », lui reprochant de ne pas s'être attaqué au système de protection sociale.

Le passage au Sénat, en tout cas, ne sera pas simple : la coalition des libéraux et nationaux n'y a pas la majorité face aux travaillistes et aux démocrates. Cheryl Kernt, leader de ces derniers, a jugé que « des 7,2 milliards de coupes prévues, 4 sont discutables ».

Le projet d'économiser 8 milliards de dollars en deux ans faisait certes partie intégrante du programme sur lequel la coalition des libéraux et nationaux a été élue. Mais une partie de l'opinion a d'urgence été déconçue par l'ampleur des coupes dans la plupart des services. Lundi, une « journée d'action » contre le budget a ainsi réuni 20 000 personnes devant le Parlement. On y a vu notamment des étudiants mécontents des mesures qui les menacent et des syndicalistes réunis à l'appel du Conseil des syndicats (Actu).

Alors que d'autres manifestations avaient lieu sans incidents à travers le pays, celle de Canberra a dégénéré, et des échauffourées ont fait une soixantaine de blessés. Ces incidents ont embarrassé les organisateurs et plutôt servi le gouvernement. Les relations déjà tendues entre pouvoir et syndicats n'en ont pas été améliorées : après avoir inspecté les dégâts, mardi, M. Howard a annulé une rencontre avec des syndicalistes qui voulaient lui dire leur opposition à un projet de loi sur les relations du travail.

Florence de Changy

# Deux millions de fillettes sont excisées chaque année en Afrique

Un rapport de l'ONU dénonce ces mutilations effectuées dans vingt-huit pays du continent

## GENÈVE

de notre correspondant

Selon l'ONU, chaque année en Afrique, deux millions de fillettes âgées de quatre à douze ans sont soumises à l'excision du clitoris et à l'infibulation : ablation des petites lèvres, laceration des grandes lèvres, couture du sexe. Quand elles ne le sont pas par une lame, c'est avec une pierre, un morceau de verre, qu'elles sont ainsi mutilées, soutenues généralement par quatre matrones.

M<sup>me</sup> Halima Warzazi (Maroc) a présenté récemment un rapport sur ce phénomène à la sous-commission des droits de l'Homme de l'ONU, qui siège actuellement à Genève. Des fillettes meurent chaque jour sur le continent africain, dans vingt-huit Etats, à la suite de diverses mutilations génitales. Les autres resteront la plupart du temps traumatisées à vie, parfois complètement stériles et frigides ; certaines auront à souffrir leur vie durant de diverses maladies gynécologiques.

Certains pays, comme le Burkina Faso, ont promulgué des lois réprimant l'excision ou l'infibulation. Le rapporteur spécial s'en félicite, mais note avec regret que ces pratiques se poursuivent dans la clandestinité. Elle regrette aussi l'attitude passive des femmes appartenant à l'élite qui n'ont pas eu le courage de s'insurger publiquement contre ces pratiques.

## LES REVENUS DES ACCOUCHEUSES

Au Soudan, où dès 1940 l'excision a été officiellement bannie, le gouvernement reconnaît que 89 % des femmes ont subi l'excision « la plus extrême ». Dans ce pays, les revenus des accoucheuses proviennent principalement des opérations de mutilation sexuelle. Les préoccupations économiques l'emportent sur les problèmes d'hygiène et de santé, et même de survie. En Somalie, en Sierra Leone et au Mali, où il n'existe pas de législation en ce domaine, ce sont respectivement 98 %, 90 % et 80 % des femmes qui sont ainsi mutilées. Au Nigeria, selon les informations gouvernementales, tout un éventail de « pratiques préjudiciables à la santé » sévit : « Ablation de la lèvre, excision, mariage et maternités précoces, extraction des dents de lait, attouchement au feu, saignées, percées du bas-ventre, pressions abdominales, relèvement du col utérin, gavage... ».

Le gouvernement guinéen a fait savoir à M<sup>me</sup> Warzazi que, parmi les pratiques nocives identifiées, on comptait « les mutilations sexuelles, les mariages précoces et les tatouages ». Il existe également dans ce pays des interdits traditionnels tels que l'interdiction à la femme ménopausée d'avoir des relations

sexuelles ; l'interdiction aux femmes de voir une dépouille mortuaire pendant les menstruations ou les grossesses, même s'il s'agit du mari ou du fils ».

Outre certains gouvernements, les institutions spécialisées des Nations unies sont toutes concernées. L'Unicef, entre autres activités,

## Un tabou pas totalement levé

Les « pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants », expression onusienne pour les mutilations sexuelles, ne laissent plus l'ONU indifférente depuis 1982. Grâce aux efforts déployés par deux organisations non gouvernementales, Terre des hommes et Sentinelle, animées par Edmond Kaiser, l'époque est révolue où l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estimait que « les opérations rituelles... résultant des conceptions sociales et culturelles » n'étaient pas de sa compétence.

Toutefois, le tabou est loin d'être levé. L'Organisation de l'Unité africaine (OUA), notamment, a gardé le silence face aux demandes d'informations de M<sup>me</sup> Warzazi, rapporteur spécial de la sous-commission des droits de l'Homme de l'ONU. Certains gouvernements considèrent ces demandes comme une « tentative d'hégémonie culturelle occidentale ». M<sup>me</sup> Warzazi n'a reçu que 26 réponses sur les 184 Etats sollicités.

S'est chargée de la lutte contre ces mutilations, de la diffusion d'informations à l'attention des sages-femmes et des accoucheuses traditionnelles. L'Unesco lutte contre l'ignorance qui, dans ce domaine, est une des raisons de la propagation des mutilations sexuelles fé-

mines. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a mis sur pied un symposium sur les demandes d'asile motivées par la menace d'excision. Soucieux de protéger la population féminine des camps de réfugiés, le HCR a distribué à son personnel sur le terrain un manuel qui précise

gouvernementales (ONG) dans ce domaine.

L'OMS, depuis ces dernières années, ne reste plus les bras croisés : l'assemblée mondiale de la santé se penche depuis 1991 sur ces problèmes. Une mobilisation des ressources extrabudgétaires de l'organisation est prévue afin de soutenir l'action préconisée au niveau national, régional et global contre ce fléau. La Conférence mondiale des femmes, qui s'est tenue à Pékin en 1995, a déjà placé officiellement les mutilations des fillettes au même rang que les autres formes de violences sexuelles. Tous les efforts onusiens en ce sens sont justifiés entre autres par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), accréditée à l'ONU, qui assimile l'excision à la torture « classique ».

Mais il reste beaucoup à faire. M<sup>me</sup> Warzazi a souligné à Genève que les mères ne font pas suffisamment d'efforts pour éviter la mutilation sexuelle de leurs filles... Elle a également souhaité que les autorités religieuses, partout dans le monde, condamnent les mutilations sexuelles. « Une participation des autorités religieuses à la campagne générale menée contre ces pratiques aidera à combattre des croyances erronées ».

Isabelle Viciniac

# LE MONDE diplomatique

Un numéro exceptionnel du Monde diplomatique août 1996

- **MENACES** : L'autophagie, risque majeur de la fin du siècle, par Denis Dodes.
- **TECHNOLOGIES** : Ce que va changer la révolution informationnelle, par Joël de Rosnay. - Aux avant-postes du cybermonde, par Igrard Carlauder.
- **AUTOMATES BANCAIRES** : La machine sacrée, par Emmanuel Soucier et Yves Jeanneret.
- **AMÉRIQUE LATINE** : Guerre aux pauvres, par Eduardo Galeano. - De l'ilégitimité des gouvernements, par Ignacio Quintana. - Sabana, infamie prison vénézuélienne, par Antoine de Tournemire.
- **ÉTATS-UNIS** : Double jeu en Colombie, par Noam Chomsky.
- **CANADA** : Les ambitions pacifiques de Vancouver, par Florence Beaugé.
- **ASIE** : Et si le Japon faisait faillite ?, par Gavan McCormack.
- **CINÉMA** : Faut-il interdire les films sanguinaires ?, par Olivier Mongin.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

# Les dirigeants chinois infléchissent la politique de Deng Xiaoping

## PÉKIN

de notre correspondant

Deng Xiaoping célèbre, jeudi 22 août, son quatre-vingt-deuxième anniversaire officiel – son âge réel demeure controversé – sans que l'on sache exactement comment ses successeurs assumeront son héritage. Un peu comme Deng lui-même lorsqu'il prit les rênes après la mort de Mao, le pouvoir se réfère régulièrement au patriarche, en assurant aux Chinois et aux investisseurs étrangers qu'il continuera son œuvre de développement. Mais, en réalité, ils donnent l'impression de vouloir infléchir sa politique dans le sens de la prudence, malgré leur but avoué de faire de la Chine une grande puissance.

C'est contre ce double langage que semble s'être élevé, au début de juillet, l'un des membres les plus visibles de la famille de Deng, son fils Deng Pufang, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du Parti communiste chinois. M. Deng Junior s'adressait à une assemblée d'informes en dénonçant des forces décidées à « renier totalement la ligne politique » de son père.

Si ce discours n'a pas été publié – son existence a même été démentie par un organe de presse de Hongkong contrôlé par le continent –, diverses sources confirment qu'il a bien été prononcé. Le fils du patriarche s'y efforçait de relancer l'adhésion aux deux points forts de la carrière politique de M. Deng : le plénium du comité central du Parti communiste chinois (PCC) qui adopta, en 1978, le principe de la libéralisation économique, et son « testament » de 1992 en faveur d'un développement économique débridé qui laisse les régions co-

tières caracoler vers le capitalisme dans l'espoir de retomber progressivement vers les régions défavorisées. Cette montée en première ligne de Deng Pufang est le dernier en date des contrefeux allumés par la famille pour repousser les attaques du régime contre son influence.

## LE RETOUR DES IDÉOLOGUES

Les « affaires » dans lesquelles ont été impliqués des proches du patriarche, obligeant certains à démissionner, se sont en effet doublées de la résurrection, en coulisses, de vieux idéologues qui réussissent régulièrement à glisser dans la presse des thèses opposées au pragmatisme de Deng, au nom de la pureté communiste. Ceux-ci misent sur le mécontentement latent d'une partie de la population, éduquée, jusqu'à la mort de Mao, dans l'idéologie égalitaire, et qui s'indigne des marques extérieures d'enrichissement des chameaux.

Dans ce contexte, l'état de santé du patriarche, sur lequel aucune information précise n'est donnée, fournit à des spéculations qui vont de la ligne officielle – il va « aussi bien que possible à cet âge » – à une estimation plus vraisemblable, mais démentie par les autorités, selon laquelle il ne jouit plus qu'occasionnellement de sa conscience et serait maintenu en vie artificiellement. En tout cas, son cabinet privé, qui exerce une influence occulte en commentant en son nom la situation, aurait été fermé par le régime du président Jiang Zemin afin de faire taire un vivier potentiel d'insubordination.

Francis Deron

هكذا من الأصل



Groupes budgétaires  
tous azimuts en Australie

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 22 AOÛT 1996

**IMMIGRATION** Un des grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard a dû être hospitalisé mardi 20 août. Conscient de la gravité de la situation, M. Juppé cherche à sortir

sans drame de ce conflit. Il a reçu, dès son retour à Paris, M. Debré, puis M. de Robien, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui avait proposé la médiation

de parlementaires, et, mercredi matin, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Le CONSEIL D'ETAT pourrait être chargé d'une étude rapide sur

les conditions d'application des lois Pasqua. L'UDF est divisée : ceux de ses membres qui ont soutenu M. Chirac dès le premier tour de la présidentielle critiquent l'initiative

de M. de Robien, alors que M. Léotard soutient ce dernier, accentuant les distances qu'il a prises avec le gouvernement dans la tribune publiée par Le Monde du 21 août.

Alain Juppé tente de sortir sans drame du conflit des sans-papiers

Le RPR organise le soutien de ses parlementaires à la « fermeté » du ministre de l'intérieur, alors que plusieurs responsables du parti commencent, en privé, à critiquer l'action de M. Debré. Les léotardiens profitent de ce dossier pour se démarquer du gouvernement

A L'HÔTEL MATIGNON, on assure que le premier ministre n'a pas anticipé son retour de vacances. Arrivé dans la capitale mardi 20 août, en fin d'après-midi, Alain Juppé a reçu immédiatement son ministre de l'intérieur. Il a fait le point avec Jean-Louis Debré sur le dossier des trois cents Africains sans papiers qui occupent l'église Saint-Bernard, à Paris, et dont dix font une grève de la faim depuis quarante-huit jours.

M. Debré s'en était pris, dans la journée, aux « brailleurs » qui soutiennent les sans-papiers. Peu après, le chef du gouvernement a convoqué Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée

blée nationale (lire ci-dessous), avec lequel il a eu un entretien, et il devait recevoir, mercredi matin, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

Après cette série d'entrevues et compte tenu des informations que lui ont communiquées ses collaborateurs restés à Paris, M. Juppé disposait de tous les éléments pour prendre une décision. Selon des sources gouvernementales, le président de la République a demandé à M. Juppé de saisir le Conseil d'Etat. Cette démarche pourrait être effectuée par le ministre de l'intérieur. Le Conseil serait chargé de remettre au gouvernement, très rapidement, une

étude sur les conditions d'application des lois Pasqua. Cela permettrait au gouvernement de gagner le temps nécessaire pour trouver une sortie honorable à ce conflit. A Matignon, certains se plaignent d'ailleurs à expliquer que l'administration n'est pas forcément à l'abri d'erreurs dans l'application d'une législation complexe. Ainsi les dossiers de certains sans-papiers pourraient être réexaminés.

Auparavant, telle une armée en campagne, les parlementaires du Rassemblement pour la République, qui préside le premier ministre, avaient commencé, dans la journée de mardi, à faire mouvement, en bon ordre, pour apporter leur soutien au ministre de l'intérieur. Le RPR, ce n'est pas l'UDF. Dans l'adversité, la cacophonie n'y a pas droit de cité. Les descendants du général de Gaulle, qui sont passés au pompéisme avant de se rallier au chiraquisme, ont l'habitude de la discrétion. Plus qu'ailleurs, on y parle sous couvert d'anonymat. L'affaire des sans-papiers ne fait pas exception à la règle.

Sous l'unanimité, celui que l'on façonne avec efficacité en actionnant les députés fidèles et proches qui se manifestent à la commande, il y a une réalité moins monolithique. Seul à parler à visage découvert, Etienne Garnier, député de Loire-Atlantique,

est de ceux qui font entendre une voix discordante. Selon lui, l'affaire de Saint-Bernard n'a que trop duré. Elle doit « maintenant être traitée, c'est-à-dire négociée », affirme-t-il, ajoutant qu'« au fil des jours la fermeté devient impasse et signe d'impuissance ». Et de souligner qu'« entre la fermeture des frontières et la régularisation pour

« l'incapacité », d'autres prétendent que le premier ministre fait « un blocage, comme pendant les grèves de la fin 1995, devant le mot négociation ». Plusieurs dirigeants du mouvement n'arrivent pas à comprendre « la méthode choisie » pour gérer ce délicat dossier, et l'un d'entre eux note même que « ce gouvernement a le chic

que se situe le cœur du problème, dont sont aussi conscients les pouvoirs publics que ceux qui, dans la majorité, critiquent le gouvernement en sourdine. L'un de ces responsables, qui siège dans les instances dirigeantes du mouvement néogaulliste, assure que « le syndrome Malik Oussékine » guette toute la droite au coin de l'église Saint-Bernard. Malik Oussékine est ce jeune étudiant qui était mort, en décembre 1986, après avoir été matraqué par les brigades motorisées de la police.

La douzaine de parlementaires qui, mardi, ont tenu à manifester leur solidarité au gouvernement, n'ont pas de tels états d'âme. Parmi les premiers, Bruno Bourg-Broc, député de la Marne et président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, s'est félicité de « la fermeté du gouvernement », en jugeant « scandaleux et inacceptable que certains utilisent la détresse [des sans-papiers] à des fins politiques ».

**HORS-LA-LOI**  
Renaud Muselier, député des Bouches-du-Rhône, et Jérôme Biogon, député de la Somme, tous deux députés généraux du mouvement néogaulliste, ont célébré « la politique de fermeté conduite par le gouvernement et notamment son ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré ».

Dans le Tarn, Bernard Carayon a annoncé la création d'un comité et le lancement d'une pétition « pour l'application de la loi dans l'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard ». Marcel Forcher, député du Val-d'Oise et secrétaire national du RPR à la justice, a affirmé que « les généralement bien nourris et bien logés qui encouragent [les grévistes de la faim] à persévérer doivent mesurer le poids immense de leur totale irresponsabilité ».

Christian Demuyck, sénateur de la Seine-Saint-Denis, a jugé que « tous ceux, politiciens de gauche ou d'extrême gauche, syndicalistes, religieux, artistes, penseurs, peut-être en manque de notoriété, qui poussent les clandestins à rester à France de manière irrégulière et les encouragent dans leur grève de la faim sont aussi hors la loi » et il a demandé « solennellement » au ministre de l'intérieur « qu'ils soient aussi poursuivis ».

Daniel Vaillant : « une présence quotidienne »

Le maire socialiste du 18<sup>e</sup> arrondissement, Daniel Vaillant, qui s'est rendu à l'église Saint-Bernard mercredi matin, avait tenu à rappeler, mardi 20 août, les initiatives de sa mairie en soutien aux sans-papiers. Il soulignait que sa « mairie, depuis le 11 avril, date à laquelle les sans-papiers ont occupé le hangar SNCF de la rue Pajol, a été présente pour apporter aux personnes l'aide nécessaire tant au niveau alimentaire que sanitaire et un soutien moral ». Il explique aussi que dès ce moment, il a écrit au premier ministre pour « alerter sur les conditions déplorables dans lesquelles se trouvaient ces personnes et pour trouver un lieu d'accueil plus digne ». Il ajoute que, depuis l'occupation de sa mairie, du 24 au 26 juin, une permanence a été mise à leur disposition, que l'accès des enfants dans les cantines scolaires et les écoles primaires a été « facilité ». Il affirme en conclusion que « les élus et les militants socialistes, loin des feux médiatiques, ont assuré une présence quotidienne dans le respect des familles et en dehors de toute récupération politique ».

L'initiative de Gilles de Robien est critiquée par les chiraquiens de l'UDF

COMME IL L'AVAIT ANNONCÉ la veille, Gilles de Robien (UDF-PR), président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a reçu, mardi 20 août, une délégation des Africains sans papiers de l'église Saint-Bernard au Palais-Bourbon. A l'issue de cette rencontre, le maire d'Amiens a assuré que ses interlocuteurs comprenaient « la complexité de la situation » et étaient à la recherche d'un « dialogue », qu'il avait eu à cœur d'engager avec eux. Il a indiqué qu'il allait proposer la constitution d'une délégation tripartite réunissant exécutif, législatif et sans-papiers, afin de rechercher une solution au conflit. Il a de nouveau reconnu l'existence d'« incohérences juridiques » dans la législation sur le séjour des étrangers, « déjà soulignées par une circulaire du ministre de l'intérieur ». M. de Robien leur a également fait valoir qu'en tant que parlementaire, il n'avait « pas de pouvoir sur l'exécutif », mais qu'il allait « essayer de faire passer un certain nombre de messages » au gouvernement. Il a eu l'occasion de le faire en fin de journée lors d'une rencontre avec le premier ministre, qui l'a reçu à Matignon

pour entendre ses explications sur sa démarche. L'initiative de M. de Robien a déclenché une certaine cacophonie dans les rangs de l'UDF. Tour à tour, Dominique Bussereau (UDF-PPDF), député de Charente-Maritime, Hervé Novelli (PR), député d'Indre-et-Loire, Jean-Marc Nesme, porte-parole du Parti populaire pour la démocratie française d'Hervé de Charette, Laurent Dominati, député PR de Paris, ont critiqué cette démarche et appelé le gouvernement à la plus grande fermeté. Tous ont en commun d'avoir soutenu Jacques Chirac dès le premier tour de la présidentielle, puis Alain Madelin contre François Léotard pour la présidence de l'UDF.

**LE SILENCE DE FORCE DÉMOCRATE**  
Il ne s'est en revanche trouvé que fort peu de voix pour se dire solidaires de M. de Robien, qui a pris soin d'indiquer qu'il agissait « à titre personnel ». Cependant, bien qu'isolé, le soutien apporté au maire d'Amiens, au nom de l'UDF, par Pierre-André Wiltzer, porte-parole de la confédération libérale, témoigne que la démarche du président de

groupe a obtenu l'aval indiscutable de François Léotard. Pour la seconde fois dans la journée, le nouveau président de l'UDF s'est démarqué ouvertement du gouvernement sur des chapitres sensibles. Dans sa tribune publiée le même jour dans Le Monde, le président de l'UDF a proposé d'accroître le calendrier de mise en œuvre de la monnaie unique européenne afin de permettre à la croissance de repartir. Il est ainsi le premier à reprendre à son compte cette idée évoquée par plusieurs responsables de la majorité.

En outre, il n'hésite pas à dénoncer « la confusion des fonctions partisanes et gouvernementales », visant implicitement le premier ministre, qui est aussi le président du RPR, et à remettre en cause la pratique institutionnelle de l'exécutif, accusant péle-mêle le gouvernement d'être transformé en cabinet du président de la République et la justice d'être insuffisamment indépendante. M. Léotard manifeste ainsi, dès avant la rentrée politique de l'automne, sa volonté de faire entendre la voix de l'UDF face au RPR.

Mais, en faisant entendre une voix diver-

gente dans un sujet aussi sensible que l'immigration, il ne peut ignorer qu'il prend le risque de ne pas être entièrement suivi dans sa propre famille. Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, en a apporté une première preuve en critiquant, mardi, l'initiative de Gilles de Robien. Dans les rangs du Parti républicain, qu'il continue de présider, et dont beaucoup d'élus, implantés dans des régions de force du Front national, sont soucieux de fermeté en ce domaine, cette démarche pourrait ne pas être comprise par tous. Tout en jugeant légitime la rencontre de M. de Robien avec des représentants des sans-papiers, Pascal Clément, secrétaire général du PR, souligne le souci de ses amis de voir la loi appliquée aux occupants de Saint-Bernard. De semblables réticences s'étaient manifestées à l'UDF lorsque M. Léotard avait appelé la majorité à combattre résolument le Front national. Pendant ce temps, l'autre branche de l'UDF, Force démocrate, reste totalement silencieuse.

Mais, en faisant entendre une voix diver-

Cécile Chambraud

De Saint-Ambroise à Saint-Bernard, cinq mois de négociations avortées

**LA GESTION** des dossiers des sans-papiers de l'église Saint-Bernard n'a jamais été simple. Le mouvement qui a débuté le 18 mars par l'occupation de l'église Saint-Ambroise, à Paris, était de génération spontanée. Né dans les foyers africains de l'Est parisien, coordonné par les sans-papiers eux-mêmes, il a, dans une certaine mesure, toujours échappé aux associations et aux personnalités qui l'ont soutenu.

C'est lorsqu'ils sont accueillis, fin mars, par le Théâtre du Soleil, à la Cartoucherie de Vincennes, qu'un premier recensement des situations administratives est tenté par plusieurs associations, dont le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GIS-TI), la Cimade et la Ligue des droits de l'homme. Dans le document qui en résulte, ces associations font état des obstacles qu'elles ont rencontrés pour réaliser ce bilan. Les dossiers originaux des sans-papiers étaient souvent incomplets, il y manquait des données essentielles, comme la preuve de la date d'entrée en France ou des traces des différentes démarches administratives effectuées. Les nombreuses homonymies des sans-papiers ne facilitaient pas les choses, sans compter que les femmes n'avaient

pratiquement jamais de dossier. Les dossiers sont tout de même constitués, tandis qu'un collège de médiateurs se constitue début avril. Très vite, des divergences apparaissent : certaines associations de soutien sont tenantes d'une régularisation massive, tandis que les médiateurs prônent un examen des dossiers au cas par cas. Ils auront finalement le dernier mot.

Le 30 avril, les médiateurs établissent une liste de dix critères de régularisation et inventent le concept de « bonne insertion dans la société française ». « A l'époque, nous étions conscients que la majorité des dossiers étaient difficilement défendables, explique l'un des médiateurs, le Père André Costes, di-

recteur des œuvres de migration pour l'église de France. Mais ce groupe est bien représentatif de la situation générale des sans-papiers en France. On voulait donc maîtriser le dérapage en posant des règles. »

Les médiateurs ont alors bon espoir de pouvoir faire jurisprudence. Au travers de la régularisation du groupe des sans-papiers, c'est une brèche dans la politique d'immigration du gouvernement qu'ils voudraient ouvrir. Plus largement, ils réclament « une nouvelle approche [de l'immigration], qui doit s'exprimer dans une législation totalement renouvelée ». Ils l'expriment dans une « adresse au gouvernement », publiée dans les colonnes du Monde le 15 juin. Un projet d'assises de l'immigration,

qui devraient se tenir le 8 ou le 15 novembre prochain, voit le jour. Entre avril et mai, des rencontres ont lieu entre les médiateurs, Matignon et les services préfectoraux, même si le gouvernement refuse d'officialiser la médiation du collège des personnalités. Le principe de l'examen rapide des dossiers sur la base d'un guichet unique est accepté.

**L'ARBITRAIRE DES CHOIX**  
Sur les 277 dossiers présentés, l'administration effectue un premier tri : elle en écarte 72 au motif qu'ils feraient tous l'objet d'une interdiction du territoire, d'un arrêté de reconduite à la frontière récent ou d'une procédure judiciaire. Seuls 205 adultes sont donc convoqués entre le 28 mai et le 10 juin pour réexaminer de leur situation. Pour les médiateurs, la rapidité d'action des autorités laisse alors augurer d'une issue positive.

Le 26 juin, pourtant, la déconvenue est totale. Alors que le jour même les médiateurs sont reçus à Matignon, le ministre de l'intérieur fait savoir qu'il ne régularisera que 48 des sans-papiers. « Nous avons été roulés dans la farine », estime alors Stéphane Hessel, porte-parole des médiateurs (Le Monde du 27 juin). L'analyse des dossiers

régularisés démontre aux sans-papiers que, contrairement aux dires du ministère, les parents d'enfants français ne sont pas les seuls à obtenir des papiers. L'arbitraire qui leur semble avoir prévalu dans ces choix les pousse à durcir leur mouvement.

Le 5 juillet, dix d'entre eux entament une grève de la faim. Le 8 août, Jean-Louis Debré conseille « aux personnes dont les enfants ne sont pas français de prendre leurs dispositions pour quitter le pays ». Depuis, les médiateurs estiment s'être trompés d'interlocuteurs. « Nous nous étions tournés vers Matignon, car Juppé nous paraissait être l'homme de la situation, se souvient Stéphane Hessel. Mais on nous a illusionnés, le maître à bord était Jean-Louis Debré. » Le Père André Costes estime, lui, que le mouvement a été victime d'une « bataille politique au sein de la majorité entre les tenants d'une certaine modération et la tendance dure en matière d'immigration, dont Jean-Louis Debré est le chef de file ». Considérant qu'il n'y a plus rien à attendre du ministère de l'intérieur, le collège des médiateurs a écrit le 16 août au président de la République.

Cécile Frieur

Un gréviste de la faim hospitalisé pour douleurs abdominales

L'un des dix sans-papiers grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard a été hospitalisé, mardi 20 août, à l'hôpital Lariboisière, à Paris, dans le dixième arrondissement. Moussa Keita, un Malien de vingt-neuf ans, se plaignait de maux de ventre et a accepté son hospitalisation dans la soirée. Il est parti de l'église conscient, sous perfusion médicale. Selon le docteur Michel Bruguière, directeur général de Médecins du monde, il souffre de « douleurs abdominales aiguës », ce qui est « un symptôme classique et connu chez les grévistes de la faim », mais son état général « n'est pas du tout inquiétant ».

L'état de santé des grévistes de la faim de Saint-Bernard, qui entament mercredi 21 août leur 48<sup>e</sup> jour de jeûne, n'est, pour l'heure, pas jugé préoccupant par les médecins du SAMU et de Médecins du monde qui les suivent quotidiennement. Un médecin du SAMU a cependant souligné, mardi 20 août, que l'on entrerait dans « une période critique » : « Ceux qui étaient le plus fragiles au départ souffrent un peu plus. »







**Prilep (Macédoine)... mai 1995.**

**A** U centre de Prilep, dans l'avenue centrale qui part de la mosquée et des églises de la vieille ville pour filer entre les bâtiments modernes et les parkings, s'alignent les statues des héros de la deuxième guerre mondiale qui ont résisté à l'occupation allemande et bulgare. Plus loin, le buste de Lazar L. Zamenhof, un moustachu placide et rond :

*Autor dus Eperanto 1859-1919*

<i>Unu mondo</i>	<i>La Mondo estas</i>
<i>Unu linguo</i>	<i>unu lando</i>
<i>Unu mono</i>	<i>La Homano estas</i>
	<i>unu popolo</i>

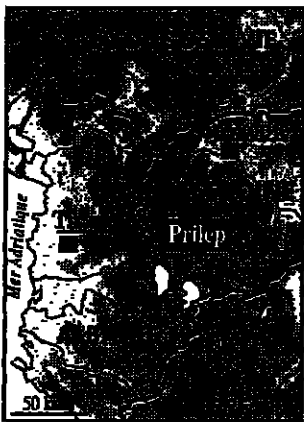
L'idée d'une langue universelle est-elle née au cœur de la Macédoine ? Non, Zamenhof était polonais et je ne crois pas qu'il ait jamais séjourné ici. Mais dans ce pays revendiqué par tant d'États – et fief de tant de souverains aux langues diverses (y compris Guillaume de Villehardouin, prince d'Achaïe) –, on peut imaginer qu'il y a eu plus de gens qu'ailleurs pour rêver que « le Monde est un pays, l'Humanité est un peuple ».

De la gare dans la plaine au monastère des *Sveti Arhangelji*, les Saints-Archanges, sur les hauteurs semées d'un chaos de gros rochers qui semblent tombés du ciel, la route est longue. Les rues que j'ai connues animées sont vides, partout le repos dominical, mais je retrouve la même poussière, la même atmosphère âcre, insolites dans une ville proche des montagnes.

Parfois passe une grosse voiture allemande bourrée de Tsiganes hilares. Au loin, des roulements de tambours, quelques accents de trompette : une noce, ou la célébration de la Saint-Georges, patron des Tsiganes ? Un raidillon file entre maisons basses et rochers vers le ciel et vers le monastère.

Nous y arrivons dans le soleil couchant. Sur le grand balcon de bois abrité de tuiles, quelques pieux laïcs ramassent les déchets laissés par les pèlerins du jour, bouteilles de bière et mégots, et replient les parasols publicitaires. Sous nos pieds, la plaine, les barres de la banlieue nord de Prilep, des usines et des entrepôts, vides et quasi désaffectés sous le double effet de l'embargo sur la Serbie et du blocus de la Macédoine par la Grèce. Dans le fond, les cimes neigeuses. Derrière nous, les ruines du château byzantino-normando-serbo-macédonno-ottoman. Les derniers visiteurs font saquer les portières de leur voiture. On nous apporte une soupe incroyablement grasse, un succulent ragoût de mou-

## LE PIÉTON DES BALKANS



De cette dernière, Klavdij, mon compagnon, m'a beaucoup parlé dans le train qui nous a amenés de Bitola. Il l'a rencontrée l'année précédente et il se désolait en pensant qu'elle avait été envoyée ailleurs. Mais voilà qu'elle est là, minuscule, frêle, noueuse et ridée avec je ne sais quoi de concentré, d'intense dans le regard, jaillissant de l'encadrement noir du voile qui la prend tout entière. Et je comprends tout de suite que je n'oublierai pas ce regard.

Pourtant, le premier coup d'œil qu'elle m'a jeté, à la dérobée, lorsque j'ai commis l'imbécillité de faire le signe de croix catholique pour répondre à la bénédiction du repas par l'higoumène, a bien été, j'en suis sûr, une vraie décharge de haine.

Ensuite, il n'y a plus eu que douceur et tendresse. Elle est heureuse de revoir Klavdij, Klavdij est heureux de la revoir, et leur bonheur nimbe tout ce qui les entoure, les êtres comme les choses, mal, nous, les plats ébréchés et le vin. Elle parle d'une carte postale que lui a envoyée Klavdij et qui a éclairé son hiver. Elle lui demande des nouvelles de Marko, son fils, elle se souvient bien de son prénom et rappelle que justement, demain, c'est le Saint-Marc. L'hiégumène sourit en se lissant la barbe entre deux lampées, la nonne servante s'active entre table et évier.

Lorsque l'Ingheménita Serafina est arrivée dans ce monastère, un an plus tôt, elle était blessée, un membre cassé je crois, et Klavdij qui se trouvait là de passage l'a portée dans ses bras pour franchir les dernières marches du raidillon. Elle a été la mère supérieure d'un couvent serbe, donc orthodoxe, de Slavonie. Lorsque la guerre a éclaté, la population croate, donc catholique, a envahi le couvent pour le piller. Elle a couru à Zagreb alerter les autorités. On l'a renvoyée avec de bonnes paroles. Le temps de revenir, le couvent avait brûlé et les vingt moniales, jeunes ou vieilles, avaient disparu. Pourquoi ?

semble être pour lui comme une bousée de sacro-sainte momentanée. Sa bousée gonflante continue de sourire, on devine des fossesses qui se balaie d'un n'en finir pas de caresser nerveusement, comme il le fait des larmes dans ses yeux. Sous le régime communiste bulgare, dit-il, il a été pope à Blagoevgrad et très vite la cible des comiques locaux du parti. Pourquoi ? A cause de sa religion, comme je l'ai compris ? Ou parce qu'il avait trop de sympathie pour la cause de l'indépendance macédonienne, comme l'a compris Klavdiy ? Toujours est-il que, la nuit, on venait le menacer sous ses fenêtres en lui lançant des pierres, que sa femme, enceinte, est devenue dépressive, qu'elle a avorté, qu'il a perdu son poste. Comment s'est-il retrouvé ici ? Qu'est devenue sa femme ? Le récit est volubile mais plein de lacunes, l'interroger serait policier. Cet homme a tout perdu, son emploi, son enfant, sa femme, son pays, et il reste là, échoué sur ce rocher, ayant pour seul bien sa soutane élimée et la compagnie de deux vieilles qui le servent à table avec la révérence que l'on doit à un saint perpassant et l'affection que l'on éprouve pour un fils. Le repas terminé, il bénit de nouveau la table, puis nous raccapçonne sur le seuil de la grande pièce où il nous bénit d'adieu, nous, nos lits, notre sommeil et nos rêves.

Il ne viendra plus d'autre visiteur pour la nuit, nous sommes seuls, et le radio nous apprend que Chirac a été élu président. En Krajina, l'offensive des Croates est victorieuse. Des milliers de famille serbes en fuite embouteillent les routes, certains convois sont déjà aux abords de Belgrade, où le gouvernement de Milosevic ne semble pas pressé d'accueillir ces nouvelles bouches à nourrir. Sarajevo continue de subir la vengeance des tirs à la cible, tuer pour tuer, toujours et seulement des civils. La sérénité du monastère nous recouvre comme une couverture très douce.

Au petit jour le coq me réveille. J'attends que tinte la cloche de la chapelle, mais rien ne vient. Dehors, toute courbée, l'ingouméntsa balaye de sa main valide le plancher de la terrasse. Sur la table ronde revêtue d'une nappe en plastique Kronenbier, fument les bols de café. L'ingouméne nous bénit, bénit le café, bénit peut-être le soleil levant.

Serafina retient longuement nos mains dans sa petite serre chaude et parcheminée. Elle recommande à Klavdij de lui envoyer d'autres cartes postales et d'embrasser Marko pour elle.

Nous faisons une dernière visite à l'église. Dans un plat surchargé de flâsses de denars crasseux et froissés Klavdyj dépose notre oblat en dollars, sous le regard toujours humide de l'rhigouème. Je demande à celui-ci des précisions sur la fresque qui représente saint Onuphre, debout, mains jointes, le corps couvert de l'abondante toison que Dieu, dans sa bonté, a fait pousser sur sa totale nudité pour le protéger des rigueurs du désert. Il s'approche du mur, l'observe longtemps, fait un effort visible pour déchiffrer la légende. Enfin, soulagé et vainqueur de l'épreuve, il m'annonce :

- C'est saint Omphre.  
Nous reprenons nos sacs  
pour descendre le raidillon.

pour descendre le ravinon  
parmi les rochers. Il nous suit  
et, en bas, là où commence le  
chemin de terre qui mène à la  
grand-route, il nous bénit en-  
core. Il reste pour nous regar-  
der nous éloigner. Chaque fois  
que je me retourne, je le vois,  
forme noire très droite plantée  
au milieu des rochers, à l'extrémité  
de l'île, à l'extrémité de la route.  
Il nous appelle : « François ! »

« Cet homme ne possède rien en ce monde, dit Klavdij, sauf le pouvoir de bénir. C'est la seule chose dont, de tout son cœur, il peut nous faire cadeau. »

Le bus de solide fabrication hongroise met deux heures de moins que le train pour rejoindre Skopje. Nos billets portent au recto le sigle de la compagnie Proleter - rien de changé depuis Tito - qui sillonne la Macédoine, et au verso celui des cigarettes Winston. A la sortie de la ville, deux Tsiganes bëlent le bus et s'installent à l'arrière : « Un petit concert pour le chauffeur ! » Et zim-boum-boum ! L'un tape sur un énorme tambour bleu à deux faces, l'autre joue de la trompette, leur musique est celle dont nous avons entendu, la veille, les échos lointains. Ils se font arrêter en pleine montagne, à un tournant désert : en contrebas leur campement les attend.

**François Maspero**  
**Photo : Klavdij Sluban**

## De la Ciencia

par un groupe de

**N**  
 ble, et  
 d'été.  
 pou-  
 sont se  
 l'été et  
 l'année  
 l'année  
 nous  
 nous  
 fil-  
 nère-  
 fils  
 fiers. Le  
 pour un  
 notre  
 resuite.  
 nous  
 dans  
 avons  
 d'Inde  
 d'Asie  
 Unis.

Nous ne sommes pas  
nous tous, nous sommes  
tous nous, nous sommes  
proches de tous, nous  
ont empli de nous, nous  
aux nœuds de la vie,  
religieux, de la vie,  
Nos grands, de la vie,  
ont accepté de la vie,  
digne d'être de la vie,  
pays - de la vie,  
croire que de la vie,  
apporter de la vie,  
munis de la vie,  
Ces frères de la vie,  
vous beaucoup de la vie,

Nécessaire  
médiation

Suite des 41 42 43 : ...

Reste pour la  
tuelle un  
mediation  
égard precou  
saires pour a  
reussisse.

L'autorité de  
donc le succès de  
pend d'abord de  
leur forme. Les  
sés au conflit  
possible que lorsq  
ont été choisis  
tés, par les parties  
le collège actuel  
quelles que soient  
sonnelles et le de

ont fait preuve  
cette condition. Il  
représentants de  
avec auprès des  
de l'opposition. Ma  
rien jouer le rôle de  
s'ils étaient acceptés  
le gouvernement  
même si on peut le  
vement n'est pas  
faire

D'autre, invité à la conscience de la situation morale de la majorité, les meilleurs représentants de la minorité sont choisis par les électeurs.

هكذا من الأصل



Le Monde

EDITORIAL

# Les Länder allemands contre l'Europe

**L**E ton monte entre Bruxelles et les Allemands. En dénonçant les subventions excessives accordées à Volkswagen en Allemagne de l'Est, la Commission européenne ne s'attendait pas à une telle résistance. S'érigeant en défenseur des intérêts nationaux contre le centralisme bruxellois, le Land de Saxe, ex-RDA, a décidé de mener un combat exemplaire contre les recommandations du commissaire européen à la concurrence, Karel van Miert.

Rarement la Commission avait eu à se battre si durement. De plus en plus politique, le dossier des aides de la Saxe à Volkswagen gêne beaucoup les dirigeants de Bonn, et pourrait déclencher une vague de ressentiments anti-européens dans un pays qui n'a pas eu le privilège de s'exprimer par référendum sur le traité de Maastricht et qui entre à reculons dans la future Union monétaire.

Entre le respect des règles du jeu communautaire et les impératifs de la reconstruction en ex-RDA, la Saxe a rapidement choisi. Il y va de la sauvegarde de dizaines de milliers d'emplois dans ce qui fut le bassin de l'automobile allemande avant la seconde guerre mondiale. Flère de ses traditions in-

dustrielles, la Saxe, qui comme la Bavière se qualifie d'« Etat libre », ne laissera pas Bruxelles décider de son destin. Son ministre-président, Kurt Biedenkopf (CDU), explique qu'il se sent les coudées franches au regard des aides jadis accordées par Paris à l'Alsace ou au Crédit lyonnais avec l'aval de Bruxelles.

Le montant des sommes en jeu n'est pas l'aspect le plus important du dossier. Ce qui compte, c'est que des dirigeants allemands, pour la première fois, paraissent prêts à négocier leurs engagements européens au profit des intérêts de leur région. Ce n'est pas un hasard si l'estacade vient de Länder : ces

derniers, en particulier la Saxe et la Bavière, sont les premiers à s'en prendre aux institutions de Bruxelles dès lors qu'ils estiment que l'esprit de subsidiarité n'est pas respecté.

La montée en puissance des Länder dans le jeu politique allemand pourrait se faire un jour au détriment de l'Europe. La Saxe est pour la Commission un interlocuteur particulièrement coriace. Fait sans précédent, le gouvernement régional de Dresde a annoncé qu'il allait déposer une plainte contre la Commission auprès de la Cour européenne de Justice de Luxembourg.

Depuis le scandale Bremer Vulkan - plusieurs centaines de millions de marks de subventions publiques aux chantiers navals de l'Est avaient été détournés à l'Ouest -, Bruxelles porte un œil très attentif sur les affaires allemandes. Karel van Miert entend progressivement mettre un terme aux conditions particulières dont bénéficie l'ex-RDA depuis 1990. Le commissaire à la concurrence tra, lui aussi, jusqu'au bout pour faire valoir le droit, voyant dans le comportement de Kurt Biedenkopf un tel changement d'attitude des Allemands qu'il en appelle à l'esprit de Konrad Adenauer.

## Travailler pour l'incertain

par Daniel Bensaid

**N**otre siècle obscur s'achève dans la débâcle des espérances en un monde meilleur, transparent et pacifié, qu'il avait suscitées. Il laisse dans son sillage un amoncellement de désastres et de ruines. Nous y avons laissé pas mal d'illusions et de certitudes. Changer le monde apparaît

comme un but unidimensionnel, non moins urgent et nécessaire, mais autrement difficile que ne l'avaient imaginé les pionniers du socialisme. Le siècle passé s'enthousiasmait pour le miracle des machines et succombait aux charmes de la fête électrique. En dépit des détours et des retards, rien ne semblait pouvoir arrêter la marche triomphale du progrès. Le temps et l'histoire, la science et la technique allaient d'un même pas, à sens unique, vers une fin heureuse, dans une fresque où le futur justifiait toujours le passé ; où, quels que soient les faux frais de la conquête, le présent jouait avec bonne conscience son rôle d'éclairer sur les nouvelles frontières. Deux guerres mondiales, la barbarie des camps et du goulag, la croissance exponentielle des forces destructrices ont depuis malmené ces croyances. L'effondrement des régimes bureaucratiques à l'est, la prise de conscience que les ressources ne sont pas inépuisables et gratuitement offertes par la nature, le vertige devant les possibilités ouvertes par la biologie et de génie génétique, le brouillage des limites entre la vie et la mort portent de nouveaux coups. Les ailes d'ange du progrès sont criblées de plomb.

La perte de ces illusions optimistes peut cependant conduire à deux types de conclusions pernicieuses. Celle, d'une part, d'un nihilisme morbide, où tout se vaut et s'équivaut dans un monde insensé de bruit et de fureur. Celle, d'autre part, d'un moralisme atemporel, nous connaissons aujourd'hui, demeure ouverte.

Yvon Quiniou, La Roche-sur-Yon

**UNE CONFUSION SÉMANTIQUE**  
Tout le débat à propos du « progrès » repose sur une confusion sémantique. Le terme recouvre deux concepts différents, pour ne pas dire antagonistes. Lorsqu'il est question de progrès matériel - économique, scientifique, technique, etc. - il s'agit d'un processus cumulatif. On part d'un point initial zéro, puis on additionne les richesses, les connaissances, etc. Il y a alors progrès et, en cas de déperdition, déclin. En revanche, dès qu'il est question d'éthique, de politique, etc., on considère qu'il y a progrès à mesure que l'on se rapproche d'un point d'arrivée - qu'on laisse dans le vague ou qu'on cherche à définir : la Cité de Dieu, la société sans classes.

Cette approche, qui est téléologique, trouve sa source dans le

réhabilitant le mythe d'un « éternel humain » : à jamais prisonnier de sa condition ontologique, l'espèce serait définitivement incapable de progrès culturel et moral. Il n'y a pourtant nulle fatalité. La crise de l'idée même que celle de ses porteurs officiels, à bout de souffle historique dans un système social de plus en plus contradictoire et irrationnel.

Ingénieur de profession, mais critique impitoyable des « illusions du progrès », Sorel ne sous-estimait pas les bienfaits de la dynamo et de la vaccination. Tout en dénonçant l'idée de progrès comme « une incurable frivolité du bourgeois français », son compère Péguy reconnaissait volontiers la supériorité du caoutchouc creux (la chambre à air chère aux cyclistes du Tour de France) sur le caoutchouc plein. En matière de science et de technique, il existe bel et bien un progrès cumulatif.

L'illusion « progressiste » caractéristique résidait dans la conviction que ce progrès devait engendrer automatiquement, mécaniquement, un progrès équivalent sur le plan social, éthique et culturel.

La science ne crée pourtant que les conditions de possibilité du progrès, un progrès en puissance, dont la réalisation dépend de l'ensemble des rapports sociaux. Les gains de productivité permettent en théorie une réduction du travail contraint et aliéné au profit d'une activité individuelle libre et créatrice ; pratiquement, ils aboutissent aujourd'hui à l'absurdité du chômage et de l'exclusion. En théorie, l'internationalisation des échanges et de la communication rendraient concevable une planète solidaire sans frontières ; pratiquement, la mondialisation marchande, la mondialisation marchande, renforce les inégalités et exaspère les paniques communautaires, la xénophobie et le racisme, le nationalisme et les fanatismes identitaires.

Quelque chose ne tourne décidément pas rond au royaume du capital réellement existant. Tout progrès a son ombre de dégâts et son envers de régression. Virtuellement porteur de libération, il ne cesse de créer de nouvelles formes de servitude. Ce n'est pas une raison pour nier qu'une croissance du savoir et de la production reste la condition nécessaire mais non suffisante d'une société plus juste, plus libre, plus créative. Mais il ne faut pas confondre, disait Henri Lefebvre, croissance et développement.

Les critères qualitatifs d'un progrès culturel et moral sont irréductibles à la mesure quantitative des performances et des rendements, sous le fouet de la compétitivité marchande. Quels sont ces critères ? Une réduction massive du temps consacré au travail contraint et aliéné, première condition d'une modification radicale des contenus du travail, de l'épanouissement individuel de tous et de chacun, donc d'un développement de la citoyenneté démocratique. La transformation des rapports entre l'homme et la femme qui constituent la première expérience à la fois de la différence de l'autre et de l'universalité de l'espèce : partout où subsiste un rapport de domination et d'oppression des femmes par les hommes, l'étranger, le métèque, l'immigré, resteront toujours menacés. La visée d'une humanité réellement universelle par le développement de valeurs de solidarité

planétaire, entre continents et entre générations, contre la faim, les maladies, les catastrophes naturelles ou non : le meilleur de l'héritage du mouvement ouvrier et les impératifs d'une écologie sociale se conjuguent dans ce nouvel internationalisme.

Ni la Providence, ni l'Histoire, ni la Science ne sauraient garantir une vérité définitive. Aucun jugement dernier ne prononcera jamais le dernier mot

Daniel Bensaid est philosophe

DEMAIN  
« L'aventure inconnue »  
par Edgar Morin

RECTIFICATIF

LES ARABES ET M. GARAUDE

Dans notre article de première page, « Quand des intellectuels arabes répliquent à Roger Garaudy », paru dans nos éditions du 21 août, des coupes malencontreuses, lors de l'édition de cet article, ont pu laisser croire que « Le Monde affirmait que « les juifs » ont commis des « massacres » contre les Arabes, pensait qu'ils étaient comparables au génocide dont fut victime le peuple juif et que, enfin, ce propos constituait de « saluaires mises en garde ». Certains de nos lecteurs s'étant légitimement émus, précisons, d'une part, que ce passage entendait résumer un éditorial du quotidien saoudien El Hayat, sans que Le Monde en partage aucunement l'esprit ; d'autre part, que l'expression « saluaires mises en garde » concernait non pas cet éditorial, mais les prises de position d'intellectuels arabes contre la négation par Roger Garaudy de la solution finale. Que nos lecteurs veuillent bien nous excuser pour ce déplorable malentendu.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani (Président), Dominique Albry, directeur général ; Michel J. Bergeon, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edouard Planchet  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perren, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bevet, Bruno de Caran, Pierre Gascar, Laurent Groussier, Danielle Heymann, Bertrand Le Goff, Jean-Yves Lhéniau, Manuel Luchini, Luc Nourissat  
Directeur artistique : Dominique Riviere  
Rédacteur en chef technique : Luc Azan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fauriol  
Directeur exécutif : Eric Pailhou, directeur délégué : Anne Chazotte  
Conseiller de la direction : Alain Rabier, directeur des relations internationales : Daniel Verret  
Médiateur : André Laurent  
Conseil de surveillance : Alain Mercier, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Robert Bresson (1944-1949), Jacques Foccart (1949-1952), André Laurens (1952-1955), André Fontaine (1955-1959), Jacques Lesourie (1959-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Robert Bresson-Mercier, Société anonyme des journaux du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, SIDA Presse, Le Monde Privatisation  
SIÈGE SOCIAL : 21 rue Claude-Bernard - 75001 PARIS CEDEX 02  
Tél : (01) 47 47 30 00. Télécopieur : (01) 47 47 31 21. Telex : 206 806 F

## De la dignité

par un groupe de comédiens

**N**ous avons trente ans ou un peu plus. Nous avons cru, élevés dans les valeurs républicaines, à un certain nombre d'idéaux. Nous ne sommes pas tous croyants, nombre d'entre nous sont agnostiques ou athées, mais certaines idées comme celles de l'amour de son prochain ou de la sauvegarde de la dignité d'autrui nous sont connues et proches.

Nous sommes tous des fils et des filles, petites-filles et petits-fils, arrière-petites-filles et arrière-petits-fils d'immigrés. Nous en sommes fiers. Le métissage est une chance pour une civilisation comme la nôtre, pas un danger. Il nous est nécessaire. L'essentiel des modifications dans nos comportements, dans nos modes de vie, nous les avons importés, acceptés, voulus, d'Inde, du Maghreb, d'Afrique, d'Asie et pas seulement des Etats-Unis.

Nous nous déclarons et nous nous voulons frères et sœurs de tous, nous sommes d'autant plus proches de ceux que nos ancêtres ont envahis, massacrés et colonisés, aux noms d'idéaux économiques et religieux dont nous avons honte. Nos grands-parents et nos parents ont accepté une décolonisation indigne, irresponsable, qui laisse ces pays - qui avaient fini peut-être par croire que malgré tout nous leur apporterions un mieux-être - démunis, abandonnés, exsangues.

Ces frères et sœurs, nous leur devons beaucoup, nous le savons, et

aujourd'hui nous prétendons qu'ils nous gênent, qu'ils nous volent notre pain et, pourquoi pas, nos femmes (un éditorial récent du Figaro insistait péremptoirement sur la polygamie des Africains) ?

Et la dignité humaine ? Qu'est-ce que vous en faites ? Dans l'église Saint-Bernard, occupée par des Africains qui vivaient régulièrement en France et auxquels on a retiré leurs papiers en vertu des lois Pasqua, jour et nuit nous constatons la terreur dans laquelle on entretient hommes, femmes et enfants, la dégradation de l'état de santé de dix hommes prêts à mourir pour vivre dans un pays qu'ils aiment et qui veut les refouler, les « déverser » ailleurs.

De qui se moque-t-on ? Où sont-elles, toutes ces valeurs que vous nous avez enseignées ? C'est pour ce monde-là, pour cette société-là que vous nous avez enfantés ? Nous ne l'acceptons pas et nous ne l'accepterons jamais, ce monde de demain que vous voulez nous imposer.

Nous sommes en guerre contre vous, contre une certaine idée de la France que vous saisissez. Et pour une certaine idée du monde que nous chérissons.

**Emmanuelle Béart, Christine Citti, Olivier Guespin, Valérie Lang, Laurent Levy, David Moreau, Stanislas Nordey, Olivier Py** sont comédiens.

## Nécessaire médiation

Suite de la première page

Reste, pour dénouer la crise actuelle, une seule voie : celle de la médiation. Je souhaiterais à cet égard préciser les conditions nécessaires pour qu'une telle médiation réussisse.

L'autorité des médiateurs - et donc le succès de la médiation - dépend d'abord de la confiance que leur font toutes les parties intéressées au conflit. Il n'y a de médiation possible que lorsque les médiateurs ont été choisis, ou au moins acceptés, par les parties. C'est-à-dire que le collège actuel de « médiateurs », quelles que soient leurs qualités personnelles et le dévouement dont ils ont fait preuve, ne peut satisfaire à cette condition. Ils sont en effet les représentants des sans-papiers, leurs avocats auprès des pouvoirs publics et de l'opinion. Mais ils ne pourraient jouer le rôle de médiateur que s'ils étaient acceptés comme tels par le gouvernement et à l'évidence, même si on peut le regretter, le gouvernement n'est pas disposé à le faire.

D'autres initiatives, nées de la conscience de la gravité de la crise, ont évoqué le recours à des parlementaires de la majorité pour jouer les messieurs bons offices. L'intention est louable. Mais l'on imagine mal certains de ceux qui ont voté - et avec quel enthousiasme - ces lois se constituer en guérisseurs des maux que leur application engendre. Mieux vaudrait pour eux convaincre leur majorité d'en modifier le contenu. Et l'on sait quelles sont à cet égard les inclinations de nombre de leurs collègues.

Ainsi suggérerais-je de recourir à la plus classique et à la plus efficace formule de médiation. Que le gouvernement nomme une personnalité dont l'autorité morale et la compétence sont reconnues, qu'une autre soit choisie par le collège des « médiateurs » parmi celles qui jouissent

de la confiance des organisations humanitaires et de défense des immigrés, que ces deux personnalités désignent une troisième, réputée pour son expertise et son autorité dans le domaine si complexe de la législation sur les étrangers.

Ces trois personnes, réunies en une commission de médiation, seront les plus aptes à résoudre le conflit actuel et à avancer en connaissance de cause la solution la plus juste, au cas par cas, pour chacun des sans-papiers. Point n'est besoin pour atténuer le but recherché que leurs propositions aient la force exécutoire de décisions de justice.

**Une procédure transparente, l'écoute attentive de chacun, la volonté de respecter les principes fondamentaux du droit et les considérations d'humanité conduiront à des solutions équitables**

Une procédure transparente, l'écoute attentive de chacun, la volonté de respecter les principes fondamentaux du droit et les considérations d'humanité conduiront à des solutions équitables, acceptées par tous les esprits raisonnables. Il n'est que temps de mettre en œuvre un tel processus. Car à défaut d'y recourir, et quelle que soit l'issue du conflit, nous en connaissons par avance le vainqueur : l'extrême droite.

Robert Badinter

## AU COURRIER DU « MONDE »

SANS MILLÉNARISME

Ne confondez pas l'idée de progrès qu'on trouve chez Marx ou chez ceux qui s'en réclament intelligemment, avec la forme qu'elle a prise chez beaucoup, à savoir la conception béate d'un progrès nécessaire ou fatal, appuyée elle-même sur l'idée d'une histoire automatique.

Cette forme est en crise, car elle n'avait guère de valeur intrinsèque, mais cette crise n'affecte en rien l'idée même de progrès, la nécessité à la fois théorique et pratique de la défendre, à la condition de l'associer sur une conception renouvelée du déterminisme (bien distingué du nécessaire) et de repenser les rapports de la science et des valeurs (...).

La question du progrès de l'humanité, au niveau de la macro-histoire, sans millénarisme mais avec la perspective maintenue d'une société substantiellement meilleure que celle que

nous connaissons aujourd'hui, demeure ouverte.

Yvon Quiniou, La Roche-sur-Yon

UNE CONFUSION SÉMANTIQUE

Tout le débat à propos du « progrès » repose sur une confusion sémantique. Le terme recouvre deux concepts différents, pour ne pas dire antagonistes. Lorsqu'il est question de progrès matériel - économique, scientifique, technique, etc. - il s'agit d'un processus cumulatif. On part d'un point initial zéro, puis on additionne les richesses, les connaissances, etc. Il y a alors progrès et, en cas de déperdition, déclin. En revanche, dès qu'il est question d'éthique, de politique, etc., on considère qu'il y a progrès à mesure que l'on se rapproche d'un point d'arrivée - qu'on laisse dans le vague ou qu'on cherche à définir : la Cité de Dieu, la société sans classes.

Cette approche, qui est téléologique, trouve sa source dans le

mythe de la caverne de Platon et relève de la métaphysique. Bien sûr, les « valeurs » changent lorsque la société change (...). Si certaines idéologies adoptées dans un passé récent - nazisme, communisme - étaient erronées, ce n'est pas parce qu'elles s'écartaient d'un modèle-étalon, qui n'existe pas, mais parce qu'elles ont abouti à des catastrophes. La marche se prouve en marchant.

L'essentiel, c'est de cesser d'affecter les changements intervenant dans les « valeurs » d'un signe positif ou négatif, bref de les qualifier de « progrès ». Il ne s'agit que de tentatives, plus ou moins réussies, des sociétés d'adapter leurs idéologies - sans lesquelles elles ne seraient pas viables - aux changements matériels qui les affectent. Il n'y a pas de « sens de l'histoire », sauf à se situer dans une perspective métaphysique et, autant le dire, religieuse.

Georges Thorm Venec

## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 22 AOÛT 1996

**BILAN** Les chiffres d'affaires semestriels publiés par les grandes entreprises françaises depuis quelques semaines se révèlent décevants. Des groupes comme Alcatel-Alsthom ou

Renault reculent. Une grande majorité d'entreprises enregistrent des hausses limitées de leurs ventes. ● LA FAIBLESSE de la demande en France et en Europe est aggravée

par la chute des prix. A part la pharmacie et, dans une moindre mesure, la grande distribution, aucun secteur n'a été épargné. ● LES STRATÉGIES OFFENSIVES recherchant de

meilleurs coûts mais aussi des produits et des marchés nouveaux ont permis à certains d'échapper à cette morosité. C'est le cas pour les équipementiers automobiles Valeo et

Bertrand Faure. ● DES PLANS SOCIAUX sont annoncés dans de nombreuses sociétés qui, faute de croissance, vont rechercher de nouvelles économies.

## Les entreprises affichent des chiffres d'affaires semestriels décevants

L'activité morose et la baisse des prix industriels ont pénalisé les sociétés. A l'exception de la santé, aucun secteur n'a été épargné. Seuls les groupes qui recommencent à mener des stratégies offensives d'acquisitions ou d'innovation parviennent à progresser

**LES SOMBRES PRÉVISIONS** des chefs d'entreprise, répétées depuis le début de l'année, se confirment. Les uns après les autres, les groupes publient des chiffres d'affaires décevants pour le premier semestre. Certains, au nom prestigieux comme Alcatel-Alsthom, Renault, Lafarge, Pechiney, accusent des reculs sévères et la grande majorité des autres ont vu la croissance de leurs ventes limitée entre 0 et 4 %.

A l'origine de ces déconvenues, trop connues des dirigeants depuis quatre ans, la torpente dont souffre l'économie française. Aux faibles volumes sont venues s'ajouter au premier semestre des baisses de prix, sévères dans certains secteurs. Les marchés extérieurs, qui offrent souvent des relais de croissance, n'ont pas répondu complètement aux attentes : plus européennes qu'internationales, les entreprises ont fait face à la même morosité dans les autres pays de l'Union.

A l'exception de la pharmacie, portée par une demande toujours forte et l'apparition de nouveaux médicaments, et, dans une moindre mesure, de la grande distribution, tous les secteurs sont soumis au même régime sec. L'automobile, les biens de consommation, l'aéronautique sont parvenus à conserver un petit pour cent de croissance. Le BTP et les biens d'équipement n'y ont pas réussi. Premières victimes

Les secteurs d'activité...	
en croissance	
SANTÉ-COSMÉTIQUE	+3,9%
GRANDE DISTRIBUTION	+2,7%
AGRO-ALIMENTAIRE	+2,7%
en stagnation	
SERVICES	+1,9%
AUTOMOBILE	+1,0%
AÉRONAUTIQUE	+1,0%
BIENS DE CONSOMMATION	+1,0%
en baisse	
BÂTIMENT-TRAVAUX PUBLICS	-0,4%
BIENS D'ÉQUIPEMENT	-1,5%
PRODUITS DE BASE	-4,3%

L'évolution de chaque secteur a été calculée à partir des chiffres d'affaires semestriels des principaux groupes cotés en bourse, du 1<sup>er</sup> semestre 1995.

des déstockages et des chutes de prix, les groupes de la sidérurgie, de la métallurgie, de la chimie ou du papier accusent, eux, un recul important.

### PRIVÉS DE DEMANDE

La comparaison est d'autant plus douloureuse qu'elle s'établit par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 1995, période de forte croissance mondiale dans leurs métiers. Privés des soutiens de la demande intérieure et de la demande européenne, les groupes sont condamnés à ne

compter que sur leurs propres forces. Ils développent (ou redéveloppent) des stratégies de croissance volontariste. Alors que des sociétés comme la Lyonnaise des eaux ou Alcatel-Alsthom mènent encore des politiques de reconquête sur leurs métiers principaux, ce qui se traduit par de fortes baisses de leurs chiffres d'affaires, d'autres commencent à récolter les fruits de leurs nouvelles stratégies.

Pratiquant depuis des années cette formule magique qui associe une extrême rigueur sur les coûts de

fabrication, une sortie continue de produits nouveaux et, depuis peu, des rachats sur des marchés porteurs, l'Oréal parvient à afficher une croissance de 11,7 % de son chiffre d'affaires au premier semestre. Dans le même temps, LVMH, habituellement toujours très dynamique, n'a pu s'abstraire cette fois-ci de la conjoncture. Pénalisé à la fois par les taux de change et une demande moins soutenue, le groupe de luxe a connu une modeste progression de 0,32 % de ses ventes.

Les politiques offensives semblent valables dans de nombreux secteurs. Dans l'automobile, alors que les constructeurs restent enlisés sur le marché français et voient leur chiffre d'affaires stagner (recul de 2,9 % pour Renault, augmentation de 3 % pour PSA), les équipementiers décollent. Sollicités sans cesse pour améliorer leur productivité mais attentifs aussi à trouver des produits, des marchés, des clients nouveaux, Valeo comme Bertrand Faure affichent des croissances de leurs chiffres d'affaires

autour de 10 %. Dans les matériaux de construction, secteur pourtant peu porteur en ce moment, Saint-Gobain a réussi, à coups de rachats de firmes étrangères et de produits nouveaux, à faire progresser ses ventes de 14,4 %. Lafarge, qui commence seulement à reprendre l'offensive, a vu les siennes reculer de 0,4 %.

### BAISSER LE POINT MORT

Les baisses ou les croissances modestes des chiffres d'affaires vont-elles trouver une traduction immédiate dans les résultats ? Les efforts entrepris depuis des années par les groupes pour baisser leur point mort, améliorer leur productivité, devraient leur permettre, dans une certaine mesure, de conserver des bénéfices. La tentation, cependant, risque d'être grande chez de nombreux dirigeants de réduire encore l'outil productif, afin d'être moins vulnérable face aux aléas de la conjoncture. De nombreux plans sociaux sont en préparation dans les entreprises, qui devraient être annoncés à la rentrée. La recherche éperdue de gains de productivité, si elle apporte une meilleure résistance, ne saurait donner la croissance dont les groupes ont besoin. Certains d'entre eux montrent la voie. Ils pressent encore trop peu pour redynamiser l'économie française dans son ensemble.

Martine Orange

## Les investisseurs espèrent une baisse des taux de la Bundesbank

**LE CONSEIL** de la Réserve fédérale américaine (Fed) a choisi, mardi 20 août, de ne pas modifier sa politique monétaire. Il a laissé inchangé, à 5,25 %, le niveau des fonds fédéraux. Cette décision n'a pas constitué une surprise. Les statistiques récemment publiées aux États-Unis (hausse de 0,1 % de la production industrielle et des ventes au détail au mois de juillet) ont reflété un ralentissement de la croissance.

La Fed a jugé qu'il n'était pas besoin, dans ce contexte, de relever ses taux pour combattre une surchauffe de l'économie devenue fort improbable. De même a-t-elle jugé que l'accélération du rythme d'inflation, liée à des pressions salariales (les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % au mois de juillet, soit 3 % sur un an, après une hausse de 2,5 % en 1995), ne présentait pas de dangers im-

mediats. Les marchés financiers américains n'ont guère réagi à ce statu quo largement anticipé. Le rendement de l'obligation à trente ans est resté stable, à 6,79 %, tandis que Wall Street terminait la séance sur un gain modeste de 0,38 %.

### DÉCLÉRATION

En Europe, en revanche, les investisseurs misent sur un geste de la Bundesbank, jeudi 22 août. L'annonce, mardi matin, d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire a renforcé cet espoir. L'agréé de monnaie M3, qui constitue l'instrument de référence de la politique de la banque centrale allemande, a progressé de 8,6 % au mois de juillet, après 9,6 % en juin et 10,5 % en mai. Si la croissance de M3 reste largement supérieure à l'objectif qui s'est fixé la Bundesbank pour l'année 1996

(une hausse comprise entre 4 % et 7 %), la tendance à la décléation est suffisamment nette, selon les analystes, pour autoriser la Bundesbank à défendre sa politique monétaire. Ils attendent une réduction, comprise entre 0,10 % et 0,20 %, du taux des prises en pension (Repo), fixé à 3,30 % depuis le début du mois de février. Ces anticipations ont provoqué un affaiblissement du deutschemark (le franc a regagné un demi-centime face à la monnaie allemande, mardi, et il totalisait 3,4140 francs pour un mark mercredi matin 21 août) et ont permis à la Bourse de Paris de gagner, mardi, 1,66 %.

Le seul obstacle à une baisse du taux Repo, évoqué par certains experts, est de nature psychologique. La Bundesbank n'aime pas agir sous la pression, qui sera, jeudi 22 août, très forte, qu'elle vienne des milieux financiers ou des par-

tenaires de l'Allemagne. Le 14 juillet, lors de son intervention télévisée, le président de la République Jacques Chirac avait déploré « le niveau nettement trop élevé des taux d'intérêt en France mais aussi en Allemagne ». Dans son dernier rapport, la Banque d'Espagne avait critiqué l'immobilisme de la politique monétaire allemande. Un geste significatif de la Bundesbank sur son taux Repo permettrait d'apaiser – au moins de façon temporaire – les tensions récemment apparues sur le marché des changes européens, notamment sur la parité franc-deutschemark. Il augmenterait la marge de manœuvre de la Banque de France qui pourrait baisser, sans craintes, dans le sillage de la Bundesbank, le taux de ses appels d'offres (aujourd'hui fixé à 3,55 %).

Pierre-Antoine Delhommais

## La Générale des eaux obtient la gestion d'un deuxième réseau ferré britannique

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Filiée de la Générale des eaux, la CGEA (Compagnie générale d'entreprise automobile) s'est vu attribuer pour quinze ans, mercredi 21 août, la gestion d'un deuxième réseau ferroviaire britannique. The SouthEastern Train Co. Ltd, qui dessert le sud-est de l'Angleterre au départ de Londres. Ses lignes englobent Ashford, par où passe l'Eurostar, et Folkestone, où débouche le tunnel sous la Manche. Il jointe aussi le réseau centre-sud Network SouthCentral, dont la gestion avait déjà été remportée par la CGEA au printemps dernier, mais avec un contrat limité à sept ans (Le Monde du 13 avril). Tous deux desservent la grande banlieue londonienne et la côte méridionale anglaise, avec ses ports et ses stations balnéaires.

Selon le PDG de la CGEA, Henri Proglio, SouthEastern est, en valeur d'activités, la plus importante des vingt-cinq franchises de ce qui était, jusqu'à sa récente privatisation, British Rail. Avec un chiffre d'affaires de 380 millions de livres (3,2 milliards de francs), des effectifs de 4 300 personnes pour un matériel roulant de 1 380 véhicules transportant 104 millions de passagers par an au départ de 190 gares (dont cinq à Londres, comme Victoria Station) sur 775 kilomètres de voies, il dépasse sensiblement Network SouthCentral (2,2 milliards de francs). Comme ce dernier, il bénéficiera d'une subvention gouvernementale dégressive (146 millions de livres en 1996), qui devrait même devenir négative la dernière année. Mais, en contrepartie de la durée de la concession, la CGEA devra ajouter trente nouveaux trains à une flotte vétuste.

### 20 % DE BRITISH RAIL

La conjonction des deux réseaux représentera 20 % de British Rail et fera de la CGEA, selon M. Proglio, « le plus grand opérateur ferroviaire privé, non seulement en Grande-Bretagne mais dans le monde ». D'autant que la filiale de la CGE reste sur les rangs pour d'autres franchises.

La CGEA est aussi présente dans d'autres domaines outre-Manche, comme celui de la propriété. Elle gère les services publics de la ville de Hastings, celle-là même où Guillaume le Conquérant conquiert et qui est reliée à Londres par SouthEastern, et vient tout juste de remporter le marché du bouillonnement d'Arundel. Un domaine d'activités se montant à 660 millions de livres. « Nous sommes à la veille d'une restructuration du transport ferroviaire et d'une redéfinition du rôle des services publics », ajoute M. Proglio. Cette expérience acquise dans le ferroviaire britannique devrait être profitable à la CGEA, intéressée à développer ses activités là où de nouvelles délégations de services publics seront offertes. Même si ce n'est pas demain que sera privatisée la SNCF.

Eric Fottorino

PROCHAIN ARTICLE  
Le transit

Patrice de Beer

## Aigle, une botte aux rêves de mouette

A l'occasion des vacances, nous publions une série d'articles illustrés par Jacques Vilot, retraçant l'histoire de produits et de marques associés à la période estivale.

**IL FAUT ÊTRE** bien présomptueux, ou très inconscient, pour se targuer de mettre un aigle à ses pieds. L'exploit est pourtant quotidien pour des millions de promeneurs, randonneurs, chasseurs et pêcheurs ; pour tous ces aventuriers qui ne conçoivent l'existence que botte, par un rapace s'il-vous-plait, inoffensif autant que coriace.

La marque Aigle n'est pas de prime jeunesse. Il faut remonter à 1853 pour retrouver son empreinte, dans une manufacture de caoutchouc qui vient d'ouvrir ses portes à Montargis. Un aigle à la gomme ? On nage en plein insolite mais, comme on le verra pendant près de cent cinquante ans, l'essentiel est de ne pas se mouiller. L'affaire prend tournure lorsque, au milieu

du siècle dernier, un nommé Hiram Hutchinson, citoyen américain et caoutchoutier de son état, achète au déjà célèbre Charles Goodyear un brevet de vulcanisation. Avant de connaître son baptême du feu, le latex, tiré goutte après goutte de l'arbre qui pleure (l'hévéa), n'est guère utilisable, faute de consistance. En laissant, par étouffement, quelques échantillons de gomme sur un poêle brûlant, Goodyear découvre que le caoutchouc cuit devenait homogène et résistant, tout en conservant sa souplesse. L'automobile allait y gagner des pneumatiques. Les marcheurs sur la pluie des bottes inusables ou à peu près.

Comme la plupart des caoutchoutiers (Pirelli, Dunlop), Hutchinson se lança dans la fabrication de surchaussures, puis de bottines et de bottes avant d'explorer, bien plus tard, le filon des cuirassiers et des couleuvres de randonnée à semelle renforcée. En s'installant à Montargis, Hutchinson

ne voulait surtout pas oublier qu'il était d'abord américain. Rien ne pouvait mieux lui rappeler sa patrie que la bannière étoilée au creux de laquelle nichait, royal, un aigle. La marque Aigle était née. Elle se transforma en l'Aigle après la seconde guerre mondiale avant de perdre son « L » pour devenir simplement Aigle dans les années 70. Un aigle qui, depuis un demi-siècle, a produit plus de 50 millions de paires de bottes. Vite dépassé par la concurrence et par les nouveaux matériaux sur le terrain sportif (on se souvient des petites chaussures de gym en toile bleue), Aigle a conquis de haute lutte un horizon sans limite : la nature.

### GOMME NATURELLE

En 1972, il profite des Jeux olympiques de Munich pour lancer sa ligne de natisme, des bottes autant appréciées des skippers que des plaisanciers (la Régate). L'année suivante apparaissent les bottes d'équitation, pour lesquelles Aigle est désormais le leader mondial. Marins et cavaliers, agriculteurs et pêcheurs, promeneurs du dimanche ou nemrods coureurs des landes et des marécages, tous ont fini par trouver botte à leur pied. Pour s'imposer, Aigle a préservé le savoir-faire de plusieurs générations d'artisans bottiers. Les méthodes ont peu changé : la confection est réalisée à la main avec une gomme naturelle (et non synthétique) venue des plantations d'Asie du Sud-Est (Malaisie, Indonésie) et maintenant aussi de Côte d'Ivoire. Les enfants qui sautent dans les flaques en ciré jaune et

bottes bleu marine à bandes blanches (la Lolly Pop) ignorent sans doute les secrets de l'Aigle étanche : une vingtaine de pièces de caoutchouc découpées et montées sur des formes ; des charlots entiers de bottes avalés par d'énormes fours pour une cuisson d'une heure. A l'origine, les doublures de coton séchaient mal et pourrissaient. Aigle a mis au point d'autres matières plus absorbantes, éliminant l'humidité et la transpiration inhérentes à la marche. Car les bottes ne sont pas ennemies des longues distances. Le modèle Parcours offre ainsi une semelle « bi-mélanges », inspirée des chaussures de randonnée, qui amortit les chocs. Sa forme resserrée à la cheville maintient le pied pendant le mouvement. La tige enveloppante est sans aspérités. Les mailloles, les ortels et le cou du pied sont protégés. La doublure (en jersey nylon ou cuir vachette pleine fleur) boit la sueur. En toute occasion, le caoutchouc résiste au déchirement et à la propagation des entailles. Il conserve sa souplesse, même par grand froid. Certains modèles de chasse présentent un soufflet à lacer sur la tige, d'autres une fermeture latérale à glissière. Les modèles Terre-Neuve, Kerguelen ou Islande, à profil antidérapant, donnent enfin à l'aigle une envie de mouette ; l'envie de marcher sur la mer...



HISTOIRES DE PRODUITS

★ Créée en 1853, la société Aigle, dont les usines sont installées près de Châtelleraut (Vienne), réalise un chiffre d'affaires de 400 millions de francs (dont plus de 50 % sur les ventes de bottes). Aigle emploie 470 personnes. Elle a été introduite, en 1994, au second marché de la Bourse de Paris après avoir quitté Hutchinson.

هكذا من الأصل

LA BOURSE DE PARIS  
mercredi 21 août 1996  
Cote officielle : 21 275,02 points  
du yen face au dollar

## LES PLACES BORSIÈRES

Accentuation  
du repli à Paris

LA BOURSE DE PARIS a continué son repli mercredi 21 août. Le CAC 40 a perdu 12 points, à 21 275,02 points. Le repli s'est poursuivi sur les autres places boursières européennes. Le DAX allemand a perdu 1,5 %, le FTSE 100 britannique 0,8 %, le Nikkei japonais 0,2 %.

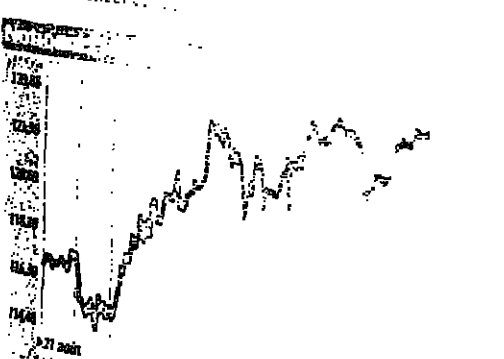
## Hausse à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a connu une hausse de 1,2 % mercredi 21 août, à 12 721,26 points. Cette hausse s'explique par une amélioration des perspectives de croissance de l'économie japonaise, soutenue par le dollar, qui a continué de monter, et les exportations japonaises, qui ont augmenté.

## LES TAUX

### Repli du Mark

LE CONTRAT EURO-MARK a connu une baisse mercredi 21 août, à 123,72 points. Cette baisse s'explique par une dégradation des perspectives de croissance de l'économie allemande, soutenue par le dollar, qui a continué de monter, et les exportations allemandes, qui ont augmenté.



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 1996	TAUX 1995
1 mois	5,25 %
3 mois	5,25 %
6 mois	5,25 %
12 mois	5,25 %

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	TAUX DE RENDEMENT
1 mois	5,25 %
3 mois	5,25 %
6 mois	5,25 %
12 mois	5,25 %



■ LA RÉSERVE fédérale américaine a choisi, mardi, de ne pas modifier sa politique monétaire. Elle a laissé inchangé, à 5,25 %, le niveau des fonds fédéraux.

NEW YORK ↑ DOW JONES	LONDRES ↑ FT 100	MILAN → MIB 30	FRANCKFURT ↓ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	---------------------------

CAC 105 logo featuring the text "CAC 105" in a bold, sans-serif font, with "105" being significantly larger than "CAC".

En hausse, Pathé gagnait 3,95 % et Publicis 2,56 %.

croissance importants et que l'on estime que cela doit durer à l'infini, la déception est forte », soulignait un analyste.

croissance importants et que l'on estime que cela doit durer à l'infini, la déception est forte », soulignait un analyste.

**AXIME** sur un mois

quand on s'attend à des taux de

### NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

	2008	1908
Alcoa	63,12	61,75
American Express	45,12	45,12
Allied Signal	69,67	63,12
AT & T	54,25	54,12
Bethlehem	10,25	10,25
Boeing Co	91,75	91,62
Caterpillar Inc.	71,37	70,37
Chevron Corp.	59,25	60
Coca-Cola Co	51,25	51,50
General Corp.	69,36	58

Du Pont Nemours & Co.	83.62	82
Eastman Kodak Co.	73.97	74.25
Exxon Corp.	83.75	85.50
Gen. Motors Corp.H	51.25	51.37
Gen. Electric Co.	85	85
Goodyear T & Rubbe	47	46.50
IBM	110.50	110
Int'l Paper	41.25	41
J.P. Morgan Co.	91.25	91.37
McC Don Douglas	49.87	50
Merck & Co Inc.	68.87	69.37
Minnesota Mng.&Mnt	68.50	67.87
Philip Morris	91.50	89.87
Procter & Gamble C	89.75	90.50
Sears Roebuck & Co	46	45.75
Texaco	89.75	89.12
Union Carb.	63.37	62.87
Utd Technol	116	115.50
Westingh. Electric	13.62	13.62
Woolworth	21.37	21.12

PARIS ↓ Jour le jour	PARIS ↗ OAT 10 ans	NEW YORK ↗ Jour le jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT → Jour le jour	FRANCFORT ↗ Bonds 10 ans
----------------------------	--------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

américain était resté stable après la décision de la Fed de ne pas modifier ses taux directeurs. Le taux de l'emprunt à trente ans avait terminé la séance à 6,79 %.

Le contrat Pibor 3 mois du Matif gagnait 5 centimes, mercredi math, à 95,88 points. Il était soutenu par les anticipations de baisse du taux des prises en pension (REPO) de la Bundesbank, jeudi 22 août, inchangé depuis le début du mois de février.

TAUX 2008	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,55	6,38	7,14	2,30
Allemagne	3,25	6,25	6,98	1,60
Grande-Bretagne	5,56	7,76	8,06	2,70
Italie	8,87	9,48	9,77	4,30
Japon	0,47	3,12	—	-0,20
Etats-Unis	5,25	6,59	6,80	3

	Taux au 20/08	Taux au 19/08	indice (base 100 fin 95)
Oblig. d'Etat 3 à 5 ans	5,26	5,31	100,56
Oblig. d'Etat 5 à 7 ans	5,83	5,88	101,89
Oblig. d'Etat 7 à 10 ans	6,18	6,21	102,37
Oblig. d'Etat 10 à 15 ans	6,44	6,44	102,98
Oblig. d'Etat 20 à 30 ans	6,98	7	108,71
Obligations françaises	6,51	6,68	102,52
Oblig. d'Etat à TME	-1,51	-1,91	100,83
Oblig. d'Etat à TRE	-1,90	-1,53	101,19
Oblig. franc à TME	-1,70	-1,60	100,88
Oblig. franc à TRE	+0,14	+0,13	100,28

	2008	2008	2008	1998
Jour le jour	3,985	3,942	---	---
1 mois	3,715	3,56	---	---
3 mois	3,52	4,04	---	4,06
6 mois	3,61	4,13	3,56	4,09
1 an	4,48	4,20	3,5	4,15
<b>PIBOR FRANCIS</b>				
Pibor Francis 1 mois	3,8355	---	3,8355	---
Pibor Francis 3 mois	4,0313	---	4,0359	---
Pibor Francis 6 mois	---	---	4,055	---
Pibor Francis 9 mois	4,145	---	4,2388	---
Pibor Francis 12 mois	4,158	---	4,259	---
<b>PIBOR ECU</b>				
Pibor Ecu 3 mois	4,493	---	4,481	---
Pibor Ecu 6 mois	4,495	---	4,500	---
Pibor Ecu 12 mois	4,525	---	4,525	---

Échéances 25/08	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
<b>NOTIONNEL 10 %</b>					
Sept. 96	59665	120,76	123,90	118,46	123,78
Dec. 96	2723	122,46	122,52	122,36	122,46
Mars 97	266	122,32	122,32	122,26	122,32
juin 97	—	—	—	—	—
<b>PIBOR 3 MOIS</b>					

Mars 97	4435	95,91	95,86	95,88
Juin 97	733	95,76	95,89	95,75
<b>ECU LONG TERME</b>				
Sept. 96	2130	92,30	92,30	92,28
Déc. 96	650	90,44	90,44	90,46

Echéances 20/08	volum	prdx	haut	bas	prdx
Août 96	14429	1999	2027	1998	2026,50
Sept. 96	901	2005,50	2031	2008	2083
Oct. 96	151	2015	2034	2011	2037,50
Dec. 96	1	2023	2023	2028	2050

**LE DOLLAR ÉTAIT STABLE**, mercredi matin 21 août, face aux devises européennes, lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,4885 mark et 5,0815 francs. Face à la monnaie nipponne, le billet vert était en hausse, cotant 108,50 yens. La décision attendue de la Réserve fédérale américaine de ne pas modifier sa politique monétaire n'avait guère eu d'impact. La veille, sur les marchés de

DEVSYS	coins	BDV	2008	1980s	Adapt	Veri
Allemagne (100 dm)	83	870	-0.08	330	254	
écu		6,495	-0.08			
France-Unite (1 franc)		5,000	-0.08	1,600	5,000	
Belgique (100 f)		10,335	-0.08	16,000	17,000	
Pays-Bas (100 fl)		10,335	-0.08			
Italie (1000 li.)		3,335	+0.04	5,100	3,600	
Denmark (100 kr)	86,460			83	90	
Finlande (1 mark)		81,745			83,000	
Suède (100 ö)		2,675	+0.09	7,950	6,500	
Grèce (100 drach.)		21,400	+0.09	1,900	2,400	
Suisse (100 franc)	77,060		+0.25	71	81	
Suisse (100 f)	421,940		-0.14	407	491	
Norvège (100 kr)	75,180					
Portugal (100 esc)	20,510		+0.07	47,000	50,100	
Espagne (100 pes.)	4,090	+0.04	3,730	3,300	3,600	
Portugal (100 esc)	3,350		2,970	3,700	3,600	
Canada 1 dollar ca	3,705	-0.05	5,000			
Japan (100 yen)	47,79	-0.07	4,800	4,800		
Japan (100 yen)	113,599	-0.29	10,200	115,500		

	cours 2008	cours 1908	INDICES
Or fin (1 barre)	63100	63200	Dow-Jones cotation
Or fin (en lingots)	63400	63500	Dow-Jones à terme
Ounce d'Or fin	386,40	387,70	CRB
Pièce française(20f)	364	365	
Pièce suisse (20f)	364	363	
Pièce Union lat(20f)	365	365	
Pièce 20 dollars us	2305	2305	
Pièce 10 dollars us	1310	1302,50	
Pièce 50 pesos mex.	2370	2360	

En dollars	cours 20/08	cours 19/08	
Brent (Londres)	---	---	Zinc comptant
WTI (New York)	---	---	Zinc à 3 mois
Crude Oil (New York)	20,56	20,56	Nickel comptant
			Nickel à 3 mois

5,0925	1,4887	108,3200	3,4167	7,8715
--------	--------	----------	--------	--------

mercredi matin en Allemagne, lors des pressions de l'échange à la monnaie nippone 108,50 yens. Le fédéral américain monétaire des marchés de changes internationaux. En revanche, les espoirs de baisse des taux de la Bundesbank, renforcés par l'annonce d'un ralentissement de la croissance monétaire en Allemagne au mois de juillet, ont permis au franc de regagner du terrain face à la monnaie allemande. Le franc s'inscrivait, mercredi matin, à 3,4140 francs pour un deutschemark. La livre sterling s'échangeait à 2,3035 marks et 7,8637 francs.

630	854	TOKYO Usurens	109,200	107,700	+0,53	
250	2,480	<b>MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES</b>				
16,090	17,150	DEVISES comptant: demande offre demeuré / mois offre / 1 mois				
		Dollar Etats-Unis	5,0890	5,0870	5,0998	5,0989
3,1000	3,6000	Yen (100mark)	4,7165	4,7171	4,7200	4,7175
83	99	Deutsche	3,4185	3,4182	3,4189	3,4184
7,8500	8,9900	Franc suisse	4,2134	4,2399	4,2216	4,2182
7,4000	8,0000	Lire ital. (1000L)	3,3574	3,3581	3,3593	3,3584
7	5000	Livre sterling	7,3581	7,3613	7,3613	7,3587
71	80	Peseta (100P)	4,0437	4,0420	4,0464	4,0410
70	43	Franc Belge	16,455	16,387	16,601	16,573

DEISES	1 mes	3 mos	6 mos
3,7300	3,81	3,94	4,03
2,9700	3,01	3,14	3,23
3,4000	3,51	3,64	3,73
4,4800	4,58	4,71	4,80
07,5000	7,62	7,75	7,84
118,5000	119,62	120,75	121,84

INDICES	2008	1908
Dow-Jones composite	21,621	21,638
Dow-Jones à terme	356,49	356,64
CRA	250,93	251,97
INDEXES (Londres)		dollars/pound
Cuivre comptant	1986	1985
Cuivre à 3 mois	1940	1923
Aluminium comptant	1447,50	1451
Aluminium à 3 mois	1482,50	1487
Plomb comptant	820	813
Plomb à 3 mois	821	812
Etain comptant	6099	6090
Etain à 3 mois	6150	6135
Zinc comptant	1006,50	1004
Zinc à 3 mois	1052,50	1053
Nickel comptant	8975	7010 <sup>1</sup>
Nickel à 3 mois	7080	7140
INDEXES (New-York)		\$/dollar
Argent à terme	5,28	5,17
Platine à terme	404,30	403
Palladium	127,90	126,50
OR COMTES, DREERES (Chicago)		\$/dollar
Or comptant	4,38	4,38
Or à 3 mois	3,38	3,34
Grain, soja (Chicago)	8,22	8,10
Tour. soja (Chicago)	234	259,50
CRANES, DREERES (Londres)		\$/pound
P. de terre (Londres)	—	—
Orge (Londres)	—	—
SOFTS	—	\$/pound
Cacao (New-York)	1426	1415
Café (Londres)	1680	1680
Sucre blanc (Paris)	1427,64	1423,64
OLEAGINEUX, AGRUMES		cents/pound
Coton (New-York)	—	—
Jus d'orange (New-York)	1,15	1,25





# AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ÉPIDÉMIE** L'équipe du professeur Kurt Wüthrich (Institut de biologie moléculaire de Zurich) a entrepris des recherches sur les structures tridimensionnelles de la protéine-prion hu-

maine et de son homologue dans l'espèce bovine, après avoir établi que la structure spatiale de la protéine-prion de la souris ne correspondait pas à son schéma théorique. ● UNE SÉRIE

de caractéristiques structurales inédites de cette dernière permettant d'ores et déjà de nourrir de solides hypothèses permettant de comprendre comment une structure de prion nor-

male peut basculer dans l'anormalité et conférer à cette dernière un caractère rapidement contagieux. ● CETTE DÉCOUVERTE pourrait permettre de nouvelles avancées dans la mise au

point de traitements des maladies neurodégénératives jusqu'à présent mortelles que sont l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ).

## La maladie de la « vache folle » dans la troisième dimension des prions ?

La découverte de la configuration spatiale de ces protéines ouvre de nouvelles et passionnantes perspectives dans la compréhension des maladies dues aux agents transmissibles non conventionnels

ZÜRICH

de notre envoyé spécial

Lorsque sa structure spatiale se modifie, une protéine peut-elle à elle seule devenir un agent infectieux ? Depuis que la maladie de la « vache folle » a pris l'ampleur que l'on sait, les chercheurs tentent d'apporter à cette question une réponse qui permettrait vraisemblablement de proposer des thérapeutiques à des maladies neurodégénératives aujourd'hui toujours mortelles. Au centre de leurs interrogations : la protéine-prion ou, plus simplement, le prion.

On désigne ainsi une structure protéique naturellement produite par l'organisme dont la synthèse est dirigée par un gène simple du patrimoine héréditaire. On ne sait rien encore du rôle joué naturellement par cette structure sinon, comme l'a établi dès le début des années 80 le professeur Stanley Prusiner (Université de Californie, San Francisco), qu'elle pouvait

avoir une action pathogène aux conséquences redoutables. Les prions sont en effet directement impliqués dans l'apparition de maladies neurodégénératives toujours mortelles, ayant entre elles de très nombreux points communs, telles la maladie de Creutzfeldt-Jakob chez l'homme, la maladie de la « vache folle » (ESB) ou encore la « tremblante du mouton ».

Dès lors que sa structure a pris une configuration spatiale anormale, le prion peut devenir un agent pathogène infectieux, organisme totalement différent des parasites, des bactéries, des champignons ou des virus. On parle ainsi à leur endroit d'agents transmissibles non conventionnels (ATNC). Injecter dans un organisme donné un prion de configuration anormale peut induire la production, par cet organisme, d'une protéine-prion elle aussi anormale mais différente de la souche inoculée. Tout se passe comme si le prion anormal véhiculait à lui seul une informa-

tion pathologique qui, captée par l'organisme receveur, bouleverse le métabolisme de ce dernier, le conduisant progressivement à une « asphyxie de ses neurones », puis à la mort.

PAR VOIE ALIMENTAIRE

L'hypothèse, tenue pour de plus en plus vraisemblable, d'une transmission du prion de l'ESB à l'homme par voie alimentaire a bouleversé les données et les certitudes sans pour autant que les nouvelles recherches scientifiques n'aient permis de progresser. Comment une simple protéine, dont la structure s'est modifiée dans l'espace, peut-elle transmettre une information aussi désastreuse chez celui qui la reçoit et qui semble, face à elle, immunologiquement désarmé ? Comment une protéine normale peut-elle « spontanément » se transformer en une protéine pathogène qui résiste à toutes les procédures physico-chimiques qui, habituellement, dé-

truisent ou inactivent les micro-organismes infectieux ?

L'équipe du professeur Kurt Wüthrich (Institut de biologie moléculaire de Zurich) a peut-être fait le pas qui permettra de répondre à ses questions en découvrant la structure en trois dimensions d'une partie essentielle du prion de la souris. « Ce que nous avons découvert ne correspond nullement à ce qui était annoncé par les auteurs des travaux de modélisation conduits ces derniers temps à partir de l'enchaînement des acides aminés qui composent cette protéine », nous a expliqué le professeur Wüthrich.

Déjouant tous les pronostics, la troisième dimension révèle l'existence d'une structure dite bêta. Celle-ci est composée de brins individuels de chaînes polypeptidiques dont chaque élément interagit avec son vis-à-vis. Cette structure bêta voisine avec des chaînes alpha (en forme d'hélice). L'analyse détaillée des portions bêta et alpha révèle une série de caractéristiques struc-

turelles inédites qui permettent d'ores et déjà de nourrir de solides et riches hypothèses permettant de comprendre comment une structure de prion normale peut basculer dans l'anormalité et conférer à cette dernière un caractère rapidement contagieux. Sur ce point, la structure bêta cristallise d'ores et déjà l'attention de l'ensemble de la communauté scientifique spécialisée.

Une approche similaire peut être réalisée à partir des gènes humains et bovins et une prochaine publication scientifique sur ce thème pourrait fournir à la communauté de nouvelles données. « Les gènes étant voisins, les structures protéiques dont ils dirigent la synthèse ne devraient pas être très différentes de celles découvertes chez la souris », confie-t-on à Zurich. On dispose ainsi d'une base nouvelle et très riche d'enseignements pour résoudre les énigmes de ce dossier. Pour le professeur Wüthrich, l'essentiel, aujourd'hui, est d'intensi-

fier les recherches sur la structure normale du prion, afin de savoir comment elle peut modifier sa configuration. D'autres révéleront déjà à la découverte de la troisième dimension de la structure pathologique du prion.

En toute hypothèse, la communauté scientifique tient à un solide fil conducteur qui pourrait amener les chercheurs à dépasser le seul cadre des affections humaines et animales étiquetées comme des maladies « à prion ». On est ainsi aujourd'hui sur le point de saisir comment une information biologique peut, au sein du monde vivant, être transférée entre organismes en l'absence de structures nucléiques (ADN ou ARN) que l'on tenait jusqu'à présent pour les seuls vecteurs possibles. En d'autres termes, on pourrait bientôt apprendre comment la forme d'une protéine peut, à elle seule, transmettre une maladie.

Jean-Yves Nau

### Une apparition tardive

La protéine-prion existe chez l'homme, mais aussi chez la plupart des mammifères (ruminants, rongeurs, singes) chez lesquels elle a été étudiée ainsi que chez le poulet. On n'en a rien retrouvé d'équivalent en dehors des vertébrés, ce qui laisse penser qu'il est apparu de manière relativement tardive dans l'histoire de l'évolution.

La comparaison des gènes et des protéines dont il dirige la synthèse montre que les variations structurelles sont peu importantes quand on passe d'une espèce à l'autre.

CET ÉTÉ, le professeur Kurt Wüthrich n'a pas pris de vacances. Et il ne le regrette nullement. Ce spécialiste de la structure des protéines de l'Institut de biologie moléculaire de Zurich, connu et respecté de ses pairs, goûte depuis peu aux délices de la renommée médiatique. Dans son bureau ouvert sur les arbres du campus de la cité des sciences zurichoise, il emplit les articles de presse consacrés au dernier résultat de son équipe et pour lequel il avait été conduit à organiser, mi-juillet, une conférence de presse.

Publiée dans les colonnes de l'hebdomadaire britannique *Nature*, la découverte du professeur Wüthrich et de son équipe n'aurait, en d'autres temps, guère mobilisé les médias et les foules. Mais la crise internatio-

nale de la « vache folle » et le considérable intérêt que suscitent, dans la communauté scientifique et médicale internationale, les mystérieuses maladies neurodégénératives dues à des prions ont conféré à l'article de *Nature* une peu banale publicité. L'équipe suisse a en effet révélé pour la première fois au monde la structure tridimensionnelle de la protéine-prion de la souris, un résultat contraire à toutes les prévisions et qui ouvre de nouvelles et passionnantes perspectives fondamentales.

Après différents contacts avec les professeurs Charles Weissmann et Stanley Prusiner, spécialistes renommés des prions, le professeur Wüthrich s'est passionné pour ce qui constitue selon lui l'un des plus beaux défis lancés à sa discipline, la science des

### Fonctions intimes

protéines. Profitant d'un environnement professionnel remarquable, il s'est d'abord attaqué au prion de la souris. Le gène dirigeant la synthèse de cette structure a été intégré au génome d'un micro-organisme - *Escherichia coli* - qui, placé dans un milieu de culture très particulier (dans lequel le carbone et l'azote étaient « marqués »), a produit en très grande quantité. Récupéré, purifié, le prion de la souris a ensuite été visualisé grâce au procédé de la résonance magnétique nucléaire.

On connaissait l'enchaînement des acides aminés qui composent cette protéine, mais on ignorait tout, en revanche, de la configuration spatiale de cette dernière. Or, seule cette structure en trois dimensions permet d'approcher l'intimité de sa fonction et de

son possible devenir. L'équipe zurichoise travaille d'autre part, comme l'a confié au *Monde* le professeur Wüthrich, sur les structures tridimensionnelles de la protéine-prion humaine et de son homologue dans l'espèce bovine. Les résultats présents et à venir fourniront de nouvelles pièces essentielles dans l'affaire de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle », et de la nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob. Au bout du compte, un dogme serait renversé. Par ailleurs, pour le professeur Wüthrich et nombre de ses collègues, autoriser bien des sacrifices, à commencer par celui de prochaines vacances.

J.-Y. N.

## De la difficulté d'être nobélisable en temps de guerre

Pourquoi Otto Hahn fut-il seul, en 1945, à recevoir le prix Nobel de chimie pour la découverte de la fission nucléaire ? Les archives de Stockholm fournissent quelques éléments de réponse.

L'IMMINENCE de la bombe atomique fut annoncée avant même le début de la seconde guerre mondiale, par un article paru le 6 janvier 1939 dans la revue scientifique *Naturwissenschaften*. Celui-ci, signé par le physicien allemand Otto Hahn et son élève Fritz Strassmann, abordait à une conclusion jusqu'alors impensable par la physique nucléaire : sous l'action des neutrons, l'atome d'uranium était capable de se scinder en plusieurs fragments. Le mois suivant, la physicienne Lise Meitner et son neveu Otto Frisch publiaient,

dans la revue britannique *Nature*, l'explication théorique de la fission nucléaire. Les physiciens anglais et américains découvrirent rapidement que cette réaction en chaîne, une fois maîtrisée, pouvait mener à la fabrication d'une arme d'une puissance sans précédent. Six ans plus tard, l'horreur tombait sur Hiroshima, puis sur Nagasaki.

En 1945, le prix Nobel de chimie 1944 - le premier à être attribué au sortir de la guerre - revint à Otto Hahn. A lui seul. Pourquoi Lise Meitner, dont la contribution théo-

rique avait pourtant été jugée essentielle par de nombreux scientifiques, fut-elle exclue de cette récompense ? Les archives Nobel 1939-1945, désormais « ouvertes » aux chercheurs, fournissent aujourd'hui quelques éléments de réponse. Et révèlent que la décision finale fut précédée d'un chaotique débat politico-scientifique, que résumait, dans un long article de *Nature* (daté du 1<sup>er</sup> août) trois historiens des sciences français et américains.

Chargés chaque année de dési-

gner les Nobel de physique et de chimie, les membres de l'Académie royale des sciences de Suède élisent pour ce faire deux comités de cinq membres, renouvelables tous les trois ans. En temps normal, la procédure accorde à ces jurés un large temps de réflexion, allant du 31 janvier (dernier délai pour que les propositions parviennent à Stockholm) au 15 novembre (date limite de l'attribution du prix). Dans le cas d'Otto Hahn et de Lise Meitner, la délibération dura cinq ans. L'attribution des prix fut en effet plusieurs fois

annulée durant la guerre, sans pour autant que les jurys cessent de recevoir et d'étudier de nouvelles candidatures. Proposés dès 1939, les deux codécouvreurs de la fission nucléaire restèrent ainsi en lice jusqu'en 1945.

A en croire Elisabeth Crawford (CNRS-université Louis Pasteur, Strasbourg), Ruth Lewin Sime (Sacramento City College, Californie) et Mark Walker (Union College de Schenectady, New York), l'affaire fut tout sauf simple. Les documents que leur livrèrent les archives de Stockholm (auxquelles les historiens adjointèrent d'autres pièces, émanant notamment de la correspondance scientifique de Niels Bohr), « révèlent des points faibles dans le processus de décision des Nobel », estiment-ils. « Ils montrent la difficulté d'évaluer une découverte interdisciplinaire, et un manque d'expertise scientifique dans le champ de la physique théorique. Enfin, ils éclairent l'isolement scientifique et politique de la Suède durant la dernière guerre, qui empêcha les experts de comprendre la contribution de Meitner à la découverte ».

EXIL FORCÉ

Avec la fission nucléaire, les jurés de Stockholm se trouvaient, il est vrai, à la limite de leur propre discipline. Jusqu'à la décision finale, l'évaluation de cette avancée scientifique et technique ne cessa ainsi d'être ballottée entre les comités de physique et de chimie. De 1940 à 1943, le physicien James Franck (lui-même nobélisé) soutint sans réserve Hahn et Meitner, soulignant que celle-ci avait été la première à conclure que les produits de la fission nucléaire pouvaient entraîner une réaction d'une « immense énergie ». Dans le même temps, le comité de chimie témoignait d'une ten-

dance plus marquée à minimiser la contribution théorique de Lise Meitner. Avec des arguments certes scientifiques, mais aussi, et peut-être surtout, politiques.

Juive autrichienne, Lise Meitner avait en effet quitté Berlin en juillet 1938, trois mois après la proclamation de l'Anschluss. Cette physicienne qui avait travaillé plus de trente ans dans le même laboratoire qu'Otto Hahn s'installa à Stockholm, où elle poursuivit avec son collègue une étroite correspondance scientifique. C'est donc de Suède qu'elle apprit l'avancée expérimentale de Hahn, de Suède encore qu'elle en déduisit les fondements théoriques. Cet exil forcé, et lui seul, explique que les contributions respectives des deux chercheurs à la découverte de la fission nucléaire aient été publiées, à quelques semaines d'intervalle, dans deux revues différentes.

En d'autres termes, ces articles distincts auraient simplement témoigné du fonctionnement de la science, dont la quête se soucie peu des frontières thématiques et géographiques. Mais à l'époque, notent Crawford, Lewin Sime et Walker, « ils semblèrent séparer la découverte entre chimie et physique, entre expérimentation et théorie, entre Allemands et émigrés ». Pour ces trois historiens, la semble être la principale raison pour laquelle Lise Meitner ne reçut jamais la distinction suprême, celle dont le fondateur, l'idéaliste industriel Alfred Nobel, voulait attribuer à ceux qui « auront apporté le plus grand bienfait à l'humanité ». Preuve, s'il en fallait, que les experts de Stockholm ne peuvent - ou ne veulent - se tenir tout à fait à l'écart des rapports qu'entretiennent la science et la politique.

Catherine Vincent

## L'énigmatique sourire cyberspatial des Japonais

IL N'EST PAS encore possible de faire circuler l'expression des visages dans le cyberspace. Les internautes ont ainsi du mal à exprimer leurs émotions lors des échanges de courrier électronique ou pendant les causeries en direct (*chat*). En 1981, l'un des pionniers de la toile, Scott E. Fahlman, remarqua même que le dialogue bête sur de graves malentendus. Les messages ironiques ou les plaisanteries se trouvent souvent pris très au sérieux par leurs destinataires.

Pour éviter les quiproquos, Scott Fahlman a l'idée de proposer, au sein du babillard de l'Université de Carnegie Mellon, d'utiliser les symboles de ponctuation, deux points, tiret, parenthèse, pour composer à la fin du message une sorte d'idéogramme tel que : « ). En penchant la tête vers la gauche, on découvre un visage stylisé dont l'expression souriante indique qu'il ne faut pas prendre le texte au pied de la lettre, souligne son ironie ou, simplement, témoigne de la gaïeté de l'auteur. A l'inverse, le désaccord, l'angoisse ou la tristesse se traduisent logiquement par : « (

Ces signes ont été baptisés « smileys » par référence au mot « sourire » en anglais. Au fil des années, ce principe s'est répandu dans tout le cyberspace et les internautes se sont appliqués à inventer de nouveaux. Aujourd'hui, des centaines de ces combinaisons de symboles de ponctuation sont utilisées. On les trouve réper-

torisées dans plusieurs dictionnaires disponibles sur la toile. Et elles restent toutes fidèles à leur créateur.

La plupart des smileys dérivent en effet du principe du visage penché sur la gauche, tout en multipliant les variantes et autres enrichissements subtils. Ainsi, le clin d'œil, très prisé des internautes, devient-il : « )~) ». Une remarque sarcastique appelle un « ~) » et un porteur de lunettes précède « ~) ». Un mauvais rythme devient « ~) » et un nez cassé vers la droite : « ~) ». Quant aux fumeurs de pipe, ils s'identifient avec « ~) », les porteurs de baladeur « ~) », aux rockers punks « ~) ». Avec un peu d'imagination, on reconnaît encore le pape dans « ~) », le Père Noël dans « ~) », ou Picasso dans « ~) ».

Le cyberspace occidental fait ainsi appel couramment aux smileys sans qu'ils ne posent de problèmes majeurs à ceux qui en connaissent le principe. Il en va autrement au Japon. Yukihiko Furuse, directeur d'un institut de recherche de l'Université internationale du Japon, a bien essayé, au milieu des années 80, d'implanter leur usage dans les messages nippons. Comme l'explique l'*International Herald Tribune* du 14 août, il s'est heurté à un mur d'incompréhension de la part de ses compatriotes. Ceux-ci jugent le sens des smileys de l'Ouest « impénétrables ». Yukihiko Furuse a beau leur avoir écrit maintes fois qu'il faut « pencher la tête pour voir le visage »,

rien n'y fait. Du coup, les internautes nippons ont pris les choses en main en japonaisant les smileys.

Le « ~) » devient « ~) » pour les hommes et « ~) » pour les femmes, le point remplaçant le tiret parce que celles-ci ne doivent pas montrer leurs dents en souriant... Pour les deux sexes, l'expression de la gaïeté reste discrète et le nez absent. Les variations sont moins nombreuses que les verticaux. Cela n'empêche pas le banzaï « ~) » de crier en levant les bras... L'excuse « ~) » est peu explicite et la sueur froide « ~) » encore moins. Les Japonais compensent en partie les limites du smiley vertical grâce au codage des caractères sur deux octets - au lieu d'un seul en Occident - en raison de la complexité de leurs idéogrammes, les *kanji*. Le nombre de signes de ponctuation est ainsi doublé.

Mais les variantes nippones des smileys révèlent aussi qu'Internet ne dissout pas facilement toutes les cultures dans la même soupe cybercosmique. Certains, qui rêvent d'un épanouissement télématique, le regretteront. D'autres jugeront que l'esprit japonais est décidément bien récalcitrant à toute influence étrangère. Les derniers penseront que la diversité ne fait encore que poindre son nez sur Internet.

Michel Alberganti

هَكَذَا مِنَ الْأَصْلِ

★ L'Est Voyages, 5 bis, avenue Foch, 54000 Nancy, tél. : 83-59-80-54

[illegible]



## Orageux à l'Est éclaircies à l'Ouest

**JEUDI MATIN**, le ciel sera couvert sur la pointe de la Bretagne, avec quelques pluies faibles. Des Pays de la Loire à la Basse-Normandie, les nuages deviendront nombreux au fil des heures. De Nord-Pas-de-Calais à l'Alsace, au Centre jusqu'à l'Aquitaine et à Languedoc-Roussillon, les nuages du début de matinée laisseront place à de belles éclaircies. Quelques brumes ou brouillards locaux réduiront par endroits la visibilité au lever du jour sur

ces régions. La tramontane soufflera à 60 km/h en rafales. Du Nord-Est aux Alpes jusqu'au Sud-Est et en Corse, le temps sera couvert avec par moment des ondées et localement des orages. Les pluies et les orages seront plus marqués sur l'extrême Sud-Est et en Corse.

Jeudi après-midi, de la Bretagne à la Basse-Normandie jusqu'aux Pays de la Loire, il pleuvra modérément avec un vent de sud soufflant à 60 km/h en rafales près des côtes. Le ciel se chargera de nuages de l'ouest de l'Aquitaine jusqu'au Centre et à la Haute-Normandie. De Midi-Pyrénées jusqu'à Languedoc-Roussillon, au Massif Central, à l'Île-de-France et à la région Nord, le soleil sera prédominant malgré les passages nuageux. Du Nord-Est aux Alpes, jusqu'au Sud-Est et en Corse, les nuages resteront nombreux, avec un risque d'ondée, parfois orageuse. Ailleurs, les nuages et les éclaircies alterneront.

Les températures minimales iront de 13 à 15 degrés en général, jusqu'à 20 degrés sur les côtes méditerranéennes. L'après-midi, le thermomètre marquera 22 à 24 degrés au Nord et 24 à 28 degrés au Sud.

Vendredi, au nord d'une ligne Bordeaux-Reims, les nuages et les éclaircies alterneront avec des averses. Il pleuvra faiblement sur les côtes de la Manche l'après-midi. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'au Nord-Est, il pleuvra le matin, puis l'après-midi il y aura de courtes éclaircies avec des averses, parfois orageuses. Sur le Sud-Est et la Corse, il fera beau le matin, mais le ciel sera plus nuageux l'après-midi. Du pourtour méditerranéen aux Alpes, les nuages resteront nombreux. Les températures maximales iront de 22 à 25 degrés du nord au sud du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES du 20 août	max/min/moyenne
FRANCE	
ALGER	24/15
AMSTERDAM	18/12
ATHÈNES	28/18
BANGKOK	32/24
BARCELONE	24/18
BELGRADE	24/18
BERLIN	20/14
BOMBAY	30/22
BRASÍLIA	25/14
BURKINABE	30/22
BUCAREST	23/14
BUDAPEST	20/14
BURUNDI	28/18
CARACAS	32/22
CHICAGO	20/12
COPENHAGUE	18/12
DAKAR	32/22
DIJON	24/18
DUBLIN	18/12
FRANCKFORT	20/12
GENÈVE	20/12
HANOI	32/22
HELSINKI	20/12
HONGKONG	32/22
ISTANBUL	28/18
JERUSALEM	30/22
KIOTO	24/18
KINSHASA	30/22
LE CAIRE	32/22
LIMA	18/12
LISBONNE	24/18
LONDRES	18/12
LOS ANGELES	28/18
LUXEMBOURG	24/18
MADRID	30/22
MARRAKECH	32/22
MEXICO	24/18
MONTREAL	20/12
MOSCOW	20/12
MUNICH	20/12
NAGORI	28/18
NEW DELHI	32/22
NEW YORK	24/18
OSAKA	28/18
PALMA DE M.	30/22
PARIS	24/18
PRAGUE	20/12
PRETORIA	28/18
RIO DE JANEIRO	28/18
ROME	30/22
SAN FRANCISCO	18/12
SANTIAGO	28/18
SEVILLE	30/22
MILAN	20/12
ST. PETERSBURG	20/12
STOCKHOLM	20/12
SYDNEY	18/12
TENERIFE	28/18
TOKYO	28/18
TUNIS	32/22
VARSOVIE	20/12
VENISE	20/12
VIENNE	20/12

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### Paris, visage de l'Europe

- PARIS a été sauvée parce que personne n'aurait osé frapper l'Europe au visage !

- Qui donc a dit cela ?

J'avoue que c'était moi. Pour en arriver à cette conclusion, il m'a fallu, depuis un an que je suis à Paris, écouter attentivement et lire toutes les versions, toutes les interprétations, toutes les confidences, toutes les affirmations, toutes les réfutations, toutes les mises au point, toutes les explications de ce miracle : Paris sauvé.

Ainsi, on me les a tous nommés. Les hommes de la Résistance intérieure ; les hommes de la Résistance extérieure ; les hommes de la France libre ; les Américains, les Parisiens, l'homme, la femme et l'enfant de la rue ; et le Suisse, et le Suédois, et l'Autrichien, et l'Allemand repent, lui-même...

Je suis prêt à tout croire, à les confondre tous dans un sentiment de reconnaissance indivisible.

Mais c'est d'abord à la ville que j'ai demandé le secret de son salut, et je crois tenir sa réponse.

Un Parisien m'apprenait, l'autre jour, le sens vrai de la fable de Méduse. C'était à propos d'un bracelet :

« Méduse était une femme très belle - si belle que les hommes s'arrêtaient de combattre pour la regarder. Et son nom signifiait, tout simplement : la Reine. »

Paris médusant ses ennemis par sa beauté : voilà le thème d'une tapisserie de haute lice. Et la légende serait, traduite du latin en français :

« Du 23 au 25 août 1944, ici, la face de l'Europe fut sauvée. »

Princesse Bibesco (22 août 1946.)



Situation le 21 août, à 0 heure, temps universel



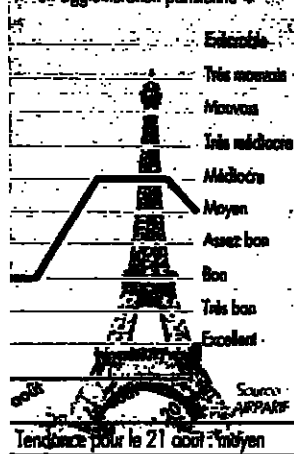
Prévisions pour le 22 août, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 22 août vers 12h00

### La qualité de l'air

#### Indice de pollution

en agglomération parisienne



### IOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6892

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

Fonçai. - VIII. Un inventeur prolifique. Peuple du Brésil. - IX. Ce que deviennent parfois les tubes. - X. Qui n'ont pas un nom tout simple. - XI. Lettres annonçant de mauvaises nouvelles. Bien rongé.

#### VERTICALEMENT

1. Symptômes qui peuvent faire craindre qu'on est en train de s'empoisonner. - 2. Être à l'ouvrage. C'est parfois un vrai guépier. Cœur de lion. - 3. Pourrait s'attaquer à tout un quartier. Bien entourés. - 4. Agirlons d'une façon inamicale. - 5. Traitement de sujets familiers. Un petit prophète. - 6. Indice de sensibilité. Exprimer très nettement. - 7. Servaient pour recueillir du liquide. Préfixe. - 8. Se fait avec de la bouillie. - 9. Des points de départ. Supplément à ajouter à des sommes destinées à une réparation.

#### SOLUTION DU N° 6891

HORIZONTALEMENT  
1. Prématuré. - II. Ououaron. - III. Iguane. Ne. - IV. St. Belles. - V. Stré. Arc. - VI. Ut. Grau. - VII. No. Égél. - VIII. Nuls. Néel. - IX. Ira. Meuse. - X. Edifier. - XI. Rit. Essai.

#### VERTICALEMENT

1. Poissonnier. - 2. Rugit. Ourdi. - 3. Eau. Roi. Lait. - 4. Moabites. - 5. Amée. Mie. - 6. Tiel. Génès. - 7. Ur. Largeurs. - 8. Roneries. - 9. Enescu. Lévi.

Guy Brouty

### LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **CHINE.** A la mi-juillet, pendant la période estivale, les chemins de fer chinois ont transporté une moyenne de 2,57 millions de passagers par jour, des chiffres en baisse de 15,9 % par rapport à la même période de l'an dernier. En octobre 1995, les prix des billets avaient été augmentés de 51 %, pour dissuader certains voyageurs de passer des journées entières, uniquement pour se distraire, dans des trains bondés. - (AFP)

■ **ÉTATS-UNIS.** La plupart des compagnies américaines ont relevé leurs tarifs de 10 %. Cette augmentation est justifiée, selon elles, par une forte demande, des coûts accrus pour la sécurité et le rétablissement prochain d'une taxe fédérale sur la vente des billets. - (AFP)

■ **HONGKONG.** La compagnie aérienne de Hongkong Dragonair a établi une nouvelle liaison vers la ville côtière chinoise de Qingdao, située à mi-distance entre Shanghai et Pékin. Les vols ont lieu deux fois par semaine, le lundi et le vendredi. - (Reuters)

### PARIS EN VISITE

**Vendredi 23 août**

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Pont-Marie (Paris passé, présent).

■ **LA MONTAGNE SAINT-GENEVÈVE**, berceau de l'université (50 F), 10 h 30 et 14 heures, parvis de Notre-Dame devant la statue de Charlemagne (Frédérique Janne).

■ **PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES** : 1<sup>er</sup> parcours (50 F), 10 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue Marengo (Paris autrefois).

■ **DU JARDIN DU LUXEMBOURG À MONTFARNASSE** (50 F), 11 heures, sortie du métro Luxembourg (La Parisienne).

■ **PASSAGES COUVERTS** (55 F), 11 heures, sortie du métro Louvre-Rivoli (Christine Merle).

■ **LE QUARTIER DES HALLES** et l'église Saint-Eustache (50 F), 11 heures, devant Saint-Eustache côté rue du Jour (Claude Marti).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** : les arts

précieux au Moyen Âge (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).

■ **LE CANAL SAINT-MARTIN** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Colonne-Fabien (Découvrir Paris).

■ **HÔTELS DU MARAIS** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Hauler).

■ **JARDINS DE BELLEVILLE** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Jourdain devant la Pâtisserie de l'église (Christine Merle).

■ **LE QUARTIER MOUFFETARD** (55 F), 14 h 30, sortie du métro Monge (Europ expro).

■ **L'ANCIEN VILLAGE D'AUTEUIL** (50 F), 15 heures, sortie du métro Église-d'Auteuil (La Parisienne).

■ **LE CIMETIÈRE DU PÈRE LACHAISE** (60 F), 15 heures, sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Bertrand Beyern).

■ **LES GARES DU NORD ET DE L'EST** (37 F), 15 heures, hall des arrivées de la gare de l'Est, sous l'horloge (Monuments historiques).

■ **L'HÔTEL DE LASSAY**, résidence du président de l'Assemblée nationale (carte d'identité, 55 F), 15 heures, sortie du métro Assemblée-Nationale (Paris et son histoire).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **L'HÔTEL SAINT-LOUIS** (37 F + prix d'entrée), 15 h 30, rue de la Grange-aux-Belles, devant la chapelle (Monuments historiques).

■ **L'HÔTEL-DIEU** (50 F), 15 h 30, devant l'entrée côté parvis de Notre-Dame (Claude Marti).

■ **L'ÉGLISE SAINT-ETIENNE-DU-MONT** (37 F), 16 heures, parvis de l'église (Monuments historiques).

### ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements

34, avenue du G<sup>e</sup> Lecteur - 69646 Châtillat Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

Je choisis la durée suivante	France	Suisse, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE - (0039) 06/97270 en publication daily for 500 par jour - LE MONDE - 22 bis, rue Claude Bernard - 75004 Paris Cedex 04. France, téléphone pour le 16 (1) 42-17-32-90, fax pour le 16 (1) 42-17-32-91. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 22 bis, rue Claude Bernard - 75004 Paris Cedex 04. Pour les abonnements étrangers : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, INC. 3330 Pacific Avenue Suite 401 - Virginia Beach VA 23462-2905 USA Tél. : 800/488-3405

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse : \_\_\_\_\_  
● par écrit 10 jours avant votre départ. PP. Paris DTN

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)  
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.  
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

### LES SERVICES DU Monde

La Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Documentation 3617 code LMDOC ou 36-25-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30

Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-09-78 ou 3615 LE MONDE (2.23 F/mn)

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN : 0395-2037

Imprimeur du Monde : 12, rue de la Gazette, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE

Secrétaire Générale du SA Le Monde et de la Société de la République : Dominique Alduy

Directeur Général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Élysées 75400 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

### SUR MINITEL

La documentation du journal Le Monde

Vous recherchez un article publié depuis janvier 1990 ? Minitel met à votre disposition deux services avec plus de 100 000 textes en ligne.

recherche de références par thèmes, catégories, pays, auteurs, etc.

recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possibles par courrier ou fax, paiement par carte bancaire

Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (sur son Minitel) un abonnement au service

Un justificatif accompagne tout envoi d'articles

### LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE





## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### BEAUTIFUL THING

Film britannique de Hettie MacDonald. Avec Glen Berry, Scott Neal, Tameka Empson, Linda Henry. (1 h 30.)  
Œuvre d'un jeune auteur de vingt-quatre ans, Jonathan Harvey, *Beautiful Thing* a remporté un vif succès sur scène, à Londres. Un succès en tout cas suffisant pour que Hettie MacDonald, qui avait mis en scène cette évocation de l'éveil d'un garçon de banlieue à son homosexualité, émaillée de portraits rapides et contrastés des membres de sa famille et de son voisinage, décide d'en faire un film. Comme la réalisatrice débutante n'a, à l'évidence, guère de notions de ce que peut être la mise en scène de cinéma, cette origine théâtrale est patente dès les premières séquences, où elle se satisfait pratiquement d'aligner les personnages devant la caméra en les priant de sortir du champ si tôt qu'ils ont délivré leur réplique. La description peut paraître caricaturale, elle l'est à peine. On comprend pourtant que la pièce ait séduit et que le film plaise (il a été remarqué lors de sa présentation dans le cadre de la Quinzaine des réalisateurs, au Festival de Cannes) : on chercherait en vain la moindre aspérité dans cette vision obstinée et consensuelle et qui se conclut benoîtement sur un air de comédie musicale.

### TWISTER

Film américain de Jan De Bont. Avec Helen Hunt, Bill Paxton, Jami Gertz, Cary Elwes. (1 h 53.)  
En haut de l'affiche, les producteurs, Steven Spielberg et Michael Crichton, celui-ci, auteur notamment de *Jurassic Park*, étant également le scénariste du film. Pour l'industrie hollywoodienne, il est difficile d'imaginer « parrains » plus prestigieux. Pourtant, les lettres du générique l'indiquent déjà, *Twister* s'inscrit dans la tradition du film de série B. Paradoxe de la production américaine de cette fin de siècle, qui s'épuise à retrouver, à grands renforts de dollars, l'esprit des films produits jadis dans les conditions les plus sommaires. Dans *Twister*, tout est sommaire, sauf le budget. Sommaires, le scénario (après la tornade force 2, il y aura la 3 et même la 4, dont on croyait pourtant qu'elle n'existait pas) et les personnages (ils sont séparés, mais les tornades les entraînent et, de toute façon, la rivale de l'héroïne, une « psy » coincée, est vraiment trop tarte). Alors, Jan De Bont, réalisateur de *Speed*, petit film gonflé d'énergie, joue à vache vole, maison vole, moissonneuse-batteuse vole, camion-citerne vole. Les effets spéciaux sont réussis et c'est heureux, puisqu'ils constituent la seule raison d'être du film.

### NECRONOMICON

Film franco-américain de Christophe Gans, Brian Yuzna et Shusuke Kaneko. Avec Richard Lynch, David Warner, Millie Perkins. (1 h 33.)  
*Necronomicon* est un film fantastique à sketches inspiré de l'univers d'Howard Philip Lovecraft. Le *Necronomicon*, livre mythique inventé par l'écrivain américain, sert ici de fil conducteur à trois récits différents. Coproduit par Brian Yuzna, un des rois du cinéma d'horreur des années 80 (il est notamment à l'origine du *Reanimator*, film culte chez les amateurs du genre), *Necronomicon* transforme l'indicible cher à Lovecraft en images parfois épouvantables, qui font la part belle aux déformations corporelles, aux monstres visqueux et tentaculaires, et aux chairs putréfiées. Réalisé il y a déjà plusieurs années, mais inédit en salle jusqu'à aujourd'hui, le film dégage un parfum un peu anachronique tant la représentation de la violence s'est modifiée depuis, délaissant l'épouvante *gore* pour une vision plus aseptisée. L'ensemble, d'une ironie un peu superficielle, se regarde pourtant sans ennui. Christophe Gans, qui réalisera plus tard *Crying Freeman*, faisait ses débuts avec la première histoire, un récit gothique assez émouvant autour d'une noyée « ressuscitée ».

### Lettre d'Amérique

Il y a comme un parfum de sang dans l'air hollywoodien. Et pas seulement parce que la violence continue de battre les records au box-office. L'action se déroule cette fois en coulisses. Hollywood s'attaque à Hollywood. Deux livres récents et un film à venir portent autant de regards vengeurs sur l'industrie à rêver. *Hit and Run*, de Nancy Griffin et Kim Masters, recense toutes les contorsions financières diplomatiques de Jon Peters et Peter Guber, les deux producteurs que Sony racheta à prix d'or à Warner pour les mettre à la tête de Columbia-TriStar quand le trust japonais fit l'acquisition de la major à la statue de la Liberté. Peters et Guber firent fortune, le géant nippon fut quasiment mis à genoux. Si l'écriture du livre est plate, le conte moral est terrifiant. Plus sophistiqué, *I'm Losing You*, de Bruce Wagner, dessine d'une plume empoisonnée au curare un portrait féroce où se retrouvent les grands fauves comme les petits serpents de la jungle hollywoodienne. Stars, acteurs porno, masseurs, tout s'achète peut-être, tout se vend sûrement. Le Robert Altman de *Nashville* et de *The Player* trouverait une âme consine en Bruce Wagner, que David

Cronenberg qualifie de « *James Joyce dont le Dublin serait Hollywood* ». C'est avec une virulence au moins égale que David Mamet s'apprête à attaquer Hollywood. Tiré d'un roman d'Andy Edmonds, le scénario que l'auteur d'*American Buffalo* et de *Glenarry Glenn Ross* vient d'entreprendre retrace l'histoire jamais entièrement éclaircie de Roscoe « Fatty » Arbuckle, la première star du burlesque muet à gagner 1 million de dollars par film. Sa carrière s'effondra lorsqu'une starlette, Virginia Rappe, mourut au cours d'une soirée dont le comédien était l'invité d'honneur. Dénonçant une orgie, la presse à scandales en fit ses choux gras, et William H. Hays, qui préparait le code de censure qui allait régir durant des décennies le cinéma américain, un exemple. Selon Andy Edmonds et David Mamet, toute l'affaire aurait été montée par Adolph Zukor, fondateur et patron de la Paramount, furieux d'avoir dû céder sur le contrat mirobolant de Fatty et bien décidé à ne jamais payer un tel cachet. A la surprise générale, *Frame Up* (« le piège »), réalisé par Mamet, sera financé... par Disney.

Henri Béhar

### Succès d'Eric Rohmer à New York

SORTI AUX ÉTATS-UNIS, le 8 août, sous le titre *Rendez-vous à Paris*, le film d'Eric Rohmer *Les Rendez-vous de Paris* y rencontre, toutes proportions gardées, un succès inattendu. Avec 62 000 dollars de recettes dans la salle new-yorkaise où il faisait ses débuts, le film enregistre, en effet, en première semaine un score nettement supérieur à celui obtenu par les autres productions récentes non anglophones, en particulier des titres a priori plus « grand public » comme *Le Hussard sur le toit* ou *Nelly* et *M. Arnaud*. Le film de Rohmer, qui avait reçu en France un accueil mitigé lors de sa sortie au printemps 1995, a été soutenu avec enthousiasme par la critique new-yorkaise. Alors que les stratégies de conquête à grande échelle du marché américain viennent de connaître de nouveaux déboires – dont ont été victimes notamment *Les Visiteurs* et *Un Indien dans la ville* –, la réussite des *Rendez-vous de Paris* témoigne qu'il existe tout de même une « niche », comme disent les professionnels américains, pour le cinéma d'auteur européen, et un public cinéphile... en tout cas dans la métropole de la côte Est.

## Les drôles de vacances des « Voyageurs de l'impériale »

Le Bel Été 1914. L'adaptation un peu décevante d'une partie du roman d'Aragon qui décrit la fin d'un monde

Film français de Christian de Chalonge. Avec Claude Rich, Maria Pacôme, Hippolyte Girardot, Judith Henry, Marianne Denicourt. (1 h 57.)

Les films les plus aboutis de Christian de Chalonge (*O Salto*, *L'Argent des autres*, *Docteur Penho*) se nourrissent des vertus d'une narration classique très maîtrisée, éclairée d'échappées vers le fantastique et de décalages dans la perception et la représentation de la réalité.

Il n'est pas surprenant que le cinéaste ait souhaité porter à l'écran la partie du roman d'Aragon, *Les Voyageurs de l'impériale*, qui décrit les vacances de deux familles, l'une bourgeoise, l'autre aristocratique, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (le film transpose l'action quelques jours avant la déclaration de la première guerre mondiale). Chronique de la fin d'un monde, incarné par le comte de Saintville (Claude Rich, magnifique d'autorité dans le rôle d'un homme blessé à mort par le temps), et qui assiste, impuissant, à l'effacement de la bourgeoisie et des mar-

chands, dans la touffeur d'un été dont on devine déjà qu'il marquera la vraie naissance du XX<sup>e</sup> siècle.

Au cœur des entrelacs sentimentaux qui fournissent sa trame au récit, l'histoire adultérine, découverte du désir et du mensonge par les enfants, passage à l'âge adulte, prise de conscience par plusieurs personnages de la vacuité de l'existence, Christian de Chalonge a planté quelques banderilles.

### ULTIME RÉPLIQUE

Si les apparitions fantomatiques des malades du docteur, qui rachète peu à peu la propriété du comte pour y installer un sanatorium, sont dissimulées avec toute la discrétion nécessaire à l'installation d'un de ces climats d'étrangeté qu'affectionne le cinéaste, la vision récurrente d'un serpent rampant dans les herbes et la pierrelle souligne ce qui n'avait ni besoin d'être désigné. De même, les dialogues paraissent souvent plaqués, comme émanant d'avantage de la volonté des auteurs que de la bouche des personnages, dans la bouche desquels telle allusion à Sarajevo (l'assassinat de l'archiduc, sans doute, mais aussi

la situation de 1996) paraît bien artificielle.

Le film se défile ainsi peu à peu, victime du manque d'intensité d'un scénario encombré de redites, gagné par l'engourdissement qui saisit l'entreprise tout entière. Les images très « picturales » du chef opérateur Patrick Blossier, pour lesquelles le souvenir de Corot semble avoir été convoqué, le déficient d'énergie dont souffre une interprétation inégale (Judith Henry, Hippolyte Girardot et Philippe Torreton sont irréprochables), la certitude vite acquise que rien ne mettra en cause l'ordonnement de l'ensemble, tout concourt à faire naître une torpeur qui n'est pas seulement estivale.

Le plan saisissant de la table dressée sur la terrasse pour un repas de funérailles, sous une lumière de fin de monde, vient à fine aviver les regrets que suscite un film auquel l'ultime réplique, le terrible « *J'espère qu'ils auront la guerre* » prononcé par le comte, donne, trop tard, la tonalité que l'on espérait lui voir prendre.

Pascal Mérieau

## LES ENTRÉES À PARIS

■ Morne, très morne semaine du 15 août, durant laquelle on reste très en dessous des 400 000 entrées dans la capitale et sa banlieue. Parmi les effectivement peu attirantes nouveautés, seul *L'Ultime Souper* s'en tire sans trop de casse, avec 27 000 convives dans ses 15 salles. *Faux-frères* vrais jumeaux, *Freischütz*, *Instant de bonheur* et *Mo' sont d'ores et déjà hors jeu*.

■ Les trois succès de l'été continuent de tenir le haut du pavé, sans grand mérite compte tenu de l'absence de concurrence. En deuxième semaine, *L'Effaceur* attire 66 000 fans de Schwarzenegger devant ses 48 écrans, et totalise ainsi 195 000 entrées. *Rock* reste solide en troisième semaine avec 62 000 visiteurs dans ses 53 salles transformées en annexes d'Alcatraz (total : 284 000), tandis qu'en quinze jours le *Strip-tease* de Demi Moore a séduit 126 000 amateurs.

■ Il faut remonter à des sortites de juin pour trouver des films français (*Conte d'été*, *Comment je me suis disputé... Delphine* : 1, *Vivre* : 0) ayant figuré honorablement au box-office. Mais la traversée du désert estival s'achève, avec l'arrivée sur les écrans des films d'André Téchiné et Christian de Chalonge, bientôt suivis de celui de Claude Lelouch.

J.-M. E.

\* Chiffres : Le Film français.

Dans votre  
Agence France Télécom,  
le téléphone mobile

GSM Itineris®  
250 F T.T.C.\*

c'est à partir de

et c'est  
maintenant.



Et si vous communiquez  
avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

\* Dans la limite des stocks disponibles jusqu'au 31 août 1996 inclus. Si l'abonnement Itineris (minimum 10 mois) est converti au moment de l'achat du Nokia Itineris, c'est à partir de 126,00 F TTC (mois) + frais de mise en service : 426,10 F TTC.







## L'hypothèse de l'accident est relancée dans la catastrophe du vol 800 de la TWA

Les enquêteurs ont comparé différents enregistrements d'accidents d'avion

LE WASHINGTON POST relance l'hypothèse de l'accident pour expliquer l'explosion et la destruction, le 17 juillet, du vol 800 de la TWA qui a fait deux cent trente morts au large de Long Island. Dans son édition du mercredi 21 août, le quotidien américain, citant des sources proches de certains enquêteurs, souligne que le « son bref » par lequel se termine l'enregistrement d'une boîte noire du Boeing 747 ressemble plus à une explosion de carburant qu'à la déflagration d'une bombe.

Le bruit qui précède l'intermission brutale du cockpit voice recorder (CVR), qui enregistrerait les conversations pendant les minutes précédant l'explosion dans le poste de pilotage, ne correspond pas à celui de la boîte noire de l'avion de la Pan Am qui a été détruit par l'explosion d'une bombe au-dessus de Lockerbie

(Ecosse) en 1988. Cependant, les enquêteurs pensent que l'enregistrement ne révélera probablement pas la cause exacte de la catastrophe aérienne du 17 juillet. « L'enregistrement ne nous a pas dit ce dont nous avions besoin », a confié un haut responsable au journal.

### « UN MÉLANGE CARBURANT-AIR »

Le « son bref » enregistré juste avant l'explosion du Boeing 747 de la TWA a été comparé aux enregistrements de plusieurs explosions d'avion, de réservoirs et de catastrophes provoquées par des dysfonctionnements, sans qu'un son identique ait pu être retrouvé, indique le journal. Selon les mêmes sources, une analyse spectrale de l'enregistrement de ce « son » n'a pas permis de détecter la « signature caractéristique d'une secousse d'air » qu'aurait provoqué l'explosion d'une bombe. Le

bruit du vol TWA 800 aurait, au contraire, les caractéristiques de l'explosion d'un mélange carburant-air et « n'est pas très éloigné » de l'explosion du réservoir de carburant central qui avait détruit un Boeing 737 philippin en 1990.

Les enquêteurs cités par le Post ont, cependant, noté qu'au moins une explosion de bombe avait produit un son similaire. Ils restent réservés. Le son qui a précédé l'explosion du vol New York-Paris de la TWA a, certes, pu provenir d'une explosion du réservoir de carburant mais également d'une bombe d'un autre type que celle de Lockerbie.

Les informations du Post confirment, en gros, les dernières analyses et conclusions des enquêteurs : jusqu'à présent, aucune trace d'explosif n'a pu être détectée sur les parties de l'avion qui ont été ramenées à terre. Les

« tests métallurgiques » du National Transportation Safety Board n'ont pas non plus été concluants, ni dans un sens, ni dans l'autre. Plus de la moitié des éléments du Boeing ont été sortis de l'eau et passés au crible par différents laboratoires de police.

La police de New York et le FBI, tout comme les spécialistes de l'aviation civile s'en tiennent toujours à leur conviction initiale : une bombe serait à l'origine de la destruction du Boeing. Mais, comme le disait une source officielle au Washington Post, « ils (les enquêteurs) ont travaillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et on aurait pu penser qu'ils auraient maintenant trouvé quelque chose, eh bien non, ils n'ont rien trouvé ». Il reste que la moitié de la carlingue est toujours immergée et qu'un mois de présence dans l'eau de mer a peut-être gommé d'éventuelles traces d'explosifs.

## Israël et la Syrie s'accusent d'entretenir la tension au Proche-Orient

ISRAËL ET LA SYRIE ont échangé des accusations, mardi 20 août, à propos de préparatifs militaires, mais le premier ministre, Benjamin Netanyahu, a cherché à dédramatiser la situation dans des déclarations devant la commission des affaires étrangères de la Knesset.

Quelques heures après qu'une télévision privée israélienne, Channel Two, eut affirmé que Damas avait procédé au tir d'essai d'un missile de type Scud-C, d'une portée de 600 kilomètres, susceptible d'atteindre la plus grande partie du territoire de l'Etat juif, un porte-parole des industries militaires israéliennes, Sylvia Beit-Halachmi, annonçait, en début d'après-midi, le premier tir d'essai opérationnel par Tsaah d'un missile de type Hetz-2, capable d'intercepter un missile Scud-C. Tiré du littoral méditerranéen, à Palmachim, au sud de Tel Aviv, le Hetz-2 (fiche, en hébreu) a intercepté un missile sol-sol, tiré quatre minutes auparavant à partir d'un bateau. Trois autres tirs d'essai dans des conditions opérationnelles succéderont à ce test.

Plusieurs hauts responsables militaires israéliens cités par la radio se sont déclarés « très préoccupés » par le tir d'essai syrien, que Damas n'a pas confirmé. La presse syrienne a, néanmoins, accusé Israël de chercher à « déclen-

cher de nouvelles guerres dans la région pour faire pression sur les Arabes ». L'Etat juif « devrait y réfléchir cent, voire mille fois, avant de s'engager dans une folle action, car le monde aujourd'hui n'est plus celui d'hier et ce qui était permis alors n'est pas compatible avec l'ordre international actuel », a écrit le quotidien El Baas, organe du parti du même nom au pou-

prendre le risque d'un conflit pour mettre un terme à l'impasse diplomatique. Toutefois, M. Netanyahu et le ministre de la défense, Itzhak Mordechai, ont cherché à dédramatiser la situation. « Il ne faut pas susciter de tensions artificiellement. Les Syriens disposent depuis longtemps de missiles et procèdent périodiquement à des tests. Nous n'avons pas constaté de ten-

### Les visiteurs de la Maison d'Orient

Le ministre israélien des affaires étrangères, David Lévy, se rendra en Europe au mois de septembre afin de dissuader les ministres de la « troïka européenne » (Italie, Irlande et les Pays-Bas) de visiter la Maison d'Orient, siège officieux de l'OLP à Jérusalem, a annoncé, mardi 20 août, la radio israélienne. Une loi interdit toute activité diplomatique de l'OLP à Jérusalem, dont Israël a conquis la partie orientale en 1967. Les responsables israéliens, qui considèrent la Ville sainte comme la capitale unifiée de l'Etat juif, estiment que les visites de responsables étrangers à la Maison d'Orient renforcent les revendications des Palestiniens sur Jérusalem-Est. - (AFP)

voir. « Une agression israélienne contre la Syrie n'est pas à exclure », a estimé le journal officieux El Saoura.

Selon Zeev Maoz, directeur du principal centre d'études stratégiques israélien, l'élection, à la fin de mai, du chef du Likoud, qui refuse toute restitution du plateau du Golan à la Syrie, a accru les dangers de guerre. Mais c'est la Syrie qui, à l'en croire, pourrait

sions nouvelles créées par eux », a déclaré M. Mordechai. « Il n'y a pas de changement dans les capacités stratégiques de la Syrie. Damas essaie maintenant de fabriquer des missiles au lieu d'acheter des Scud-B », a affirmé, de son côté, M. Netanyahu. « Evidemment, la Syrie essaie de nous intimider mais nous ne voyons pas de changement significatif dans la situation », a ajouté le premier ministre, qui a réitéré

sa proposition de négocier d'abord un retrait de Tsaah du Liban sud, en échange du démantèlement du Hezbollah pro-iranien. Selon lui, le refus par Damas de l'option « Liban d'abord » illustre « la volonté syrienne de mener une guerre indirecte [contre Israël] par le biais du Hezbollah ».

M. Netanyahu a, d'autre part, affirmé qu'il n'y aura pas de progrès dans les négociations avec les Palestiniens, y compris sur la question d'Hébron, aussi longtemps qu'ils n'auront pas fermé leurs bureaux à Jérusalem. Il a cité, notamment, le département des sports installé à la Maison d'Orient, siège officieux de l'OLP à Jérusalem-Est, et deux autres bureaux que le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a, selon lui, promis de fermer sans donner suite. « Le gouvernement reprendra sérieusement les débats à propos du redéploiement à Hébron, a ajouté le premier ministre, tout en suivant de près le respect par l'autre partie des accords passés ».

Le retrait de l'armée de la majeure partie d'Hébron, prévu par les accords d'autonomie, a déjà pris plus de quatre mois de retard. Un plan de « redéploiement » présenté, jeudi, par le ministre de la défense n'a pas reçu l'aval du mini-cabinet de M. Netanyahu. Aucune nouvelle date de réunion n'a été fixée. - (AFP, Reuters.)

## Une fillette de trois ans enlevée à Toulouse

FATIMA, une fillette de trois ans, a été kidnappée, lundi 19 août en fin de matinée à Toulouse, dans le quartier Bellefontaine, à la sortie de la boulangerie où elle s'était rendue avec sa sœur Sabrina, six ans, le ravisseur circulait à bord d'une voiture de grosse cylindrée de couleur blanche - peut-être une R 21 - dans laquelle il a fait monter la fillette de force. Au moment de sa disparition, Fatima portait un pull-over blanc avec des motifs rouges, un pantalon rouge à carreaux et des chaussures en toile verte. Un numéro de téléphone est à la disposition de toute personne susceptible d'apporter un témoignage : 61-12-76-95.

### DÉPÊCHES

■ CORSE : trois nouveaux attentats ont eu lieu dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 août en Corse-du-Sud. Deux engins explosifs ont visé les locaux de la direction départementale de l'équipement (DDP) et ceux de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) à Porto-Vecchio. Un engin explosif a également été lancé dans le jardin de la villa d'un enseignant à Ville-di-Pietrabugno, en Haute-Corse.

■ POLICE : un inspecteur du commissariat de Lorient (Morbihan) a été tué, mercredi 21 août, par un homme âgé de cinquante-sept ans, qui s'était retranché dans son domicile où il a, lui-même, été mortellement atteint par un autre policier. Vers huit heures, les pompiers étaient intervenus dans l'appartement, après que l'homme eut blessé sa concubine, transportée à l'hôpital. Après une vaine discussion avec le forcené, les policiers ont envoyé du gaz lacrymogène dans le logement. Le quinquagénaire a alors ouvert le feu, touchant à la gorge l'inspecteur Yvon Carou, quarante-cinq ans.

■ RENTRÉE : le décret relatif à l'allocation de rentrée scolaire (ARS) est paru au Journal officiel mardi 20 août. Conformément à la décision du gouvernement (Le Monde du 27 juillet), son montant sera de 1 000 francs cette année. Depuis septembre 1993, il était de 1 500 francs, mais Alain Juppé a décidé de réduire de moitié sa majoration exceptionnelle. Celle-ci devrait coûter 3,3 milliards de francs à l'Etat, la partie de base étant prise en charge par la Caisse nationale d'allocation familiale.

■ SATELLITE : BskyB, le réseau satellitaire britannique contrôlé par Rupert Murdoch, a annoncé, mardi 20 août, un bénéfice annuel, avant impôt, de 2,02 milliards de francs, en hausse de 66 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires de BskyB a progressé de 30 % pour s'établir à près de 8 milliards de francs. Ces bons résultats sont dus à la hausse du nombre des abonnés au réseau satellitaire. En un an, BskyB a gagné 900 000 souscripteurs pour atteindre 3,5 millions d'abonnés.

■ FOOTBALL : l'En avant Guingamp s'est qualifié pour la Coupe de l'UEFA en battant, mardi 20 août, au stade du Roudourou, l'équipe russe du Rotor Volgograd, actuel leader du championnat russe, 1-0, en match retour du troisième tour de la Coupe Intertoto. Les Bretons s'étaient inclinés 2-1 au match aller.

■ Perpignan est seul en tête du classement de la deuxième division après la troisième journée de championnat, disputée mardi 20 août. Les Catalans ont gagné à Charleville (2-0). Sochaux a écopé Saint-Etienne (4-1), les Verts ayant dû jouer plus de quarante minutes à neuf à la suite de deux expulsions. Les autres résultats : Toulouse-Mans, 2-1 ; Amiens-Châteauroux, 0-2 ; Saint-Brieuc-Epinal, 1-0 ; Mouscron-Martignes, 1-0 ; Red Star-Toulon, 2-1 ; Loubans-Cusey-Guengon, 1-1 ; Valence-Niort, 1-2 ; Troyes-Lorient, 2-0 ; Laval-Bellais, 2-1.

## Les syndicats du « Monde » apportent leur soutien aux sans-papiers

DANS UN COMMUNIQUÉ COMMUN, les syndicats CFTD, CGT et SNJ du journal Le Monde ont tenu à exprimer, mardi 20 août, leur « indignation », face à la situation des sans-papiers de l'église Saint-Benoît, à Paris. « Leur situation est en fait due à la loi Pasqua, une législation de plus en plus répressive par rapport aux immigrés vivant sur le sol français, précise le communiqué. Ils ont été « clandestinisés » par les lois de la République. Dès lors, leur régularisation, avec une carte de séjour, s'impose. » « Les lois anti-immigrés doivent être impérativement dérogées, de toute évidence, elles ne règlent aucun des problèmes de fond de notre société », conclut ce texte signé par l'ensemble des syndicats du journal Le Monde.

## Pierre Bergé est bien placé pour reprendre l'hebdomadaire « Le Nouvel Economiste »

LE TRIBUNAL DE COMMERCE de Nanterre doit examiner, jeudi 22 août, les candidatures à la reprise de l'hebdomadaire Le Nouvel Economiste, en dépôt de bilan depuis le 10 juin. Les salariés présents au journal se sont, eux, prononcés, mardi 20 août, sur les deux dossiers de reprise après avoir écouté leurs représentants. Jacques Rosselin et Philippe Labarde d'un côté, Georges Ghosn de l'autre.

Jacques Rosselin, fondateur de Courrier International - qui pourrait devenir le futur directeur de publication du Nouvel Economiste - et Philippe Labarde - actuellement membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), mais qui a pré-

vu d'en démissionner pour prendre la direction de la rédaction de l'hebdomadaire - ont expliqué et commenté le dossier de Jupiter Communication.

Cette société dirigée par Jacques Rosselin a pour actionnaires Pierre Bergé, PDG d'Yves Saint Laurent Couture, et Guy de Wouters (Société générale de Belgique). Pour reprendre Le Nouvel Economiste, Jupiter Communication s'est associée à l'Entreprise en croissance, un pool versé dans l'informatique dirigé par Dominique Louts. Trente et un salariés ont voté en faveur de ce plan de reprise. Deux salariés se sont prononcés pour celui de Georges Ghosn, ex-PDG du quotidien

économique La Tribune Desfossés. Chacun des deux candidats offre 1 million de francs pour la reprise des actifs du Nouvel Economiste. Pierre Bergé, Jacques Rosselin et Dominique Louts prévoient d'investir entre 35 et 40 millions de francs dans le titre en trois ans, et ont déjà mobilisé 27 millions de francs (17 sont apportés par Jupiter Communication, 10 par Dominique Louts). Georges Ghosn envisage, pour sa part, d'y injecter 15 millions de francs. Ce dernier voudrait faire du Nouvel Economiste un pendant à l'Expansion, en lui faisant adopter un rythme de parution bimensuel. Jupiter Communication conserverait la périodicité hebdomadaire du titre.

Si la majorité des salariés ont été sensibles au discours « entraînant » de Philippe Labarde, ils se sont aussi prononcés en fonction du volet social des repriseurs. Jacques Rosselin et Philippe Labarde ont expliqué qu'ils conserveraient quarante-deux des quatre-vingt-cinq salariés, et procéderaient ultérieurement à une vingtaine d'embauches. Georges Ghosn table sur le maintien d'une quarantaine de salariés. Il reste au personnel du Nouvel Economiste à obtenir de Jupiter que la vingtaine d'embauches soient effectuées prioritairement dans ses rangs.

Yves-Marie Labé

### BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 21 août, à 10 h 21 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	
Tokyo Nikkei	21127 +0,10 +7,08
Hong Kong Index	11312,50 +0,88 +13,14
Tokyo Nikkei sur 3 mois	
1992-1993	1329,40
1993-1994	1329,40
1994-1995	1329,40
1995-1996	1329,40
1996-1997	1329,40
1997-1998	1329,40
1998-1999	1329,40
1999-2000	1329,40
2000-2001	1329,40
2001-2002	1329,40
2002-2003	1329,40
2003-2004	1329,40
2004-2005	1329,40
2005-2006	1329,40
2006-2007	1329,40
2007-2008	1329,40
2008-2009	1329,40
2009-2010	1329,40
2010-2011	1329,40
2011-2012	1329,40
2012-2013	1329,40
2013-2014	1329,40
2014-2015	1329,40
2015-2016	1329,40
2016-2017	1329,40
2017-2018	1329,40
2018-2019	1329,40
2019-2020	1329,40
2020-2021	1329,40
2021-2022	1329,40
2022-2023	1329,40
2023-2024	1329,40
2024-2025	1329,40
2025-2026	1329,40
2026-2027	1329,40
2027-2028	1329,40
2028-2029	1329,40
2029-2030	1329,40

Tirage du Monde daté mercredi 21 août 1996 : 448 416 exemplaires



Banque Rivaud

LA BANQUE RIVAUD COMMUNIQUE :

Des informations parcellaires, orientées et inexactes, surprises à la bonne foi de ceux qui les ont diffusées, risquant de porter préjudice à la réputation de notre banque, filiale du groupe Rivaud, appellent la mise au point suivante :

- 1) Le différend d'ordre fiscal qui oppose notre banque à l'administration trouve, selon toute probabilité, son origine dans une dénonciation mensongère et calomnieuse émanant d'un employé licencié pour fautes. Plaintes ont été déposées contre lui.
- 2) La saisie effectuée dans le cadre des dispositions du code de procédure fiscale n'a pas revêtu le caractère outrancier et spectaculaire relaté. Elle a été précédée d'une requête non contradictoire présentée par l'administration. Nous envisageons, pour que nos arguments soient entendus, la possibilité d'exercer un recours contentieux.
- 3) Le litige fiscal dont il s'agit ne porte nullement sur les sommes astronomiques et fantaisistes évoquées qui relèvent de la désinformation pure et simple.
- 4) Les opérations concernées ont été examinées en 1995 et 1996 par la Commission bancaire sans que celle-ci - et pour cause - ait relevé d'irrégularité.
- 5) Jamais la banque ne s'est rendue coupable d'une infraction à la législation sur les changes.
- 6) Par ailleurs, la Banque Rivaud rappelle qu'elle ne détient aucune participation dans des sociétés industrielles ou commerciales. En ce qui concerne Air Liberté, la participation détenue par le groupe Rivaud l'est par l'intermédiaire de deux holdings : la Financière Moncey (16,94%) et les Mines de Kali-Site Thérèse (15,36%).
- 7) Face à la calomnie et à l'outrance, nous déclarons de la façon la plus solennelle que les intérêts de nos clients et ceux de nos actionnaires ne sont en aucune façon menacés. Ils nous sont aussi chers que notre honneur et notre rectitude. Nous défendrons les uns comme les autres avec rigueur et détermination.

Banque Rivaud

Alexandre Lebed obtient l'annulation de l'assaut sur Grozny

APRÈS DEUX JOURS de plus en plus de calme et de tranquillité dans la région de Grozny, le président Eltsine a annoncé, mardi 20 août, que le cessez-le-feu entre les forces armées russes et les forces armées de la République tchétchène était définitivement signé. Le président Eltsine a également annoncé que le cessez-le-feu était définitivement signé. Le président Eltsine a également annoncé que le cessez-le-feu était définitivement signé.

La faillite de Bally France

LE FABRICANT de chaussures Bally France a déclaré la faillite. Le tribunal de Nanterre a prononcé la faillite de Bally France, filiale du groupe Bally, le 24 août. Le tribunal a également prononcé la faillite de Bally France, filiale du groupe Bally, le 24 août.

Un boxeur enfin consacré



CONSIDÉRÉ comme l'un des meilleurs boxeurs de la génération, Laurent Bouquani a été sacré champion du monde de poids moyens (WBA) mercredi 21 août, en battant l'Argentin Cesar Vasquez, tenant du titre KO à la cinquième reprise.

Line pour M 0147-825-700 F

مكتبة من الأصول